

LA VIOLENCE EST D'ABORD
CELLE DES CONDITIONS
QUI NOUS SONT FAITES,
CELLE DES GENS QUI
LES DÉFENDENT...



ET PLUS RAREMENT, HÉLAS,
CELLE QUE NOUS LEUR RENVOYONS À LA GUEULE.



sabotagemedia.anarkhia.org

INFLAMMABLE

Nº 2





« On se retient en se disant que nos boss nous donneront bientôt le go pour foncer. C'est notre bonbon.» … « Quand une manifestation est déclarée illégale, les gens n'ont plus d'affaire là. Ils ont beau lever les mains en l'air et faire des signes de peace and love, ils seront ramassés pareil » … « Les gars appellent ça National Geographic parce que quand on fonce, les jeunes partent comme des gazelles !
—Flic anti-émeute interrogé par le Journal de Montréal »



L'expérience du déchainement incontrôlable des foules dans les rues face à un ennemi aussi brutal que l'État, le Capital et leurs mercenaires, ce moment où nous reprenons nos propres vies, où nous nous libérons du moralisme, de la peur et des identités qu'on nous impose, ça ne s'arrête pas autour d'une table de négociations, ni dans une urne, ça n'est pas le début d'un mouvement ni ne meurt avec un mouvement : *C'est être vivant, libre et sauvage !*

Liens



Communication autonome pour la lutte contre l'autorité	mtlcounter-info.org
La fin est proche…Elle est dans votre voisinage	antidev.wordpress.com
Zine anarchiste contre civilization	anarchieverte.ch40s.net/la-mauvaise-herbe
Collectif de diffusion anarchiste	lamitrailleuse.noblogs.org
Espace social anarchiste	epoquemtl.org
Convergence des luttes anticapitalistes	clac-montreal.net
Bibliothèque anarchiste de Montréal	bibliothequedira.wordpress.com
Un journal purement révolutionnaire	anarkhia.org

CETTE PUBLICATION EST POUR TOUS CEUX ET CELLES QUI ONT EU À SURMONTER LA RÉPRESSION DE LA DERNIÈRE ANNÉE.

POUR TOUS LES CŒURS SOLIDES PRÊTS À METTRE LEUR LIBERTÉ EN PÉRILE.

POUR TOUS LES SAUVAGES.



L'FEU EST POGNÉ

textes, communiqués et comptes-rendus parus principalement à Montréal…des moments de révolte qui réchauffent le cœur

MANIFS ET ACTIONS DE SEPTEMBRE 2011

2 Contre les frontières, les flics, les prisons, et les fascistes
5 Solidarité avec les prisonnier.ères du G20!

LA GRÈVE COMMENCE: FÉVRIER 2012

8 Sur la solidarité avec les « mouvements sociaux » – Lettre ouverte aux anarchistes
9 L'occupation du Cégep du Vieux Montréal

MARS

10 Action étudiante, manif contre les flics
12 Manif sauvage, citoyens-flics, solidarité avec les Innu.es, et la vengeance des porcs
13 Le 15 mars nique les flics

AVRIL

18 Actions et confrontations
21 Plan Nord – Plan Mort
27 La révolution ne sera pas tranquille – sur l'émeute du 25 avril

MAI

29 1er mai anticapitaliste
32 La bataille de Victoriaville
36 Bombes fumigènes dans le métro
40 La loi spéciale, on s'en câlisse!
44 Une perspective anarchiste sur la Loi 78
45 Compte-rendu du 22 mai
47 « Casseurs » imaginaires. Ninjas versus pirates
48 La solidarité, c'est l'attaque

JUIN, JUILLET, AOÛT

50 Le spectacle commence
54 Du pacifisme…Retour sur quelques idées reçues
55 Revendication du sabotage sur une voie ferroviaire
56 Attaque contre la police. Répression du G20. 1er août.
57 Le Pavé
60 Convergence pour la rentrée



ÉPILOGUE

65 Chronologie d'actions 2008-2011
70 Carte du centre-ville de Montréal



Solidarité contre les frontières et les déportations

Le mardi 27 septembre 2011, à Montréal, des anarchistes ont tenu un rassemblement de solidarité d'une 40aine de personnes au centre-ville en réponse à de récentes déportations et détentions de travailleurs et de travailleuses sans-papiers. Une courte manif a eu lieu à partir du Quartier des spectacles jusqu'au Carré Berri, sous la bannière « ***vive la solidarité avec les sans-papiers. sabotons la machine à expulser*** » et des milliers de tracts ont été distribués. Dû à l'intervention de l'escouade antiémeute du SPVM [Service de police de la Ville de Montréal], la manif a été brièvement perturbée et forcée de se déplacer sur le trottoir. Elle a toutefois réussi à reprendre la rue et s'est terminé à l'endroit prévu, où les manifestant.e.s se sont dispersé.e.s sans arrestations. Le tract énonçait :

POUR UN MONDE SANS FRONTIÈRES, ÉTATS, OU PAPIERS GOUVERNEMENTAUX! LIBERTÉ DE MOUVEMENT POUR TOU.TE.S!

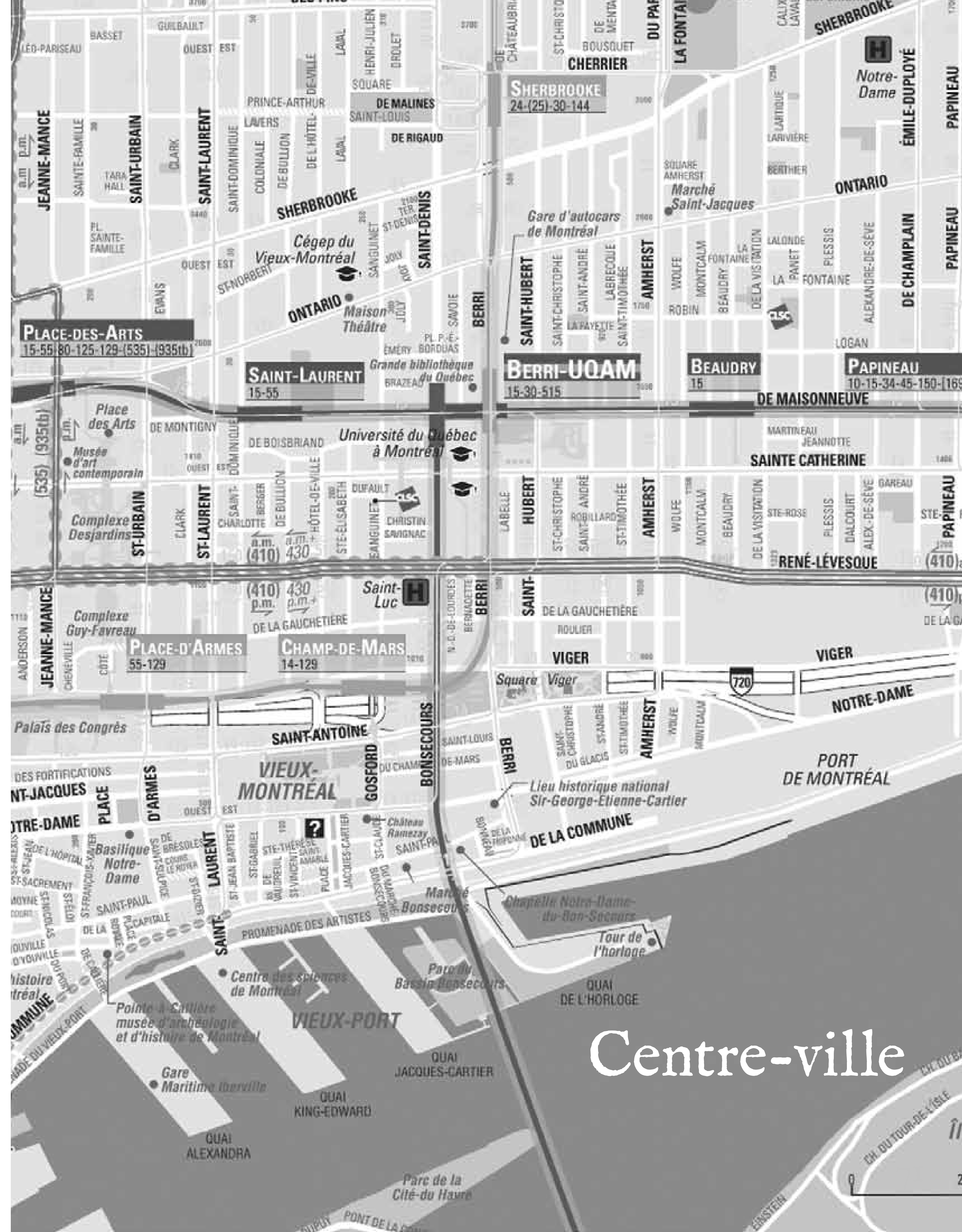
Ces derniers jours, les bureaucrates d'Immigration Canada sont encore une fois entré.e.s dans les maisons de ceux et celles qui n'ont pas les « bons papiers », les enlevant et les arrachant ainsi à leur famille et à leur foyer. Vous connaissez peut-être quelqu'un.e à qui cela est arrivé, peut-être qu'un être cher vous a été arraché par la police et les bureaucrates d'Immigration Canada, ou peut-être que vous en avez seulement entendu parler aux nouvelles. Peu importe, ce système qui essaie de nous dominer et de nous exploiter – en contrôlant brutalement le mouvement des individus tout en promouvant le mouvement du capital – détruit des vies tous les jours.

Le capitalisme nous force à vivre dans la précarité et c'est encore plus vrai pour les immigrant.e.s. Des personnes tentent de reprendre le contrôle sur leur vie en traversant des frontières nationales – souvent pour échapper aux guerres, à la dévastation écologique et à la répression politique que le capital impose partout sur la planète. Ces personnes sont alors considérées comme des « criminel.le.s » pour être nées du mauvais côté des ces lignes arbitraires que l'État dessine. Elles doivent vivre dans la peur quotidienne d'être capturées et déportées. Elles se voient forcées de travailler dans les pires conditions pour un salaire ridiculement bas, et si tout à coup, elles ne sont plus utiles à leur patron, elles peuvent aisément être remises aux autorités.

L'État et ses bureaucrates nous enragent; par leur pouvoir de décider du sort des autres et de les renvoyer vers des situations pouvant entraîner mort, abus et torture. Nous sommes écœuré.e.s des tribunaux qui forcent les personnes à justifier leur droit de vivre. Nous n'avons que du dégoût envers les rafles, le harcèlement policier et les frontières. Ces rafles, murs frontaliers et centres de détention essaient de terroriser toutes les personnes migrantes afin de leur faire accepter leur situation présente, tout comme les prisons et la police essaient de terroriser tout le monde afin de leur faire accepter l'ordre actuel des choses. Ils et elles ne réussiront pas à endiguer cette marée de révoltes provenant de ceux et celles qui ne veulent pas vivre dans la peur et la soumission. Leurs systèmes de contrôle social de plus en plus sophistiqués n'arrêteront pas les émeutes dans les centres de détention, les grèves de la faim et les évasions. Ils ne réussiront pas à paralyser notre désir de propager notre pratique et notre critique révolutionnaires à l'extérieur des murs des prisons, en attaquant, par exemple, les collaborateurs du système de déportation ou par des actions fermant les postes frontaliers comme ce fut le cas à Akwesasne en 2009.

Nous n'avons rien à faire de centres de détentions plus humains, de la rationalisation des processus d'acquisition de la citoyenneté ou de la distinction entre les bon.ne.s et les mauvais.e.s immigrant.e.s. Nous ne donnerons aucun pouvoir à tous ces systèmes en leur demandant de changer ou de nous donner de maigres bénéfices; nous voulons leur destruction. Toute demande de changement transfère le pouvoir du demandeur ou de la demandeuse vers l'objet recevant la demande, et toute communication lui permet de continuer son existence.

En tant qu'anarchistes, nous voulons détruire ce système qui crée une séparation entre « citoyen.ne.s » et « personnes illégales »; nous voulons mettre fin aux États et aux frontières qui maintiennent cette idée de citoyenneté. Nous voulons détruire ces institutions avec l'aide de la plus grande portion de la société possible dans le but de créer un monde fondé non sur l'exploitation, mais plutôt sur l'entraide et la solidarité.





Attaque contre une manif nationaliste identitaire

le 26 novembre 2011

La Légion Nationale, un groupe de nationalistes identitaires avec de fortes tendances d'extrême droite, a organisé une manifestation qui n'a finalement été qu'un rassemblement en raison du petit nombre de participant.e.s. Le rassemblement avait lieu à 12h, au coin des rues René-Lévesque et Guy, en face de l'hôtel Maritime Plaza, à deux pas du Centre Opérationnel Sud du SPVM. À ce rassemblement, il n'y avait qu'une quinzaine d'individus dont plusieurs skinheads d'extrême droite. De nombreux drapeaux du Québec étaient visibles. La collaboration des manifestant.e.s avec les policiers semblait évidente.

C'est à ce moment qu'une trentaine d'Antifas sont arrivé.e.s en criant des slogans tel que « ***alerta, alerta, antifascista*** ». Une voiture de police se tenait entre les nationalistes identitaires (qui sont, en fait, des socialistes néo-nazis en faveur d'un Québec blanc, francophone et sans immigrant.e.s) et les Antifas. Cela n'a pas empêcher les deux groupes de se lancer des pierres, des bouteilles et plusieurs autres projectiles.

Tout ça a duré une dizaine de minutes. Alors que les voitures de police et les paniers à salade se ramenaient, les Antifas ont déguerpi en se faisant poursuivre par les policiers. Il y eut une dizaine d'arrestations. Plusieurs ont été relâché.e.s avec des contraventions exorbitantes alors que d'autres sont toujours dans les cages du CO Sud.[1] Les flics qui protègent les fachos, ce n'est pas nouveau. La scène était tout de même spectaculaire.

Cet après-midi même, le groupe identitaire La Troisième Voie du Québec (une organisation nationaliste identitaire) accueillait Serge Ayoub, alias Batskin, qui devait faire une conférence dans un lieu inconnu. Serge Ayoub a été skinhead d'extrême droite. Il était actif en France dans les années 80-90. Aujourd'hui, il a adapté son discours à des problématiques actuelles plus larges et s'est distancé de la sous-culture skinhead, ce qui rend son argumentaire d'autant plus influant.

Il semblerait que les discours de droite prennent de plus en plus de place au Québec en s'intégrant parfaitement dans la ferveur de la fierté nationale cultivée depuis longtemps. Les orateurs touchent des cordes sensibles au sein de la population. Cela n'est pas surprenant ; en temps de crise économique, il est trop facile d'accuser et de bâcher l'ennemi intérieur créé de toutes pièces plutôt que d'attaquer le système capitaliste dans sa totalité. Impression de déjà-vu?

Le discours des nationalistes-socialistes de droite veut construire une lutte de classe de travailleurs blancs et s'oppose manifestement au capitalisme libéral mondialisé. Il craint tout élément susceptible de diluer la culture pure de la nation blanche et francophone. Le nationalisme québécois n'a pas de lignes claires. Plusieurs positions politiques divergentes, tant de droite que de gauche, se retrouvent sous ce parapluie. Quant au nationalisme blanc, il s'accompagne de l'idée de pureté de « l'être civilisé » et de supériorité de la race blanche, justifiant ainsi une hiérarchie sociale des races. Comprendre le nationalisme identitaire tel un discours isolé et superficiel est certainement une erreur puisqu'en fait, il ne fait que rendre visible et honnête les dynamiques des structures sociales historiquement construites d'un monde hiérarchisé où le capital est maître et où les hommes blancs sont privilégiés et dominants. Il s'agit de la plainte de l'homme blanc dominant qui se victimise prétendant se faire envahir par ceux et celles qu'il a toujours méprisé.e.s et dominé.e.s. Un salaud qui souhaite garder ses privilèges de salaud. ***Oi! Oi! Nique les fachos, les flics, et le capital!***

Manif de bruit du Nouvel An aux prisons

Le 1 janvier 2012, nous sommes allé.e.s faire du bruit et avons lancé plusieurs feux d'artifice aux abords des clôtures barbelées de la prison de Bordeaux et de la prison pour femmes de Tanguay pour souhaiter la bonne année aux prisonnières et aux prisonniers. Ces deux prisons sont situées dans le nord de l'île de Montréal. Nous étions une trentaine à crier notre solidarité avec celles et ceux qui sont isolé.es, humilié.es et infantilisé.es derrière les barreaux des cellules grises ; celles et ceux pour qui chaque jour ressemble au lendemain et qui n'ont pas le choix de rêver un peu pour survivre. Après tout, nous nous sentons un peu comme elles et eux. À la prison de Bordeaux, nous avons vu les prisonniers nous faire des signaux de lumière derrière des fenêtres grillagées alors qu'à Tanguay, les femmes, qui ne pouvaient nous voir, nous répondaient en hurlant « Bonne année! ».

Depuis quelques années, à chaque Nouvel An, nous tentons de poursuivre la tradition anarchiste maintenant internationale de faire des manifs de bruit à l'extérieur des prisons. Il nous est nécessaire de nous rappeler ce contre quoi nous luttons. Le monde capitaliste ne peut se perpétuer sans un système disciplinaire et coercitif et c'est bien la peur des conséquences qui limite nos instincts de libérations. Ensemble, nous devons construire la force de briser les murs et les frontières qui nous divisent.

[1] Tout le monde fut finalement relâché sans charges.

La seule chose qui peut s'appeler « justice » dans ce monde pourri, c'est la vengeance de l'opprimé.e

C'est avec une rage intense que nous avons appris l'assassinat de Farshad Mohammadi, un homme sans-abri qui dormait dans le métro vendredi dernier jusqu'à ce qu'il se fasse abattre de dos par les salauds du SPVM qui se justifient en affirmant qu'il aurait blessé l'un d'eux à l'aide d'un exacto pendant leur intervention.

Ces tueurs à gages qui, par la menace et la force, sont les acteurs de première ligne de la domination de nos vies, se justifient par leur propre monopole de la violence, par sa hiérarchisation qui fait qu'elle n'est légitime que quand elle provient de l'autorité, n'est acceptable que quand elle est pratiquée par celles/ceux d'en haut et subie par celles/ceux d'en bas et quelconque déviation de ce principe sera sévèrement puni.e, voir éliminé.e.

Contre qui et envers quoi cet homme qui dormait dans le métro était-il vraiment une menace?

Il était une menace à la propriété privée parce qu'il continuait de survivre sans elle. Il était une menace à la propriété publique parce qu'il ne l'utilisait pas simplement pour circuler comme une marchandise dans ses couloirs d'esclaves-consommateurs.trices. Il était une menace aux frontières des États, qui sont en fait les délimitations des différentes sections de la prison qu'est devenue cette planète en dégradation avancée, parce qu'il combattait un avis d'expulsion. Et finalement, il était une menace pour les mercenaires qui maintiennent par la peur et la violence la soumission à ce monde dominé par la crasse et les parasites du pouvoir, pour avoir résisté à l'aide d'un exacto à des individus armés de matraques, de poivre de cayenne, de tasers et pistolets.

Devant les appels aux réformes qui se font entendre de gauche à droite, demandant de meilleures conditions d'esclavage dans ce système dégénéré qui nous fait payer pour toute l'horreur qu'il crée lui-même, nous répondons que la seule chose qui peut s'appeler « justice » dans ce monde pourri, c'est la vengeance de l'opprimé.e.

Nous n'oublierons jamais, nous ne pardonnerons jamais.

Chassons les flics de nos vies!
Détruisons la machine à exterminer!
Jusqu'à la libération totale!

En réponse à l'assassinat de Farshad Mohammadi par la police

Le 6 janvier 2012, le SPVM a abattu Farshad Mohammadi, un sans-abri et réfugié politique kurde, dans le métro de Montréal.

Ce meurtre est horrible, mais pas surprenant. La police, en tant qu'institution, a pour but le maintien du pouvoir et la mise en application de la paix sociale nécessaire à la poursuite du capitalisme. À cette fin, elle supprime systématiquement ceux et celles qui ne peuvent pas ou ne veulent pas s'intégrer dans ce système.

Parmi les nombreuses réponses à cet assassinat, quelques-un.e.s d'entre nous ont posé, dans le métro, des centaines d'affiches contenant une analyse anti-flic tout en tentant d'expliquer aux passant.e.s les raisons de l'action. ***porcs–flics–assassins*** et ***cops–pigs–murderers*** ont aussi été peints sur le quai du métro Peel.

Manif en réponse à (encore) un autre meurtre par la police

Le samedi 25 février 2012, à Montréal, une 40aine de personnes ont pris la rue dans le quartier Hochelaga en réponse au meurtre de Jean-François Nadreau par le SPVM, le 16 février dernier. Ce meurtre s'ajoute à la longue liste (qui ne cesse de s'allonger) des personnes tuées par les déchets humanoïdes qui patrouillent nos rues.

La manif, qui a duré environ une heure, est partie de la Place Valois avec des bannières anti-flics et anti-prisons pour se diriger vers le poste 23 où travaille l'assassin de Jean-François Nadreau. Après s'y être arrêté un moment on s'est déplacé au Marché Maisonneuve pour y passer des tracts avant de retourner à la Place Valois par la rue Ontario.

Pendant toute la manif, on a gueulé « ***police de montréal, milice du capital!*** », « ***flics, porcs, assassins!*** », « ***la police au service des riches et des fascistes!*** ». Des gens du quartier ont répondu en applaudissant, en klaxonnant et en partageant leur rage en gueulant avec nous leur haine des flics.

Nous n'oublierons jamais,
nous ne pardonnerons jamais!
Chassons les flics de nos rues, de notre esprit et de nos vies!
La solidarité est notre meilleure arme!

«Nous appelons toute les populations a se réaproprier le temps, l'espace, la rue, la ville et a cramer tous ce qui représente l'autorité.

La ville c'est nous, ce n'est pas une prison appartenant aux capitaliste.»

Attaque de la Banque Nationale a Montreal

Coin Ontario et Valois Nuit du 15 au 16 Mars 2008

Les trois guichets automatiques de la succursale ont été fracassés avant d'être brulés.

Cette action n'a pas été reprise dans les grands médias et la Banque Nationale a tenté de camoufler les dégats de cette attaque au plus vite. Nous soupsonnons les autorités de dissimuler les faits pour ne pas créer la panique parmis les citoyens.

Pourtant, nous affirmons avoir agi suite a la mise a feu du stationnement du poste de quartier 23. Tout comme le *collectif Ton Pere*, nous agissons contre l'État, le capital et la propriété privée, qui perpétuent oppression, destruction et aliénation. Nous sommes également solidaires des luttes autochtones, notamment dans le cadre des Olympiques 2010.

Méme si la Banque Nationale n'est pas partenaire officiel (comme la Banque Royale), une banque c'est une banque !

N'oublions pas que la police et les banques se soutiennent mutuellement.

Collectif Ton Oncle



Mise a feu du stationnement du poste de police d'Hochlague

Nuit du 13-14 Mars 2008

Actions contre l'oppression qui s'intensifie dans le quartier de même que partout où se trouve et se reproduit l'exploitation. Nous agissons en solidarité avec les détenus politiques autochtone de l'Amérique qui luttent encore pour leur liberté et leur autonomie.

Nous appelons toute les populations a se réaproprier le temps, l'espace, la rue, la ville et a cramer tous ce qui représente l'autorité.

La ville c'est nous, ce n'est pas une prison appartenant aux capitaliste.

Nous ne sommes pas des esclaves, pourtant nous construisons leurs maisons, leurs banques, leurs routes, nous prenons soins de leurs enfants en leurs servant leurs café tous les matins, nous cueillons les fruits et les légumes qu'ils mangent.

Le moins que l'on peut faire c'est de brûler leurs voitures SUV, chars de polices, leurs nouveaux dévellopement immobillier, leurs grosses maisons, leurs hotels, exposer publiqement telle qui sont.

Le plus qu'on peut faire c'est de les rendre inexistant !!

Dans la même lignée, nous tenons à spécifier que nous appuyons toute lutte armée qui vise l'autonomie et invite toute personne à agir et se questionner sur son passé et son rôle afin de se rapprocher des communautés qui subsistent, et de lutter contre toute forme d'oppression.

Feux au système capitaliste, créateur de cadavre!

Collectif Ton père

Voie ferrée du CN bloquée

Mai 2010

Pendant la nuit du 30 avril au 1er mai, une voie ferrée de la compagnie CN a été bloquée à l'ouest de Montréal dans le but de perturber le trafic de l'une des voies les plus occupées du pays.

Ces rails sont une partie intégrale de la fondation d'un monde que nous détestons, construit par les colonisateurs qui ont introduit les juges, la police et leurs prisons sur ces terres. Nous approchons ceci, tout comme les autres fondements du capital, avec un œil destructeur ; pour chaque rail bloqué, une caméra détruite ; pour chaque voiture de flic mise en ruine, une prison rasée.

Nous sommes en partie inspiré.es par la poignée d'autres voies ferrées bloquées dans le corridor Montréal-Toronto au cours des dernières années. Cependant, nos actions sont différentes dans la forme.

D'une côte à l'autre, nous agirons sur les désirs que nous ressentons dans le creux de notre ventre, dans le fond de nos coeurs, jusqu'à ce que le surgissement de notre désir de mettre fin à ce monde de cages et de surveillance entraine le train de contrôle social dans la mer.

Concessionnaire Mazda et vans de Bell Canada attaqués

Mars 2008

Environ 23 chars du concessionnaire Mazda dans le quartier Préfontaine ont eu leurs roues crevées ainsi que 2 vans de Bell Canada qui était stationnées dans le quartier.

On agit en solidarité avec les actions inspirantes qui ont eu lieu quelques jours plus tôt contre des chars de police et une banque.

La police a peur, les capitalistes ont peur, mais personne d'autre a l'air de craindre les feux qui partent dans leurs quartiers.

Les médias nous disent que la police est inquiète pour leur « citoyens », mais ceux qui sont ciblés ne sont pas des citoyens.

Ils ne vivent pas avec une dette récurrente, avec un loyer augmentant à cause des développements immobiliers et de la gentrification, ils ne vivent pas sous la menace constante d'expulsion, ou avec le choix de nourrir leurs enfants ou de payer les factures…

Ils sont ceux qui nous apportent les avis d'expulsion, ils arrivent en uniforme pour nous jeter hors de nos maisons, ils sont ceux qui nous harcèlent quand on ne peut pas payer les comptes, les dettes, ou l'épicerie.

Comme nos camarades l'ont exprimé avant, NOUS SOMMES LA VILLE et ces capitalistes de merde conduits par le pouvoir ne seront jamais bienvenus ici!!

Demain 23 chars de moins auront la chance de rouler sur les autoroutes qui étendent le capital sur les terres autochtones et dans l'espace qui n'est pas encore développé : au service de rien sauf de ce système qui menace nos vies à chaque jour.

On espère que les deux vans de Bell que nous avons endommagées serviront a garder votre câble hors service assez longtemps pour maintenir les médias, porte-paroles de l'ordre social, hors de vos vies pour une journée.

En solidarité avec tout les prisonniers, autochtones et rebelles de toutes sortes.

Les vrais criminels vont goûter à notre rage collective!

Ton Chien

«CHAQUE VOITURE DE POLICE MISE HORS-SERVICE EST UNE VOITURE DE MOINS QUI PEUT CONDUIRE LES FUSILS DE L'ÉTAT VERS LEUR PROCHAINE EXÉCUTION. C'EST UNE VOITURE DE POLICE DE MOINS EN FONCTION SERVANT À TRANSPORTER DES TROUS DU CUL QUI HARCÈLENT LES INDÉSIRABLES DANS LES QUARTIERS QUI S'EMBOURGEOISENT… L'EMPRISONNEMENT, COMME L'EXPLOITATION, SE TERMINENT QUAND LES LIEUX, OUTILS ET PERSONNES QUI LES PERMETTENT SONT MIS « HORS SERVICE ».»

– Measuring the Meaning of a March, in March, in Montreal

SOLIDARITÉ AVEC LES PRISONNIER.ÈRES DU G20!



décembre 2011

Deux bannières ont été déployées à Montréal en solidarité avec les prisonniers.ères du G20. ***solidarity with the g20 prisoners / tear down the prison walls*** [« Solidarité avec les prisonniers du G20 / Abattons les murs des prisons »] a été suspendu à un bâtiment sur la rue Sainte-Catherine au centre-ville. « ***solidarité avec les incarcéré.e.s du g20 / propageons la révolte*** » a été suspendu dans le quartier Saint-Henri. Des tracts ont été dispersés aux deux endroits, et distribués dans le système de métro et dans la rue dans les jours suivants. Nous espérons que cette action de contre-information apporte un sourire à nos camarades enfermé.es.

Le texte du tract :

EN SOLIDARITÉ ET EN COMPLICITÉ AVEC LES PRISONNIER.ÈRES DU G20!

Presqu'un an et demi à déjà passé depuis la mobilisation contre le G20 à Toronto, scène de la plus grande arrestation de masse dans l'histoire du Canada. Une opération sécuritaire de plus de 1,6 milliard de dollars qui a mis en cage plus de 1100 personnes lors de cette fin de semaine pour défendre la réunion de bureaucrates provenant des économies capitalistes les plus riches du monde. Un groupe d'individus, plusieurs d'entre elles et eux utilisant la tactique du « black bloc » (porter des masques et des habits noirs), a quand même réussi à briser cette paix sociale militaire ; une paix qui existe pour nous garder obéissant.e.s et passif.ve.s pour que le capital puisse circuler avec aise. La grande manifestation dissidente s'attaqua à de grandes multinationales et à la police, libérant certains lieux du contrôle des autorités en plus de cibler et de détruire des espaces capitalistes. Y a-t-il une réponse plus humaine que la destruction contre un district financier – lieu urbain dénué de vie, dépourvu de loyer abordable, érodé de toutes vies autonomes, subordonné aux besoins du trafic et du commerce, tenu sous la surveillance des caméras, occupé par la police, et infesté d'entreprises multinationales et de banques ?

La veille de la manifestation, vingt militant.e.s furent arrêté.e.s et accusé.e.s de complot criminel pour avoir supposément planifié la perturbation du sommet. Cette accusation floue est utilisée de plus en plus souvent contre les anarchistes et essentiellement pour criminaliser certaines idées. Après plus d'un an de conditions de non-association, de détentions provisoires, d'assignation à domicile, et d'ordonnance de non-publication, six personnes acceptèrent une entente par laquelle leurs accusations furent réduites. Les accusations de leurs coaccusé.e.s furent retirées en novembre 2011. Mandy Hiscocks, Alex Hundert et Leah Henderson s'attendent à recevoir des peines de 10 à 16 mois. Peter Hopperton, Erik Lankin et Adam Lewis sont emprisonnés en ce moment avec des peines de 3 à 5,5 mois. D'autres font face à du temps en prison pour leur prétendue participation à l'émeute.

L'innocence et la culpabilité ne veulent rien dire pour celles et ceux qui comprennent la loi en tant que structure en place non pour notre sécurité, mais pour notre répression. Selon l'un des accusé.e.s du complot, « Au tribunal, aucune victoire n'est vraiment possible… Le système judiciaire existe pour protéger la structure sociale coloniale et capitaliste du Canada. » Accorder du crédit aux concepts d'innocence et de culpabilité, c'est céder à l'hypocrisie des juges, des procureur.e.s et des flics. Ça n'a pas d'importance que la majorité de ces personnes aient été arrêtées avant que la destruction de biens ne se produise, et ça n'a pas d'importance qu'elles n'aient pas pu être « à la tête » d'un

complot parce que les anarchistes n'ont pas de dirigeant.e.s. Ce qui est important, c'est que lorsque tous ces travailleurs et toutes ces travailleuses furent tué.e.s, lorsque toutes ces personnes furent expulsé.e.s, lorsque les banques volèrent notre argent, lorsque toutes ces bombes tombèrent, lorsque l'air et l'eau furent empoisonnés, il n'était pas important de savoir si des règlements furent brisés ou respectés. Parler de règlements et de lois est la continuation d'un des plus grands mensonges de notre société.

La répression est la conséquence inévitable de vivre sous la domination du capital et de l'État, que ce soit dans une démocratie ou dans une dictature, parce que peu de personnes sont inconscientes de la domination autour d'elles et que plusieurs sont prêtes à se battre. Pour combattre les agitations sociales, l'État répond avec la répression. Plusieurs systèmes d'oppression ciblent tous les jours diverses identités perçues comme ennemies potentielles de l'ordre social ; personnes colonisées, queers, ou non blanches, pour n'en nommer que quelques-unes. L'emprisonnement est organisée de manière à exercer un contrôle parfait sur toue personne se trouvant sous les verrous. L'emprisonnement se manifeste à l'extérieur de ses murs en tant que menace contre celles et ceux qui ne se font pas tromper par leurs privilèges et qui décident de ne pas s'aligner avec les pouvoirs dominants. La répression tente de nous empêcher de prendre la décision sensée de nous révolter contre les systèmes qui détruisent nos vies et nos futurs.

Le nouveau projet de loi omnibus, qui prévoit réprimer plus sévèrement la criminalité est une intensification du contrôle social, tout comme l'agrandissement de 36 prisons fédérales d'ici 2014 en plus des projets d'agrandissement des prisons provinciales dans toutes les provinces. En 2012, Service correctionnel Canada sera le plus grand entrepreneur de bâtiment. Le SPVM a même une nouvelle escouade « anti-gang », GAMMA, dédiée à la surveillance et à la répression des anarchistes et autres « groupes marginaux ».

La prison est l'intensification concrète de l'aliénation, de l'isolement et de l'exploitation qui nous entourent. Le désir de liberté est indissociable de la réalisation simple que les prisons et le monde qui en a besoin doivent être attaqués avec des intentions révolutionnaires. Le besoin urgent d'une révolte devient encore plus flagrant lorsque, dans les temps d'austérité, l'État resserre sa prise sur nos gorges.

En tant qu'anarchistes, nous comprenons que la solidarité réside dans l'action. Lorsque nous agissons, nous élargissons aussi notre liberté. Lorsque l'État tient captives et captifs des anarchistes et d'autres rebel.le.s dans sa cage démocratique, la solidarité révolutionnaire implique une poursuite de la lutte pour laquelle ils et elles sont emprisonné.e.s. Agir en solidarité avec les prisonnier.ère.s en lutte ne devrait pas se faire dans un esprit de dette ou de sacrifice, mais plutôt parce que notre libération est intrinsèquemnt liée à la leur et à la destruction des prisons. En continuant de faire avancer leurs luttes à l'extérieur des murs des prisons, notre solidarité assure que les tentatives d'intimidation et de contrôle de l'État entraînent une intensification de la résistance. Nos luttes contre l'État et le capital doivent devenir une force que leurs cages ne peuvent contenir.

N'ayons plus peur et multiplions
les rébellions contre les autorités.
Prisonnières et prisonniers, dans la rue!

Solidarité active : des rails bloqués à Toronto

février 2012

Plus tôt cette semaine à Toronto, nous avons bloqué 3 lignes de chemin de fer est-ouest du CN. Cette petite interruption de la circulation du capital fut faite en solidarité avec toutes les personnes qui se sont fait niquer par la répression suite au G20 à Toronto en 2010.

Les lignes de chemin de fer sont aussi utilisées par « Go train » , qui permet la fuite des blancs vers les banlieues de Toronto et contribue à l'expansion merdique du GTA.[1]

Nous voyons cette action comme une continuation de cette même lutte pour laquelle tant ont été emprisonné.es.

Nous ne pourrions arrêter, nous ne saurions arrêter.

avec solidarité et amour
des anarchistes

[1] Greater Toronto Area: l'agglomération de Toronto

«CES RAILS SONT UNE PARTIE INTÉGRALE DE LA FONDATION D'UN MONDE QUE NOUS DÉTESTONS, CONSTRUIT PAR LES COLONISATEURS QUI ONT INTRODUIT LES JUGES, LA POLICE ET LEURS PRISONS SUR CES TERRES. NOUS APPROCHONS CECI, TOUT COMME LES AUTRES FONDEMENTS DU CAPITAL, AVEC UN ŒIL DESTRUCTEUR ; POUR CHAQUE RAIL BLOQUÉ, UNE CAMÉRA DÉTRUITE ; POUR CHAQUE VOITURE DE FLIC MISE EN RUINE, UNE PRISON RASÉE.»

certain.es se battent contre la police, brisent des vitres, construisent des barricades et foutent le bordel. N'oublions pas les émeutes de Montréal Nord, en 2008, après le meurtre de Fredy Villanueva par les porcs. Et la campagne de graffiti 'flics assassins', et les voitures de flics détruits dans un stationnement de police à St. Henri au printemps 2010. [2]

Cette action, qui suit tout juste les 20e anniversaires de l'affrontement sous les pins d'Oka et les émeutes de Sex Garage dans le village gai de Montréal, s'ajoute à une lutte vive contre la police. Continuons la riposte.

des anarchistes.

Banque Laurentienne attaquée

Juillet 2010

La Banque Laurentienne a été attaquée au milieu de la nuit dernière. Les machines et les vitres ont été brisées avec un marteau et des roches. Nous avons aussi essayé de détruire une de leurs caméras avec de la peinture. Les mots « ***solidarité avec les arrêté.es du g20*** » ont été écrit sur le mur de la banque.

Solidarité avec la résistance au G20. Ne reculons pas devant la répression.

des anarchistes

RBC attaquée en solidarité avec les prisonniers.ères du G20

Juillet 2010

Dans la nuit du jeudi 1er juillet, ont été brisées les vitrines de deux guichets automatiques de la Banque Royale du Canada sur le coin de Harvard et Monkland. Cette attaque a été faite en solidarité avec les camarades faisant face à la répression de l'État en lien avec la fin de semaine du G20.

Être solidaire, c'est attaqué. Toronto n'était pas le début et ne sera pas la fin.

don't fuck with us.
quelques anarchistes

Sodexo attaqué à Montréal

Juin 2010

Dans les premières heures du 7 juin, des anarchistes ont brisé les vitrines d'un bureau de Sodexo à Montréal. Sodexo est la société-mère qui fourni la nourriture pour les prisons canadiennes.

La prison, c'est beaucoup plus que les quatre murs qui protègent une vile institution. La prison comme condition est reflétée et reproduite dans le monde qui nous entoure.

Ce sont les caméras sur chaque coin de rue, surveillant nos allés et venus; ce sont les banques de données d'ADN et d'empreintes digitales qui enregistrent nos détails les plus personnels; ce sont les frontières et la menace constante de détention et de déportation qui nous empêchent de choisir librement où nous voulons vivre.

À Sodexo (et à tous les autres qui contribuent au maintien et au bon fonctionnement des prisons), nous disons : aller vous faire foutre, vous et vos choix de sandwiches jambon-fromage ou confiture et beurre d'arachide. Ce que nous voulons réellement, c'est réduire vos prisons en cendres.

Avec amour et solidarité.

[2] « En ce qui a probablement été un précurseur au lundi de mars planifié contre la brutalité policière, des vandales ont ciblé un poste de police à Saint-Henri samedi, endommageant 11 auto-patrouilles, des ordinateurs dans les véhicules et défigurant la façade du poste. À ce moment, il n'y avait personne dans le bâtiment, mais les résidents à proximité ont vu 15 à 20 personnes masquées jeter des pierres et utiliser des bâtons pour briser les fenêtres et endommager les ordinateurs des 11 auto-patrouilles garées dans le stationnement du poste, selon l'agent Yannick Ouimet de la police de Montréal. Ils ont aussi brisé quelques fenêtres du poste et gribouillé des graffitis, ou tagué le bâtiment. Les lettres FTP et ACAB ont été marquées sur le poste, a indiqué la police. » - Montreal Gazette

Des bannières déployées en solidarité avec les anarchistes en grève de la faim au Chili

Avril 2011

Trois bannières ont été déployées à Montréal en solidarité avec les anarchistes chilien.nes en grève de la faim depuis le 21 février. De plus, des centaines de tracts contenant de l'info sur leur situation ont été éparpillé.es avec chaque bannière.

Véhicules du Ministère de la sécurité publique vandalisés

Mars 2011

Plusieurs véhicules appartenant au Ministère de la Sécurité publique du Québec ont été aspergés de décapant à peinture et leurs pneus ont été crevés. Ce ministère administre la police et les prisons provinciales.

Pour ceux et celles qui sont sorti.es dans les rues de la ville récemment, en solidarité avec les anarchistes arrêté.es et contre la police. Aussi pour ceux et celles engagé.es dans la lutte contre la police à Seattle et dans la région du nord-ouest des États-Unis.

Deux entreprises de sécurité attaquées

Mars 2011

Des vitrines ont volé en éclats et de la peinture a été lancée sur les murs et sur les caméras de surveillance de deux compagnies de sécurité de Montréal. Une compagnie a été attaquée pour son rôle dans l'installation de caméras à circuit fermé et l'autre parce qu'elle entraîne des agents de sécurité. Ciblons les complices du maintien de cette société de domination.

Solidarité avec le nord-ouest des ÉU dans leur lutte contre les porcs. Solidarité avec les anarchistes de la région de Montréal qui font face à la répression de l'État.

des anarchistes

Des véhicules de Bell vandalisés

Décembre 2010

En décembre 2005, Mohamed Anas Bennis à été abattu par la police de Montréal à l'extérieur d'un édifice de Bell alors qu'il se rendait à la maison de retour de la mosquée pour ses prières du matin. Les caméras de l'édifice de Bell ont filmé toute la scène, mais Bell refuse de rendre la vidéo disponible pour l'enquête publique sur la conduite du SPVM.

En mémoire à Anas Bennis, à peu près douze véhicules de Bell ont été couverts de décapant à peinture et leurs pneus ont été crevés. Plus jamais de bavures policières, plus jamais de police.

Sodexo attaqué à Montréal

Décembre 2010

L'usine Sodexo de Montréal a été assaillie de roches et de peinture en canne. Sodexo est une compagnie qui fabrique et distribue de la nourriture dans les prisons à travers le Canada.

Cette action n'est pas seulement une attaque contre l'industrie de l'emprisonnement. C'est aussi l'expression de notre solidarité avec Roger Clement qui vient de recevoir 3 ans et demi de prison pour avoir attaqué un bâtiment de la Royal Bank of Canada. Solidarité aussi avec John Graham, un prisonnier autochtone opposé à l'État colonial, et avec Giannis Dimitrakis, emprisonné pour 25 ans en Grèce pour ses activités contre l'État, en tant qu'anarchiste.

des anarchistes

Ambassade russe attaquée

Novembre 2010

Plussieurs fenêtres du bâtiment ont été cassées à l'aide de roches et des ballons remplis de peinture ont été lancés sur sa façade. Cette action a eu lieu pendant les journées de solidarité (du 12 au 15 novembre) avec les camarades touché.es par la répression après les actions de défense de la forêt Khimki en Russie.

De la Russie jusqu'au Canada- Liberté pour TOUT.E.S les prisonnier.ères!

des anarchistes

Poste de la GRC de Montréal vandalisé

Juillet 2010

L'autre soir, nous avons attaqué un poste de la GRC à St Henri. Ça ne vaut presque pas la peine de dire que nous détestons la police, et il est tout aussi clair que nous ne sommes pas les seul.es. En 2006, alors qu'une poignée de voitures volées furent conduites au travers de vitrines de postes de police ; au printemps 2008, quand une demi-douzaine de voitures de flic furent incendiées juste avant la manifestation annuelle de la journée internationale contre la brutalité policière et une autre douzaine quand les Canadiens perdirent un match crucial durant les éliminatoires. Rappelez-vous les échauffourées à chaque manif du 15 mars, où des milliers de persones se présentent et où



Attaquons la société carcéralisée



Solidarité dans la rue avec les prisonnier.ères du G20

Le mois de juin 2012 marque deux ans depuis le sommet du G20 à Toronto et la résistance courageuse démontrée à son encontre. Il marque également la condamnation de notre camarade Charles Bicari à sept mois derrière les barreaux pour avoir fracassé les fenêtres de deux voitures de police, deux magasins et un guichet automatique avec un marteau. Pour marquer l'occasion, nous avons passé quelques soirées dans les rues de Montréal à propager des slogans anticapitaliste et en solidarité avec les prisonniers.ières du G20.

Solidarité continue avec les prisonniers.ères du G20
Aucun.e camarade laissé.e dans les prisons de l'ennemi sans réponse!

Guelph, Ontario : Attaque de bombes de peinture sur deux guichets de la Banque Royale

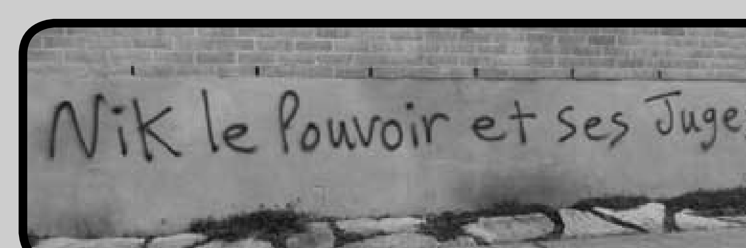
Aux alentours du 15 mars 2012, nous avons rendu visite à la succursale Willow West de la RBC [Banque Royale du Canada] et attaqué ses deux guichets automatiques de service au volant avec des bombes de peinture. Nous n'avons rien d'autre que du mépris envers ces institutions capitalistes qui maintiennent et perpétuent les conditions forcées et la misère de cette société. N'oublions pas (ni ne pardonnons!) que c'est en grande partie les banques qui agissent en tant que conseillers financiers et qui financent directement les projets et les systèmes de contrôle social de l'État. Par exemple, RBC a actuellement ses pattes graisseuses dans le Centre de détention du Sud de Toronto à Mimico, agissant en tant que conseiller financier pour ITS (EllisDon & Fengate Capital) qui construit la prison.

Ce petit geste de révolte est dédié à tou.te.s les prisonniers.ères et accusé.e.s du G20 et à tou.te.s les prisonniers.ères anti-autoritaires dans le monde – spécialement à Luciano « Tortuga » Pitronello plein de dignité.

La solidarité est notre force!
En résistance à l'État et au Capital!

– Des anarchistes révolutionnaires





Sur la solidarité avec les « mouvements sociaux » - lettre ouverte aux anarchistes

Cette réflexion nous est apparue importante parce que nous voyons plusieurs occasions qui se présentent autour de nous et qui invitent à ce que nous solidarisons d'une façon active et critique. Nous disons ici des choses qui ont déjà été dites et qui apparaissent évidentes si on a un minimum de sens autocritique, mais nous croyons que le moment est opportun pour les répéter.

Il y a plusieurs occasions de solidariser avec des luttes qui demeurent malheureusement spécifiques, justement pour partager notre analyse globale de comment nous voyons la constante entre chacune de ces luttes, c'est-à-dire, l'autorité et son système de domination.

Il est clair qu'en tant qu'anarchistes si nous attendons qu'une insurrection purement anarchiste se produise par elle-même pour que nous nous y joignons, nous risquons de faire que cela ; attendre, amères et cyniques. La solidarité avec celles et ceux qui sont en lutte est importante à plusieurs égards, entre autres ; l'effet formateur qui nous permet de nous mettre à l'épreuve sur le terrain et de construire des relations qui rompent avec un sectarisme idéologique. Par contre, nous ne sommes pas pour autant en train de dire que nous devons nous perdre, que nous ne pouvons pas aussi avoir nos propres luttes ou créer des moments et des conditions de lutte qui puissent aussi être des occasions où nous créons l'espace qui invite à se rencontrer avec les autres et ne pas toujours être ceux et celles qui vont vers les autres. Nous n'oublions pas non plus l'importance de nous renforcer entre nous.

Comme nous, plusieurs camarades voient dans la lutte étudiante, le Plan Nord[1], les mesures dites d'austérité et les expressions momentanées de refus, des occasions d'intervenir d'une façon solidaire et critique, de partager notre perspective et notre pratique, d'intervenir pour ne pas laisser le terrain libre à la pure récupération gauchiste et réformiste du dégout que plusieurs ressentent envers l'état des choses et qui nous porte à vouloir les changer.

Il est plus que clair que si, par exemple, nous allons (nous risquer à) marcher dans des manifs comme celle de « ***Charest Dégage*** » du 12 mars 2011 (où une dizaine de camarades ont passé la fin de semaine en prison après qu'ils/elles se soient fait arrêter par la police avec la collaboration de syndicalistes), celle de novembre dernier contre la hausse des frais de scolarité ou bien récemment lors du blocage de la tour de la bourse, ce n'est surement pas parce que nous adhérons aux demandes spécifiques de la gauche qui organise ces événements. Ce serait absurde et tout simplement ridicule que des anarchistes demandent que l'État s'améliore. Alors, qu'est-ce que nous allons foutre là? Nous voulons amener notre solidarité avec ceux et celles qui rejettent la vision des parasites du pouvoir tout en partageant avec eux et elles, de toutes les façons possibles, notre perspective et notre praxis. Ceci dit, simplement se planter dans une manif avec des drapeaux noirs et crier des slogans entre nous c'est vraiment limité comme effet sur les luttes.

Par exemple, dans deux récents articles, « Les mouvements sociaux bloquent la tour de la bourse » publié par les camarades de l'UCL de Québec et « Manifestation simultanée à Jonquière contre la tarification et la privatisation des services publics » publié par les camarades de l'UCL de Saguenay, on y remarque l'absence totale d'une perspective anarchiste (il nous est important de préciser que notre but ici n'est pas de remettre en doute les intentions de nos camarades de l'UCL, mais plutôt d'émettre une critique et une sincère préoccupation). On y parle des faits saillants de la journée, des demandes de réforme des « mouvements sociaux », du fait qu'il y avait un drapeau noir parmi les drapeaux des syndicats et, dans le texte sur Jonquière, on y adopte même une posture de statu quo en déclarant « espérons que cet effort de solidarité… pourra se poursuivre afin de défendre les droits et conditions de vie de la majorité de la population, des classes sociales travailleuses et moins nanties ». Dans les deux articles, nos camarades terminent instrumentalisé.e.s dans un simple exercice de retransmission de valeurs social-démocrates sous prétexte de solidarité.

En tant qu'anarchistes nous appuyons la prise d'action, dans ce cas, le blocage déterminé d'une cible claire de la domination du monde, et nous appuyons celles et ceux qui n'acceptent pas les conditions imposées sur leurs vies, mais nous n'appuyons en aucun cas les demandes de réforme ; nous voulons l'élimination totale de l'État et de l'Économie. Ne pas prendre de si belles occasions pour s'affirmer, pour dire ce sur quoi porte notre solidarité, pour se distancer des solutions proposées par la gauche, en rappelant que pour les anarchistes la misère ne se réforme pas, c'est tout simplement laisser les réformistes parler à notre place et de défiler dans leurs cortèges tout en tenant un drapeau noir.

Nous voyons plusieurs camarades impatient.e.s de se solidariser avec la grève étudiante et nous pouvons comprendre qu'elle peut paraître à certain.e.s comme une dynamique où des occasions de solidarité, de rencontres et d'actions sont possibles, mais est-ce que ça veut dire que nous allons appuyer les demandes de réformes, d'améliorations de l'État, aussi radicales qu'elles soient? À ce titre, nous profitons de l'occasion pour envoyer une chaleureuse accolade à nos camarades qui produisent et propagent toute cette inspirante propagande anarchiste qui est apparue récemment à propos de la grève.[2] Voilà un exemple parmi d'autres de comment nous pouvons solidariser avec les « mouvements sociaux » sans oublier qui nous sommes.

CHRONOLOGIE D'ACTIONS
2008-2011

« Nous refusons d'être complaisant.es de la misère qui nous entoure. La police est une armée d'occupation dans nos rues et tout acte pour continuer de les retirer de notre vie réchauffe nos cœurs. »

Attaque sur un bureau de promoteur de condos à Montréal

Juillet 2011

Dans la nuit du jeudi 14 juillet, nous avons attaqué le bureau d'un promoteur de condos au coin de Saint-Jacques et Bourget. Nous avons brisé les fenêtres et jeté de la peinture sur l'édifice. Espérons que cette action parle d'elle-même.

des anarchistes

Attaque sur des autos de police

Mai 2011

Dans la nuit du 26 mai, les voitures dans un stationnement de police sur la rue Dollard ont été attaquées avec du décapant à peinture. Nous refusons d'être complaisant.es de la misère qui nous entoure. La police est une armée d'occupation dans nos rues et tout acte pour continuer de les retirer de notre vie réchauffe nos cœurs.

Beaucoup d'amour à Theofilos Mavropoulos et aux prisonnier.ères partout, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, qui luttent pour la liberté.

continuons la lutte !, des anarchistes

Nuit de graffitis anarchistes contre la police

Mai 2011

Pendant la nuit du 15 mai, à Montréal, plusieurs bandes d'anarchistes ont peint plus d'une trentaine de murs à travers la ville contre la police et l'État dans un modeste geste de solidarité avec les anarchistes en Grèce.

« ***flics–porcs–assassins*** Ⓐ», « ***all cops are bastards*** », « ***police sont meurtriers, souvenons-nous de fredy villeneuva, anas bennis, dudley george, tués par la police*** », et autres.

Recouvrir des murs vides avec notre haine des flics propage, à travers des signaux de communication du désordre[1], une forme de révolte facilement reproductible contre le contrôle policier de l'espace où nous vivons. Ceci peut aider un peu à changer le ton dans nos quartier en passant d'un espace de travail/consommation à un espace d'activités révolutionnaire et anarchiste constantes ; un projet auquel l'exemple d'Exarchia est source d'une grande inspiration.

contre l'état et leurs chiens,
avec amour et dans la lutte,
quelques anarchistes

Perturbation au Consulat de la Grèce en solidarité avec les anarchistes et immigrant.es

Mai 2011

Le lundi 16 mai, une douzaine de personnes ont perturbé le consulat de la Grèce au centre-ville de Montréal situé au 1002 Sherbrooke Ouest, 26e étage. Nous sommes entré.es dans le bureau en scandant des slogans de solidarité pour les anarchistes et les immigrant.es qui font face à une forte répression de la part de l'État grec et des fascistes organisés. Mobilier et plantes ont été renversés, et des centaines de tracts ont été éparpillées. Un employé de bureau à tenté d'arrêter un camarade, mais a échoué. À l'extérieur, des gens ont déployé une bannière indiquant «Ⓐ ***flics-porcs-assassins, solidarité contre la répression d'état en grèce*** » et des tracts ont été distribués.

Banque Desjardins attaquée en solidarité avec les anarchistes au Chili

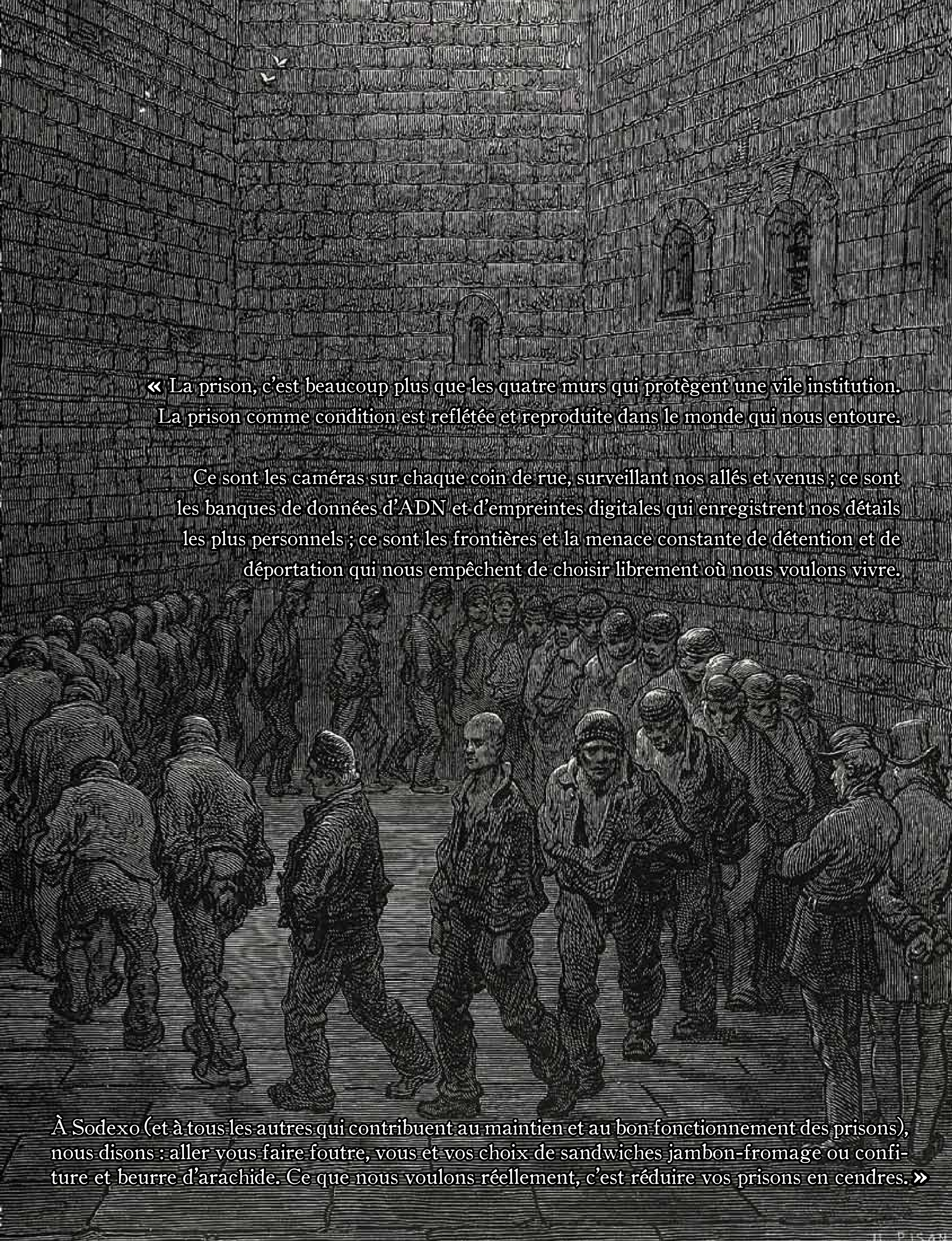
Avril 2011

Pendant la semaine du 14 au 21, les vitres d'une banque Desjardins ont été brisées. Ceci a été fait dans un geste de solidarité avec les prisonniers.ères anarchistes en grève de la faim au Chili.

La force et le courage démontrés sont une grande inspiration. Nous sommes avec vous dans la lutte.

---

1. Réfère probablement à *Signals of Disorder: Sowing Anarchy in the Metropolis* de A.G. Schwarz.



« La prison, c'est beaucoup plus que les quatre murs qui protègent une vile institution. La prison comme condition est reflétée et reproduite dans le monde qui nous entoure.

Ce sont les caméras sur chaque coin de rue, surveillant nos allés et venus ; ce sont les banques de données d'ADN et d'empreintes digitales qui enregistrent nos détails les plus personnels ; ce sont les frontières et la menace constante de détention et de déportation qui nous empêchent de choisir librement où nous voulons vivre.

À Sodexo (et à tous les autres qui contribuent au maintien et au bon fonctionnement des prisons), nous disons : aller vous faire foutre, vous et vos choix de sandwiches jambon-fromage ou confiture et beurre d'arachide. Ce que nous voulons réellement, c'est réduire vos prisons en cendres. »

Si nous faisons comme si nous appuyons ce que nous n'appuyons pas, les réformes par exemple, dans une sorte de peur de s'aliéner les gens « potentiellement révolutionnaires » en les exposant trop rapidement à notre « radicalité », c'est que nous ne croyons pas à la force de notre propos et alors, nous trompons les autres (et nous-mêmes) pour gonfler nos rangs de gens qui en fin de compte n'y croient pas vraiment, c'est une logique purement quantitative et c'est le terrain préféré du système, celui sur lequel est basée sa main-mise. Notre force ne réside pas dans le nombre, mais dans notre complicité et notre détermination. Pour la libération totale, pleine de complicité!

---

1. Le Plan Nord est un projet de développement économique visant à enrichir les corporations en soutenant l'exploitation industrielle non-durable des ressources naturelles des territoires nordiques et, d'autre part, le Plan Nord n'est que la continuité du projet d'assimilation des autochtones au sein des institutions québécoises.

2. L'un des textes largement distribué a été ***Blocage, occupation, grève sauvage : Un recueil de connaissances tactiques pour étudiant.es et autres.*** Il inclut des conseils pour les manifestations, les occupations, la culture de sécurité, la formation de bandes et une recette de bombe de peinture. Le PDF est disponible sur ***grevemontreal.noblogs.org***



37 arrestations dans l'occupation du Cégep du Vieux Montréal - Solidarité avec les arrêté.e.s!

le 17 février 2012

Un présage de ce à quoi on peut s'attendre des différents acteurs dans cette grève…

L'administration du Cégep du Vieux-Montréal a refusé aux étudiant.e.s l'accès au Hall et aux locaux de l'association étudiante et a appelé les flics lorsque les étudiant.e.s ont quand même pris ce qu'ils/elles considéraient comme leurs et ont résisté à l'assaut du bras armé des rapaces du pouvoir avec tout ce qu'ils et elles avaient. Le tout s'est terminé avec 37 arrestations et plusieurs chefs d'accusations graves. Leur courage a été tout de suite récompensé par les remarques politicaillardes des « dirigeant.e.s » étudiant.e.s cherchant, sur la défensive, à se justifier tout en se distançant des événements, préoccupé.e.s de ce que les gens pourraient penser d'une prise d'action qu'ils/elles n'avaient pas cautionnée… Heureusement, il y en a qui s'en foutent de quelles façons les médias de désinformation vont tenter de les détruire peu importe comment ils agissent – certain.e.s savent encore écouter leurs passions et leurs instincts.

La détermination qui s'est vue pendant l'occupation du Cégep du Vieux malgré l'assaut d'un groupe de sociopathes armés est inspirante. Quand les gens sont prêts à prendre leur situation en mains vous aurez toujours les gauchistes braillard.e.s qui diront que ça n'a pas d'allure – c'est simple, ça échappe à leur contrôle. Les organisations de gauche ne veulent pas d'une confrontation réelle avec le pouvoir où elles ne sont pas les médiatrices, qui n'est pas sous leur contrôle et qui ne peut donc pas leur servir pour rivaliser sur les tribunes du pouvoir ; puisqu'elles en font partie elles aussi et pensent tout en ses termes. Les seuls rapports de force qui sont efficaces pour réellement changer les choses sont ceux qui ne répondent pas aux critères des puissants.

L'assemblée générale ne doit pas être une limite. Même si l'importance que les gens se parlent est plus qu'évidente, il ne peut pas y avoir une discussion permanente et la recherche d'un consensus a l'effet contraire d'unifier ; elle aliène la diversité qui est nécessaire si l'on veut être efficace lorsqu'il est temps de passer à l'action. C'est la complicité qui est notre force!

À ceux et celles qui répètent les conneries qu'ils et elles entendent à la télé ou à la radio, du genre qu'il y a des gens qui ne sont même pas des étudiant.e.s et qui se mêlent à la grève (d'ailleurs ironiquement ce sont souvent les mêmes qui se préoccupent de « ce que les gens pourraient penser »), il n'y a qu'une chose à dire : Tant mieux! Que les gens se sentent interpellés à rejoindre les étudiant.e.s dans la lutte, que les gens unissent leurs luttes et voient au-delà de leurs petites affaires, c'est justement ce qui fait trembler tout ceux et celles qui ne veulent pas que les choses changent en ce monde. Il n'y a pas de complicité sans solidarité!

Solidarité avec toutes et tous les arrêté.e.s! Avec toutes celles et tous ceux qui gardent la tête haute et se défendent en passant à l'attaque! Votre détermination réchauffe le cœur!

Ne demandons rien, prenons tout!



Action étudiante, manif contre les flics

Premier acte

Pendant le développement de la grève étudiante au Québec, il y eut des « manif-actions » hebdomadaires ayant comme objectif la perturbation économique. Hier matin, le 7 mars, une manif-action était fixée pour 11h30 au Square Victoria. Il y avait plusieurs milliers de personnes dans les rues ; des étudiant.e.s, des représentant.e.s étudiant.e.s et d'autres sans statut particulier. La manif s'est déplacée vers les bureaux de Loto-Québec au coin des rues Sherbrooke et City Councillors pour bloquer toutes les entrées du bâtiment, le paralysant ainsi de manière efficace. De plus, le bâtiment abrite les bureaux de la CRÉPUQ, l'organisation qui représente les directeurs et recteurs des universités du Québec. Cet organisme, qui soutient la hausse des frais de scolarité, avait également été occupé en mars 2011. Après avoir maintenu leur présence devant les portes un certain temps, des personnes ont réussi à pénétrer dans le bâtiment tandis que d'autres érigeaient des barricades sur la rue Sherbrooke à l'aide de clôtures. Pendant ce temps, une ligne d'antiémeute commençait à se rassembler à proximité du bâtiment. Quelques instants plus tard, la police a poivré des manifestant.es et lancé des bombes assourdissantes (suivi de gaz lacrymogène) dans la foule. Ceci tout en démontant la clôture et en repoussant les gens. Les éclats de l'explosion d'une des bombes ont atteint l'œil d'une personne. Celle-ci est maintenant à l'hôpital et perdra sans doute son œil à tout jamais.

Alors que la manif principale se faisait scinder en trois parties, les gens s'efforçaient de rester ensemble et de garder la rue. Les trois manifs ont réussi à se poursuivre et se regrouper en une grosse manif qui s'est dirigée vers l'est, vers le pont Jacques Cartier. Le pont fourmillait déjà de polices au moment où la manif approchait. Nous avons donc pensé que nous laisserions la police le bloquer pour nous et avons continué notre jogging jusqu'à l'immeuble du Ministère de l'Éducation. Pendant ce temps, des projectiles ont été lancés à quelques flics à vélo. Plusieurs bureaucrates se sont précipités à l'extérieur du bâtiment. La manif a bloqué l'entrée pendant 10 minutes puis est retournée vers l'ouest le long de l'autoroute Notre-Dame. Il y a eu une tentative momentanée d'occuper le siège de la SAQ, puis la manif a continué vers l'ouest. Elle s'est arrêtée à l'édifice d'Hydro-Québec, où les gens ont scandé « ***pour un monde libertaire, sans plan nord ni frais scolaires*** ». Peu de temps après, la manif s'est dispersée en sautant collectivement les tourniquets du métro.

Deuxième acte

Ce n'est que le soir que la nouvelle s'est propagée à propos de la tragique blessure qui a gravement blessé l'œil de Francis. Une manifestation de solidarité a été spontanément fixée pour 21h au Carré Berri. Une centaine de personnes se sont rassemblées et ont promptement pris la rue, après avoir envoyé promener des leaders autoproclamés qui voulaient que la manifestation fasse « bonne image pour les médias ». La manif a pris la rue Sainte-Catherine et s'est déplacée à travers le centre-ville vers le quartier général de la police sur Saint-Urbain pendant que des personnes laissaient sur leur passage des graffitis anti-police tels que « ***flics = assassins*** ». Quand la foule s'est finalement rendue au quartier général, les gens ont attaqué ses fenêtres avec des bouteilles de verre, des poubelles de métal et des clôtures. Rapidement, les « pacifiics » ont bondi sur les manifestant.es pour s'interposer. Une ligne de policiers antiémeutes s'est formée sur le côté nord du quartier général. La foule s'est donc dirigée vers le sud en direction de René-Lévesque, puis a remontée par la rue Saint-Laurent. Tandis que certain.e.s délibéraient afin de déterminer où aller, la décision fut prise de se diriger vers le poste de police au coin de la rue Saint-Élisabeth et René-Lévesque. L'avant de la foule se précipita vers le sud sur Saint-Élisabeth en direction de la station tandis que la police formait une ligne empêchant l'arrière de la foule d'avancer. Plus loin, une voiture de flic qui gardait l'intersection René-Lévesque fut attaquée par une douzaine de personnes qui foncèrent vers elle. La voiture déguerpit à reculons, laissant l'intersection momentanément libre. Les gens profitèrent de l'occasion pour faire des graffitis ainsi que casser les vitres de plusieurs voitures de police dans le stationnement. Des projectiles et des insultes ont été lancées aux policiers qui n'avaient pas encore eux le temps de revêtir leur équipement antiémeute.

Pendant un instant, les huit voies de René-Lévesque furent occupées alors que les gens se consultaient pour savoir s'il fallait revenir au centre-ville ou se disperser. Certain.e.s ont décidé de retourner à la plus grande manif et ont réussi à la

Ils et elles ont accepté l'autorité d'un vote au lieu d'agir dans le sens qu'ils et elles savaient être raisonnable et nécessaire au maintien du pouvoir collectif de la grève. La démocratie, laquelle est toujours autoritaire, s'oppose directement à l'autodétermination autant individuelle que collective.

elle le faisait dans un contexte politique très différent de celui dans lequel nous luttons au Québec. Dire que le résultat des élections n'aura aucun impact sur ce contexte politique, c'est absurde. Il est clair qu'aucun politicien ne propose d'alternatives à la misère du système capitaliste mais il existe des différences idéologiques évidentes entre les partis politiques qui rivalisent pour le pouvoir. Le statut du Québec au sein du Canada n'est pas la moindre de ces différences et ce statut, s'il devait changer, aurait d'importantes conséquences pour la société en général et pour nous qui menons la bonne bataille à l'intérieur de cette guerre sociale.[1] Toutes les maximes anti-vote, adorées des anarchistes, peuvent probablement encore décrire précisément la situation dans la vaste majorité des démocraties représentatives du monde. Mais en raison de la question de la souveraineté et pour beaucoup d'autres raisons aussi, il y a probablement peu d'endroits dans le monde ou ces mots sont moins vrai qu'ici.

Une autre chose : malgré tous les discours sur une lutte sociale plus large contre l'austérité et le néolibéralisme mondial, la raison d'être de la grève, c'était de bloquer l'augmentation des frais de scolarité prévue par Charest. Les frais de scolarité sont devenus un enjeu électoral à la suite de la grève et maintenant, le Parti québécois annonce qu'il annulera la hausse s'il est élu (plusieurs croient, à tort ou à raison, que le PQ aura beaucoup de difficulté à briser cette promesse). *L'abstention*, que proposent les anarchistes, ça n'évoque rien pour beaucoup de militant.es parce que, ce que ces militant.es désirent, c'est un système d'éducation post-secondaire, bien que gratuit et financé par *l'État*, toujours orienté vers la création de travailleurs et de travailleuses au sein d'une économie capitaliste. La logique et les aspirations derrière l'abstention sont très différentes. Quand les anarchistes proposent de perturber l'économie, c'est d'autant plus bizarre pour ces autres militant.es parce qu'ils et elles croient, peut-être avec raison, que le chaos dans la rue ne pourra qu'être utile à la réélection de Charest.

Finalement, des élections en temps de crise politique, c'est l'une des meilleure arme contre les mouvements sociaux confrontationnels et inflexibles. Le meilleur exemple est probablement de Gaulle appelant des élections après mai '68. Ça assomme les mouvements, ça leur suce l'énergie et ça les attire dans la sphère politique. Avec les menaces d'expulsions, les menaces de contraventions et les autres, c'est ce qui arrive présentement. Toutefois, si nous pouvons nous regrouper à nouveau après le 4 septembre, ils ne pourront pas utiliser cette arme particulière contre nous avant un bon moment.

Évidemment, ça vaut la peine de mentionner que plusieurs milliers de militant.es, et peut-être plus, *ne se sont* pas laissé.es dissuader ni par l'idée d'une trêve électorale ni par aucune autre tactique utilisée par l'État pour détruire notre mouvement. Ils et elles étaient prêt.es à se battre mais *ça ne s'est pas produit*. Pourquoi? Ce n'est pas en raison de la défense loyale que la démocratie directe a apporté à la démocratie représentative cette semaine. C'est parce que, dans l'ensemble, *les militant.es ont reconnu ces votes de démocratie directe comme légitimes et définitifs*. Ils et elles ont accepté l'autorité d'un vote au lieu d'agir dans le sens qu'ils et elles savaient être raisonnable et nécessaire au maintien du pouvoir collectif de la grève. La démocratie, laquelle est *toujours* autoritaire, s'oppose directement à l'autodétermination autant individuelle que collective.

Nous devons donc nous blâmer nous aussi pour cette situation, laquelle est, sans équivoque, un échec et une rechute. Et pour être clair, on s'est planté.es il y a déjà un moment. Après que la loi spéciale soit adoptée, nous n'étions pas assez organisé.es ou assez rusé.es pour maintenir la tension durant l'été. Quand le mouvement a hésité, nous avons décidé de l'attendre plutôt que de se réorganiser rapidement sur des bases affinitaires comme nous le faisions avant la grève. Si la CLASSE redevient le moteur d'une grève et bien, tant mieux ; nous pourrons utiliser le momentum que ça créera comme nous l'avons fait au printemps. Sinon, nous créerons un momentum nous-même, même si ça veut dire se retirer vers un mode d'organisation à plus petite échelle, où nous serons probablement plus efficaces de toute façon.

Si certaines de ces critiques vous interpellent, réfléchissez-y et parlez-en à vos ami.es. Il faut continuer à se battre. Et la prochaine fois que circule un appel pour une convergence internationale, assurons-nous d'être prêt.es.

---

[1] Soyons clair.es. Nous sommes contre le nationalisme. Nous reconnaissons simplement qu'une situation dans laquelle le gouverment provincial serait en contradiction avec le gouvernement fédéral créerait une situation différente de la présente. Avec la souverainté, elle le serait d'autant plus. Cette situation n'est pas négligeable pour les personnes engagées dans la lutte sur ce territoire. Voici quelques exemples : les valeurs des propriétés à Montréal pourrait chuter de manière significative (comme cela s'est produit dans le référendum de 1995), il pourrait y avoir une plus grande instabilité économique, il est presque certain qu'il y aurait plus de luttes sociales (y compris une augmentation éventuelle des activités fascistes), la police deviendrait peut-être moins efficace, il serait plus facile et plus pertinent de critiquer les discours nationalistes, et ainsi de suite. Il est impossible de prédire ce qui pourrait arriver, mais ce sont des possibilités.

avant que des étudiant.es des deux campus récoltent des signatures endossant une pétition pour forcer de nouveaux votes de grève dès le vendredi.

Pendant ce temps, les manifs de nuit se poursuivaient. Même si elles étaient parfois bruyantes et dynamiques, elles n'ont rien perturbées en dehors du trafic.

VENDREDI LE 17 AOÛT.

Il n'y a pas grand chose à dire. Les votes de grève ont commencé en matinée à Saint-Laurent comme au Vieux-Montréal et les manifestations de solidarité attendaient les étudiant.es devant les portes à leur arrivée. Elles n'eurent pas l'effet escompté. Les assemblées ont duré des heures et alors que l'émotion montait et que les gens se criaient par-dessus la tête, la poursuite de la grève a été battue dans chacun des cégeps avant que des modéré.es dégueulasses énoncent des conneries du genre de « notre mouvement n'est pas mort, il renaîtra encore plus fort après le 4 septembre ».

Les administrations des deux cégeps avaient évidemment menti aux étudiant.es en leur disant que si la grève était reconduite, ils et elles perdraient leur session et qu'il n'y aurait aucun espoir pour leur dossier scolaire.



Pour les anarchistes qui assistèrent à tout ce processus, ce fut émotionnellement démobilisant. Les gens étaient tristes, et ont consommé beaucoup d'alcool.

CONCLUSION :
CRISE, DÉMOCRATIE ET ERREURS

Il est compréhensible d'être triste à présent. L'idée selon laquelle l'âme du mois d'avril aurait pu être recréée en août, un espoir auquel se sont accroché.es beaucoup de militant.es depuis que le mouvement a progressivement perdu son momentum en mai et en juin, est maintenant reconnue comme étant fausse. Le printemps est fini. Il ne reviendra plus. C'est l'essence même de la tragédie : la perte complète et irrévocable de quelque chose qui était. Tout ce que nous aurons laissé.es, c'est du « riot porn » et de bonnes histoires.

Pourtant, la crise québécoise n'est pas finie. En fait, elle ne fait que commencer. Pendant que les mesures d'austérité qu'implante présentement le gouvernement provincial sont décriées comme étant drastiques et soudaines par la gauche de la province, le plan du gouvernement fédéral sera encore plus rapide et aura un bien plus grand impact sur la vie des gens qui habitent ici. La formule de péréquation fédérale, qui transfère l'argent des provinces plus riches vers les plus pauvres, devrait être renégociée d'ici 2014. Le gouvernement conservateur, n'étant plus minoritaire, pourra enfin changer les choses comme bon lui semble. D'une manière ou d'une autre, l'État-providence québécois, relativement fonctionnel, prendra fin et entraînera une augmentation de la rage populaire, moteur de la grève du printemps dernier.

Quelque soit le gouvernement qui prendra le pouvoir le 4 septembre prochain, il héritera d'un baril de poudre à la veille d'exploser. Les anarchistes de Montréal devraient s'en réjouir même s'il est clair qu'à ce moment-ci, la situation n'est pas très attirante.

Un des problèmes, c'est que nous prenons les choses personnellement. Le mouvement s'est tourné vers des politiciens qui ont porté le carré rouge cyniquement avec comme unique but de prendre le pouvoir, rejetant ainsi les anarchistes qui ont été une partie passionnée et audacieuse de ce mouvement avant même le début de la grève. Mais le fait est que les idées anarchistes en général, et plus spécifiquement les idées anti-électoralistes que nous partageons avec certain.es communistes, sont marginales à l'intérieur du mouvement étudiant. Quant à elles, l'idéologie et la mythologie démocratiques sont encore très influentes.

Il est important que les anarchistes reconnaissent que quand Emma Goldman affirmait que la classe dirigeante rendrait le vote illégal s'il pouvait changer quoique soit, rejoindre sur Sainte-Catherine tandis que d'autres se sont dispersé.es.

À ce moment, la manif commençait à se diriger vers le nord en empruntant la rue St-Denis. Certaines personnes dans la foule ont roué de coups une personne avec une caméra qui prenait des photos d'eux/elles, alors que d'autres ont essayé de contenir la bagarre. La police a bloqué l'intersection d'Ontario et Saint-Denis parmi les bacs de recyclage éparpillés dans la rue. Les bouteilles retrouvées dans les bacs de recyclage ont été lancées à la ligne de policiers antiémeutes qui se trouvait au bout de la rue. C'est alors que la partie pacifiste de la manif (?!) a commencé à huer les gens qui lançaient des bouteilles, expliquant qu'il s'agissait d'une manifestation pacifique. Pendant les minutes suivantes, la foule s'est consacrée à se crier des insultes, à se pousser mutuellement et à se disputer sur les mérites de la violence et du pacifisme.

Présageant une arrestation massive imminente, plusieurs personnes ont sauté une clôture, laissant les pacifistes se débrouiller seul.es. Alors que les gens se dispersaient, un petit groupe est resté là à ramasser les déchets pour les remettre dans le bac de recyclage à seulement dix mètres de la ligne d'antiémeutes sur laquelle les bouteilles venaient d'être jetées.

Quelques minutes plus tard, la police antiémeute commençait à nettoyer les rues, repoussant tout le monde et mettant fin à la manifestation.

Notes
(Arrêtez ici si vous êtes écœuré.es de lire à propos des pacifistes)

Un problème persistant du mouvement étudiant est la manière dont l'activisme universitaire semble engendrer des pacifistes de la même manière qu'il crée des politiciens et des patrons. Jusqu'à maintenant, la grève étudiante a été centrée autour de manifestations et d'actions de plusieurs milliers de participant.es rassemblé.es dans les rues pour parader et se regarder le nombril. Maintenant, alors que les policiers ont gravement blessé un camarade, nous voyons les tensions augmenter au sein du mouvement. Celui-ci doit désormais faire face à lui-même et sa place dans la société. Dans cette situation, n'était plus la question sur « les enjeux », si bien aménagée et articulée avec le politicien qu'il convient de blâmer et de la solution imaginée par le biais des alternatives de financement (tel que de prendre l'argent à même le Plan Nord, comme l'a suggéré un membre de l'ASSÉ[1]). En effet, la question de fond porte maintenant sur l'engagement réel contre le pouvoir, en dehors de la salle de classe et au moment où le droit de déterminer nos propres luttes nous est contesté. La lutte étudiante est maintenant sortie du monde académique et commence à s'engager dans la société dans son ensemble.

La nuit dernière, des dynamiques de classe et de race ont émergé de ce conflit. À un certain moment, il était difficile d'ignorer la façon dont un groupe de pacifistes principalement composé de personnes blanches a activement essayé de retenir un groupe de jeunes de couleur qui confrontait la police. Ce n'était évidemment pas la seule dynamique dans la manif – il y avait des différents groupes de gens et tout au long de la soirée, une foule mixte de gens se sont engagés dans la confrontation avec la police – mais comme anarchiste participant à la manifestation, c'était une situation particulièrement frappante. Alors que certain.es ramassaient les bouteilles pour les lancer contre les policiers, les « pacifics », en essayant de s'interposer, on réussit à briser la manif plus efficacement que les policiers n'auraient pu le faire. Il n'y a rien dans le monde qui nous entoure qui peut honnêtement être qualifié de pacifique, et le comble de l'ironie, c'est un pacifiste qui balance des coups de poing pour tenter de convaincre quelqu'un.e du contraire.

1. l'Association pour une solidarité syndicale étudiante






Manif sauvage, citoyens-flics, solidarité avec les Innu.es, et la vengeance des porcs

Le lundi 12 mars, les événements se sont succédé toute la journée jusque dans la nuit.

En début de journée, une manifestation s'est déroulée en solidarité avec les Innu.es, qui ont récemment subi la répression de la SQ[1] au cours du blocage de la route 138 contre les projets d'Hydro-Québec sur leur territoire. La manif d'environ 150 personnes est partie du Square Phillips vers 12h30 pour se rendre devant les bureaux d'Hydro-Québec (où les flics bloquaient déjà les portes) en scandant les slogans « ***plan nord, plan d'la mort*** », « ***ni patrie, ni état, ni québec, ni canada*** » et en distribuant aux passant.e.s des tracts sur le Plan Nord. Après quelques discours, la foule s'est déplacée vers le bureau de l'administration de l' Université du Québec à Montréal (l'UQÀM) et à partir de ce moment, la rue devant l'édifice fut occupée avec une foule grandissante – en réaction à l'annonce d'un lock-out de l'UQÀM – jusqu'en soirée, où une « Nuit de la Création » était planifiée.

Pendant cette « Nuit de la Création », certain.es peinturaient sur la rue, d'autres jouaient de la musique, dont notamment Mise en Demeure avec un set complet en se foutant de la gueule des pacifistes et des flics présent aux abords de la foule. Beaucoup buvaient de la bière, assis.es sur une partie du mobilier de l'UQÀM qui s'est retrouvé dans la rue ; chaises, bureaux, tables et sofas.

Vers 23h, la tension a commencé à monter alors que des citoyens-flics ont voulu faire le ménage et la loi pour « retourner les choses à leur place » pendant que d'autres continuaient à sortir les meubles à la rue. Une personne a arraché des chaises des mains d'un.e camarade cagoulé.e et a tenté de lui arracher son masque, ce qui lui a valu un coup de poing sur la gueule bien mérité. C'est simple : si vous agissez comme des flics, vous vous joignez alors à l'ennemi et vous serez traités comme tel. Vous voulez jouer aux flics? Assumez-en les conséquences.

Après une courte confrontation entre des citoyens-flics et des cagoulé.es, une foule d'environ 200 personnes s'est détachée et a zigzagué dans les rues du centre-ville en gueulant des slogans anti-pacifistes et en laissant derrière elle sur plusieurs murs et une auto de police des graffitis anti-flics et des A encerclés. Quand la foule est arrivée près de l'édifice de *La Presse*, ses fenêtres ont volé en éclats et, encore une fois, des citoyens-flics ou des flics infiltrés (la seule différence étant le salaire) sont apparus et ont attaqué un.e camarade cagoulé.e, mais cette fois encore, les cagoulé.es ne se sont pas laissé.es faire et, défendant leur camarade, ont repoussé l'attaque. La foule s'est dispersée peu après, apparemment sans arrestations, mais des rumeurs circulaient qu'une personne aurait été arrêtée pendant la manif.

Un peu plus tard, vers 1h, une quinzaine de personnes qui chillaient en buvant des bières dans un espace collectif ont reçu la visite de toute une escouade de flics. Une situation qui aurait escaladé apparemment à partir d'une bière qui aurait été vue à l'extérieur par les flics. Plusieurs personnes se sont fait poivré, une vingtaine de flics sont entrés agressivement comme si c'était un raid, avec matraques en main, certains en antiémeute et avec un chien. Il y aurait eu cinq arrestations.[2] Dehors, l'antiémeute était déployée pour disperser les gens qui s'étaient massés au coin de la rue.

Guerre sociale et complicité!
Citoyens-flics allez vous faire foutre!

---

1. La Sûreté du Québec est le corps de police national du Québec.
2. Cinq personnes sont en procès par rapport aux arrestations dans l'espace collectif pendant la nuit de lundi à mardi. Elles/Ils ont été relâché.e.s seulement mercredi après-midi [14 mars] avec un couvre-feu de 22h à 7h. Ils n'ont plus le droit de se trouver dans un grand quadrilatère délimité par les rues Sherbrooke, Notre-Dame, Saint-Laurent et Papineau (sauf une personne qui vit dans ce quadrilatère) ni de boire de l'alcool. Ils/elles sont accusé.e.s d'entrave au travail des policiers et d'intimidation à l'encontre d'une personne associée au système judiciaire. Une manifestation de solidarité d'une 50aine de personnes a eu lieu pendant leur comparution.

Édouard-Montpetit. Le cégep du Vieux-Montréal, lui, a voté pour la grève, réitérant sa position de poursuite de la grève jusqu'à la gratuité scolaire.

Le cégep étant difficilement accessible par transport en commun et loin du centre-ville, beaucoup d'efforts ont été rassemblés pour organiser une vigile matinale de solidarité sur le campus de Marie-Vic. On espérait que, par cette action, les participants et participantes aux assemblées générales prennent conscience qu'il y avait un support de l'extérieur s'ils et elles décidaient de continuer la grève. Et, en fait, si la grève avait été favorable, la vigile aurait pu se mettre en branle pour donner un coup de main, construire de barricades et faire des levées de cours. Le résultat fût finalement décevant, mais pas surprenant. De même qu'Édouard-Montpetit et les autres écoles qui ont voté pour la fin de la grève, la culture militante de Marie-Vic est moins développée que sur d'autres campus, et pendant la grève, l'écart des votes en faveur et en défaveur était parfois très mince.




À Maisonneuve, ce fut choquant. Pendant le printemps, le cégep, situé dans Hochelaga-Maisonneuve, un quartier ouvrier de l'est de la ville où vivent beaucoup d'anarchistes, avait une des associations étudiantes les plus militantes. Des actions y étaient fréquemment organisées dont le blocage du port de Montréal et la perturbation constante des activités du cégep. Pendant la fin de semaine, lors d'un congrès de la CLASSE, un délégué du cégep de Maisonneuve aurait même dit que dans le cas où les antiémeutes entreraient sur le campus, les enseignants et les enseignantes démissionneraient en bloc. Il y avait une manifestation de solidarité organisée par l'APAQ d'Hochelaga-Maisonneuve (l'assemblée populaire autonome de quartier) mais contrairement à Marie-Vic, les gens semblaient assez en confiance que la grève allait continuer. Ils et elles avaient tort.

Les administrations de Marie-Vic et de Maisonneuve ont annulé les cours du lundi, non pas pour montrer leur solidarité avec le processus décisionnel de démocratie directe, mais plutôt dans le but de s'assurer que les étudiant.e.s contre la grève, qui auraient sinon essayé d'aller en cours, puissent participer en masse aux assemblées générales. Ultimement, ce n'est pas la présence d'étudiant.es contre la grève et pro-hausse qui fit la différence parce qu'à Maisonneuve, ils et elles représentent une minorité insignifiante. Les étudiant.es ont plutôt choisi la voix stratégique que Pauline Marois et Léo Bureau-Blouin ont défendue : celle de la trève électorale au lieu de la grève générale.

L'assemblée générale au Cégep du Vieux-Montréal commença plus tard, et elle était encore en cours au moment du rassemblement de la 1e manifestation nocturne de la rentrée au parc Émilie-Gamelin. La foule était militante et en colère. La marche se dirigea vers le Vieux-Montréal, et s'y arrêta. Certain.es y sont entré.es puis sont retourné.es dans la rue. Des feux d'artifices ont été lancés aux flics, les vitres de quatre banques fûrent brisées, sans parler des graffitis et du ratissage d'un site de construction afin d'avoir du matériel pour construire une barricade. Des résident.es ont tirés des objets aux manifestant.es de leur fenêtre, ce qui a augmenté la frustration dans la manifestation.

Même si la foule n'était pas particulièrement grosse, le SPVM a hésité à utiliser la force pour séparer la manifestation, probablement parce qu'ils ne voulaient pas influencer le vote de l'assemblée en cours, en justifiant par leur violence la continuité de la grève et en menaçant ainsi les intérêts de la paix sociale. Vers 22h, le Vieux reconduisait la grève par 20 voix de différence. À 23h, lorsque tout était terminé au Vieux, la police en profita pour disperser la foule avec plus de force.

Le lundi a été la journée la plus excitante de la convergence.

MARDI, MERCREDI, JEUDI

Les mardi et mercredi, il y eut une manif-action par jour. Même si elles n'étaient pas annoncées telles quelles, quoi d'autre pouvait-il être préparé avant 8h du matin? Le mardi, il y avait un rassemblement dans le centre-ville, mais ce qui est arrivé ensuite est flou; il n'y a jamais eu de départ, peut-être parce qu'il manquait de participation. Le rendez-vous de la seconde était dans l'extrémité sud-est du quartier ouvrier de Pointe-Saint-Charles. Le but était de tenir le plus longtemps possible, ce qui ne fût pas si long finalement, à l'intersection des rues Bridge et Wellington pour bloquer le trafic en direction du pont Victoria. L'APAQ de Pointe-St-Charles avait organisé cette action.

Du côté de la démocratie étudiante, les choses ont continué à se détèriorer. La perte d'un cégep, prise individuellement, n'était ni surprenante ni particulièrement douloureuse. Par contre, ces pertes prises collectivement représentaient un immense problème. Après que le collège Ahuntsic, le dernier campus « radical » qui devait voter, décide de ne pas reconduire la grève, les cégeps de Saint-Laurent et du Vieux-Montréal étaient les deux seuls cégeps avec des mandats de grève effectifs. Toutefois, ce ne fut pas long

COMPTE-RENDU: Convergence pour la rentrée

Ceci est un compte-rendu sur de la convergence ayant eu lieu à Montréal, du 13 au 17 août. La conclusion, c'est que ce fut un échec. Le lectorat montréalais serait peut-être plus interpellé par l'analyse « d'après-match » contenue dans la dernière section.

MISE EN CONTEXTE.

À la fin du mois de mai, le gouvernement libéral du Québec a abruptement suspendu les cours des universités et des cégeps en grève, partout dans la province. Il n'y aurait donc pas de session prolongée, mais plutôt une *session spéciale* aux mois d'août et septembre. À peu d'exceptions près, notamment durant la fin de semaine où la loi spéciale a été votée et celle du Grand Prix du Canada au début du mois de juin, le décret du gouvernement a été généralement efficace pour mettre fin à la confrontation et à la perturbation économique dans les rues de Montréal pour la période estivale.

Le point culminant de la grève fût en avril, alors que les manif-actions, les manifestations et les actions de sabotage étaient quotidien.nes. Ces actions ont réellement interféré avec le fonctionnement normal de l'économie capitaliste à Montréal et c'est le fait que les écoles étaient complètement fermées qui a permis autant d'initiatives. Si une partie de la population étudiante s'était contenté de boycotter ses cours sans se présenter au piquetage et aux blocages sur les campus, ceux et celles qui ont choisi de participer aux actions qui augmentent le rapport de force du mouvement face au gouvernement auraient fait face à des risques beaucoup plus grands (situation financière, statut d'immigration, et plusieurs autres). Pour que le mouvement reprenne de son ampleur et qu'il redevienne une force confrontationelle en août, il était impératif de faire un blocage efficace des cours. En fait, il y avait beaucoup de raisons de croire que la police tenterait de tuer dans l'oeuf cette deuxième phase du mouvement en empêchant toute forme de blocage dans les écoles.

Au début du mois de juillet, il a été décidé lors d'une rencontre organisée par le comité Grève Sociale que, pour la semaine du lundi 13 août, il devrait se tenir une *convergence internationale* pour bloquer le retour en classe dans les cégeps de la région de Montréal. Il a donc été décidé que cette action serait effectuée seulement si les associations étudiantes renouvellent leur mandat de grève. De l'énergie fût immédiatement déployée pour faire de la mobilisation en dehors de Montréal pour la convergence, soit par l'organisation de lieu de rendez-vous, la création de site web, la rédaction de tracts, la planification du transport et de l'hébergement et l'élaboration de plans plus précis pour la semaine du 13 août au sein des assemblées de quartier.

En l'absence d'une forte direction stratégique à la CLASSE et sans initiatives des assemblées de quartier auxquelles l'entièreté du mouvement auraient pu participer, la convergence devint la *seule* stratégie dont les militant.e.s montréalais.es pouvaient s'enthousiasmer et autour de laquelle ils et elles pouvaient s'organiser.

LES ÉVÉNEMENTS PRÉCÉDENTS.

La manifestation nocturne du premier août soulignait la centième marche depuis l'échec, en avril, du premier tour de négociations entre les organisations étudiantes et le gouvernement. Du même coup, elle répondait au déclenchement annoncé par le premier ministre d'élections provinciales. L'ambiance était bonne. Le climat confrontationnel dans la foule se faisait sentir pour la première fois depuis presqu'un mois. Les gens affrontaient la police. Les bureaux de Charest, sur McGill College ont été attaqués. On aurait dit que le mouvement venait de se rallumer.

Le 8 août dans l'après-midi, la CLASSE avait fait appel à une manif-action, qui ne s'est pas aussi bien déroulée. Trop peu de gens pour un effectif policier trop élevé, qui finalement a réussi à empêcher la foule de bloquer le siège social d'Hydro-Québec. Quelques employé.es ont été temporairement retenu.es à l'extérieur de leurs bureaux au moment de leur retour de dîner mais ce ne fût pas déterminant.

La fin de semaine suivante, quelques écoles, notamment le cégep de Saint-Jérôme et le cégep André-Laurendeau, avaient déjà votés le retour en classe sans que ne se produisent d'incidents. Seulement l'association étudiante du cégep de Saint-Laurent a votée en faveur de la poursuite de la grève, et sous la condition qu'il y ait minimalement un plancher de 20 000 grévistes.

LUNDI 13 AOÛT.

Le lundi, trois cégeps ont votés l'arrêt de la grève : le cégep Marie-Victorin, le collège Maisonneuce et le collège



Le 15 mars nique les flics

Le soir du 15 mars à Montréal, même si les porcs antiémeutes étaient partout, ils ont clairement perdu le contrôle du centre-ville pendant plusieurs heures.

Déjà en après-midi, la station Berri-UQÀM était remplie de flics antiémeutes, à l'intérieur comme à l'extérieur, le ciel d'hélicoptères, les rues de patrouilles de porcs et plus tard d'escouades antiémeute et de cavalerie. Même avec ce déploiement de force majeure, ils n'ont pas été à la hauteur. La preuve qu'ici autant qu'ailleurs la révolte est plus que possible. On peut même remercier en partie les flics pour l'émeute de jeudi, ils lui ont donné de la force et l'ont alimenté.

Ils lui ont donné de la force quand ils ont chargé la foule de quelques milliers de personnes sur Sherbrooke après une vingtaine de minutes de slogans et de graffitis anti-flics, ce qui a fait en sorte que plusieurs parasites hippies pacifistes et ceux et celles qui s'autoproclament étudiant.e.s et leur mentalité bourge gauchiste s'en aillent chez eux et que la meute, celle qui voulait plus qu'une petite marche santé à se demander ce qu'on fou dans un autre pathétique rituel de slogans, se divise en plus petits groupes mobiles qui se sont dispersés et reformés pour foutre la merde tout le long de la soirée.

Les flics l'ont aussi alimenté quand ils ont attaqué les gens avec leur arsenal en plein centre-ville, sur St-Catherine. À partir de ce moment, la rage s'est déchaînée dans la rue. Il y avait probablement aussi plusieurs jeunes qui s'emmerdaient et qui sont régulièrement des cibles de profilage et qui ont vu une belle occasion d'en faire chier à leur tour aux flics de merde et ça n'a pas tardé. Cette même ligne flics en avançant a bouffé une volée de pierres, de bouteilles et un molotov et dans une autre tentative de barrer la route plus loin, l'antiémeute s'est sauvé en courant devant une meute qui arrivait de chaque côté. Quelques instants plus tard, pendant que les poubelles volaient dans la rue et dans quelques vitrines, la foule est tombée sur une auto de flics toute neuve, porcs inclus. L'auto s'est fait attaquer avec des projectiles et on pouvait voir la terreur et la panique dans le visage des deux flics pendant qu'ils se sauvaient d'une foule qui chargeait sur la voiture. Plus loin, une auto de flics saccagée se faisait renverser.

En fin de soirée, une foule s'est à nouveau regroupée au Carré Berri, où tout avait commencé, pour repartir de nouveau. C'est au moment où la foule se dispersait vers Maisonneuve et Ontario que les flics ont encerclé les gens sur le trottoir pour procéder à une arrestation massive. Ils ont tenu la foule d'environ 200 personnes encerclée pendant plusieurs heures pour ensuite remplir des bus et les amener à un poste de police dans Langelier, loin du centre-ville où ils ont procédé à l'identification des gens pour leur donner des contraventions pour « rassemblement mettant en danger la paix » et les relâcher, mais pas avant de les avoir photographiés un.e-par-un.e. Il y a eu aussi pendant la journée et la soirée plusieurs arrestations aléatoires mais aussi des arrestations ciblées.



Le 15 mars c'est tous les jours!
La haine de ce monde pourri et de ses flics, c'est tous les jours que nous la portons!









amené des assemblées étudiantes à faire le lien entre leurs revendications et celles des communautés affectées pas les méga projets d'exploitation.

Le Plan Nord est un projet de développement économique visant à enrichir les corporations en soutenant l'exploitation industrielle non-durable des ressources naturelles des territoires nordiques et, d'autre part, le Plan Nord n'est que la continuité du projet d'assimilation des autochtones au sein des institutions québécoises.

Les grévistes, tellement épris de justice sociale, ne peuvent pas proposer de passer sur le corps des Cris, de saccager la forêt boréale, d'ouvrir le ventre du Nunavik pour en extraire de l'uranium et des diamants, de coloniser les Abitibien.ne.s, les Nord-Côtoi.se.s, de scrapper le golfe du St-Laurent en harnachant les dernières grandes rivières de la Côte-Nord, de piler sur les Innus, de massacrer les caribous des bois, et tout le reste, pour financer l'éducation. Pour toucher des redevances sur l'exploitation, il faut exploiter. Or, cette dynamique impliquerait une désolidarisation du mouvement étudiant d'avec les luttes autochtones, d'avec la réalité des régions. Elle supposerait une prise de position favorable au discours capitaliste de destruction de la nature et au discours colonialiste opposé aux luttes de liberation sociale des communautés touchées par le Plan Nord.

La CLASSE ne s'est toujours pas positionnée sur le sujet des redevances minières.

RETOUR À L'ANORMALE

L'État s'est accaparé le monopole de la démocratie. Et cette vision s'est répandue jusque dans les cercles bien pensants de la gauche, récupérateurs en chef de la grève étudiante et de la tension sociale qui en a résultée. Le gouvernement délégitime depuis des mois les formes de démocratie étudiante, tandis que la gauche socialement acceptable va essayer de convaincre les grévistes que la victoire est au fond des urnes.

Comment un changement au parlement peutil conduire à une victoire dans la lutte contre la hausse des frais de scolarité ? Dans la hate frénétique d'un *retour à l'ordre,* les sermons sur la responsabilité d'aller voter et l'inutilité de poursuivre la grève pendant et après la campagne électorale sont autant de tentatives pour noyer les revendications étudiantes dans un *retour à la normale.*

Ce qu'on nie aux étudiant.es à travers ces « conseils » paternalistes, c'est le pouvoir qu'ils et elles se sont donné pendant la grève. Celui de perturber, de déranger, de lutter. Ce qu'on veut leur enlever, c'est la souveraineté que les étudiant.es ont affirmé sans en demander la permission.



Le mouvement de grève a intégré à ses actions et à ses analyses une comprehension plus globale du conflit social – inégalités, sexisme, racisme, pauvreté – il ne va pas s'arrêter sur cette lancée. Avec la loi 78, le Règlement P-6 et la répression toujours plus violente, le gouvernement essaie de tuer le mouvement. Ils ont peur. Efforçons-nous de leur donner raison. Pas de trêve pour l'État.

Il ne s'agit pas ici de proposer une alternative précise mais simplement de détruire l'idée que l'État possède le monopole de la démocratie et de la souveraineté. **La grève doit continuer.**

NE PASSONS PAS DANS LA SOUPAPE, MAINTENONS LA PRESSION !

L'élection, la voie légale de la contestation, suppose que le vote est le seul moyen acceptable d'obtenir un changement, si minime soit-il. Cette supposition implique la criminalisation de toutes les autres méthodes de contestation. Le vote permet de jouer un rôle de soupape face à la grogne populaire donnant un vague sentiment de participation à la vie politique.

Le cirque des élections permet aux politicien.ne.s de restaurer leur autorité et de légitimer l'emploi de la force pour la faire respecter. Élire des politicien.ne.s qui votent les lois qui nous enferment ne fait pas rêver. Changer la couleur de la matraque ne va pas attendrir les hordes d'antiémeutes, ni atténuer le bruit de fond des sirènes policières et des hélicoptères, disperser les gaz ou empêcher les arrestations.

Le PQ c'est comme le PLQ,
mêmes politiques pro-capitalistes, moins la lutte

Pour plus d'infos: contreleselections.wordpress.com



Retourner en classe n’a tout de même aucun sens. Arrêter de produire ou saboter la circulation du capital et des marchandises, simplement parce qu’on n’y croit plus, répond d’un désir partagé de réappropriation des espaces et des modes de vie. On veut plus de liberté, plus de rencontres, plus de combats contre les flics, et cela même si ce n’est que dans le but de mettre en jeu, d’évaluer et d’améliorer les forces et potentiels révolutionnaires. La solidarité dans l’action se construit par l’expérience.

Alors que leurs lois fascistes illégallisent la grève et que les syndicats sont vendus, rien ne doit empêcher les complices de se retrouver afin que ceux et celles-ci s’organisent en transformant leurs quotidiens et en mettant la main à la pâte : les travailleur.euses, les étudiant.es, les BS, les mères, les enfants et tous les autres qui sont à boutte. Issues de la popularisation du mouvement de grève et de l’élargissement de la contestation dans la rue contre la loi et l’ordre, les assemblées populaires autonomes s’organisent maintenant dans les quartiers. Celles-ci pourraient se répandre dans les milieux de travail et dans les écoles afin de repousser les limites légales, institutionnelles, autoritaires, médiatiques et associatives qui sont imposées partout. Lorsque la grève devient illégale, la grève sauvage, autonome et hors-la-loi s’organise!

Aucune élection ne pourra jamais nous donner la liberté. C’est à ceux et celles qui la veulent d’aller la prendre. Les urnes sont de ces dispositifs qui font croire aux gens qu’ils ont un pouvoir de décision. Il y a celles et ceux parmi nous qui sont d’avis qu’il faut les brûler parce qu’elles nous aliènent, reprendre les rues, occuper les espaces, bloquer les écoles et continuer la grève par tous les moyens, se réappropriant nos vies, nos corps et notre dignité. ***Grève Sauvage et révolution!***

UN PIED DANS L’URNE

Le problème ce n’est pas tant les élections que la signification qu’on prétend leur donner. Ne visent-elles pas à ménager une sortie de « crise » en pacifiant la lutte ? Mais de quelle crise parle-t-on ? La crise financière et les méga subventions aux banques ? La crise écologique et les méga subventions aux compagnies pour laver leur image ? Les guerres perpétrées au nom de cette même démocratie ? La « crise » actuelle est la manifestation d’un mouvement populaire qui refuse haut et fort, à travers le monde, les dictats du capitalisme. Aucune élection ne résoudra ça… et c’est tant mieux !

Ayant adopté le projet de loi 78, la très spéciale loi 12, l’État montre sa véritable nature : aménager les conditions pour que les intérêts des puissants ne connaissent plus d’entraves à leur déploiement, conditions appuyées sur la peur auto-entretenue. Les gouvernements règnent et sévissent pour défendre les intérêts de leurs copains des multinationales et du capital financier.

À la question sociale, pas de solution électorale.

LE 4E POUVOIR

Les médias. Ce n’est pas qu’ils mentent, c’est qu’ils relaient une vérité mise en boîte, douteuse ou sensationnaliste. Ils reproduisent un monde qui carbure aux élections, à l’exploitation, au sexisme et au racisme. Pendant 5 mois de grève, ils ont pris soin de présenter quelques instants choisis pour leurs effets de reproduction de la peur et de la misère, laissant de côté la diversité des expériences et des engagements. Tout le monde n’y a pas cru. Dans la rue, nous étions de plus en plus nombreux.se.s. Les médias vont maintenant mettre en scène une fausse concurrence sur le marché des idées politiques et relayer le discours de la pacification comme si le véritable enjeu de l’autonomie pouvait se cantonner à la concurrence pour la moins pire équipe. Médias et politiciens, main dans la main pour le beurre et l’argent du beurre.

LE PLAN NORD ET LA POURSUITE DU COLONIALISME

Au début de la grève en février, *Le Devoir* publiait une affirmation de la CLASSE (Coalition Large de l’ASSÉ), via son porte parole G. Nadeau Dubois: « La Coalition affirme qu’elle a une ‘panoplie d’alternatives’ à proposer au gouvernement pour financer l’éducation, comme le Plan Nord, par exemple. Le Plan Nord, comme de plus en plus d’intervenants le disent, est un « bar ouvert » pour les compagnies minières étrangères. Pourquoi ne pas aller chercher de l’argent en redevances? ». Comme s’il était évident que les redevances minières était une option pour le financement de l’éducation. Ces déclarations ont fait réagir et ont









Kidnapping, arrestations préventives et fascisme hollywoodien

Ceci fait part d'événements qui se sont produits le 15 mars, quelques heures avant la manifestation contre la police qui fait beaucoup parler dans les médias, ces derniers jours.

Le 15 mars, vers 12h, une camarade est kidnappée par des policiers en civils alors qu'elle fait sa course à pied matinale près de chez elle, dans Hochelaga. En sortant d'une ruelle, sa course est interrompue par l'arrivée d'une fourgonnette familiale grise. Un homme grand et costaud en sort, au moment où une deuxième voiture grise arrive de biais, et une troisième, par derrière, dans la ruelle. Notre camarade est encerclée. L'homme grand et costaud s'adresse à elle en disant : « Bonjour _, je suis un agent du Service de police de la Ville de Montréal. Vous êtes en état d'arrestation, nous avons un mandat contre vous. Vous devez nous suivre. » Et notre camarade de répondre : « Mais vous êtes qui vous? C'est quoi votre mandat? Pourquoi vous m'arrêtez? Vous m'amenez où? » pendant que le policier en civil lui passe les menottes en pleine rue. Notre camarade crie à tue-tête en espérant se faire entendre par les passant.es. Deux minutes plus tard, elle est dans la fourgonnette, en route vers le Centre Opérationnel, accompagnée de deux policiers en civil qui refusent de lui expliquer les motifs de leur mandat d'arrestation. En fait, ils l'ignorent complètement.

Au Centre Opérationnel Est, les policiers semblent être confus quant aux motifs du mandat d'arrestation. Notre amie téléphone à son avocat, qui tente d'éclaircir la situation. Tou.te.s deux sont stupéfait.es puisque son dossier est à jour.

Enfin, les policiers révèlent les motifs du mandat. Il s'agit d'un mandat relevant d'une absence à la cour lors d'une comparution qui devait avoir lieu un mois et demi plus tôt, soit le 31 janvier 2012, pour un bris de condition bidon advenu le 12 septembre 2011. Notre amie et son avocat ignoraient tous deux l'existence de ce supposé rendez-vous à la cour. C'est pourquoi elle ne s'était pas présentée. Suite à son absence à cette supposée date de cour, un mandat d'arrestation fut lancé contre elle, le 3 février 2012. (Nous sommes désolés pour l'ambiguïté des détails … notre amie désire ne pas exposer trop ouvertement son dossier judiciaire).

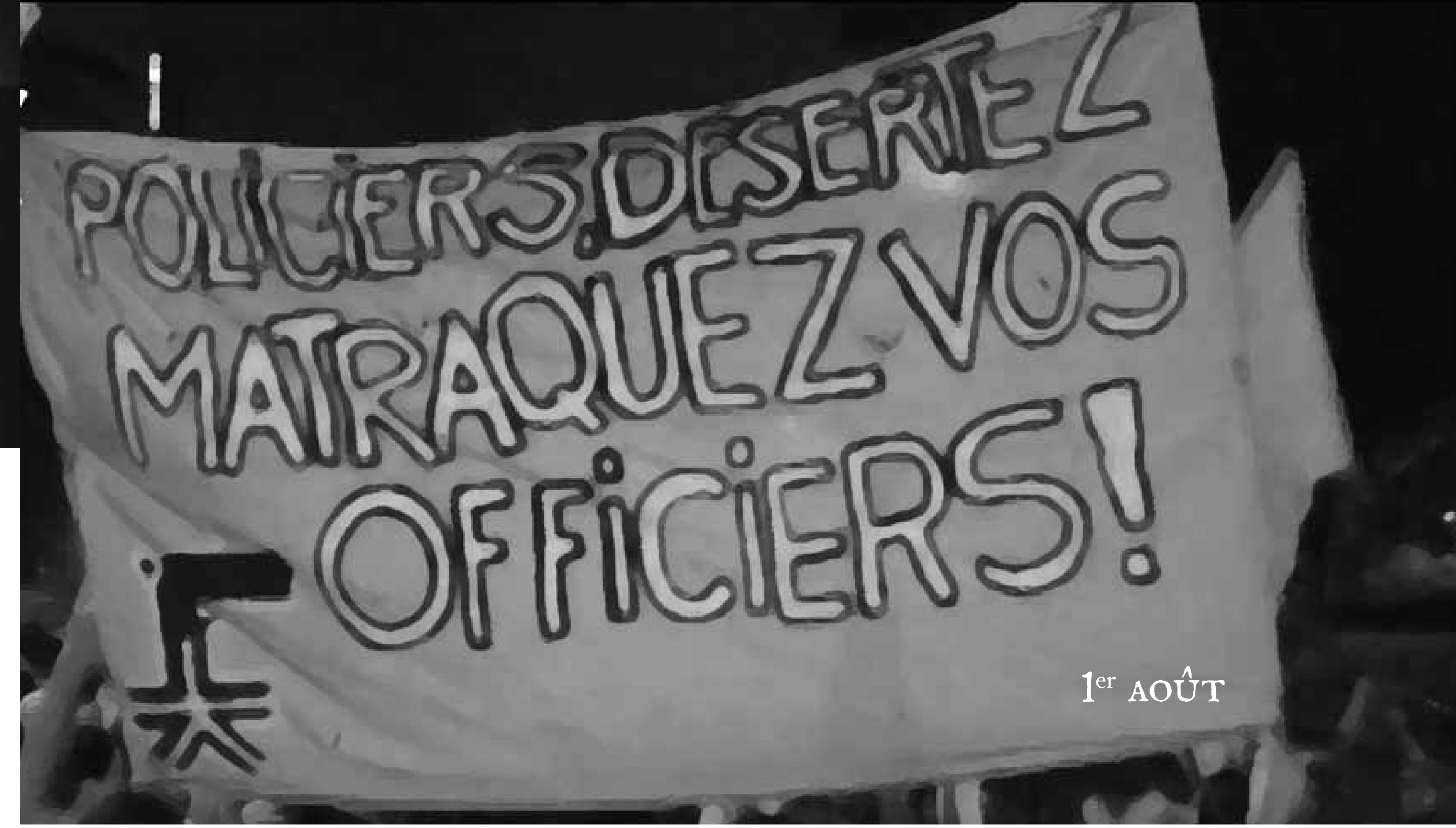
Un mois et demi passe et c'est le 15 mars, journée internationale contre la brutalité policière, que ce mandat sera utilisé.

C'est en rencontrant l'enquêteur chargé d'élaborer les opérations de répression pour la manifestation du 15 mars que notre camarade a la confirmation que son arrestation est liée à l'événement.

L'homme en question s'appelle l'enquêteur D'Amour (ou L'Amour). Se ventant d'avoir 28 ans d'expérience dans la police, ce salaud dit être responsable du dossier de la manifestation du 15 mars 2012. Il confirme à notre amie que les arrestations ciblées feront partie de la stratégie de répression du 15 mars de cette année. Ainsi, ces connards attendaient cette date pour utiliser leur mandat contre notre amie. (Un mandat obtenu légalement, mais absolument pas nécessaire dans le contexte et qui fut expressément utilisé dans le but d'intimider notre amie.) Le lendemain matin, le 16 mars, notre amie est amenée à la cour municipale, où un juge la fait libérer avec une promesse d'être présente à toutes ses dates de cour.

Selon notre compréhension, les voitures de police en civil étaient stationnées devant la demeure de notre camarade, attendant qu'elle sorte pour la suivre. Nous savons aussi qu'il y a d'autres lieux / personnes qui se font suivre, surveiller, prendre en photos. Sans vouloir alimenter la paranoïa, nous tenons à partager cette expérience afin que chacun.e reste vigilant.e. Ces connards n'ont rien de mieux à faire que de nous épier dans notre quotidien. Qu'ils aillent se faire foutre.

Cette scène était digne d'un film d'Hollywood. À notre connaissance, il y eut d'autres arrestations ciblées, mais aucune dans ce genre. Il est donc extrêmement important de faire circuler cette information, car cette situation est assez inquiétante. Ces salauds de flics doivent savoir que leur stratégie d'intimidation ne nous impressionne pas et qu'ensemble, nos cœurs solides sont plus forts que tout.



LE PAVÉ
Journal révolutionnaire contre la récupération électorale

Un « journal mural » qui a été affiché massivement durant la période qui a précédé les élections.

Ils sont « monsieur et madame tout le monde », « le payeur de taxe » et « les gens des régions » et, en dépit de leur anonymat, ils savent que le pouvoir corrompt, que les boss s'en mettent plein les poches, que la planète se meurt, qu'ils travaillent trop. Ils savent que des élections vont reconduire l'apparence de légitimité qu'il faut au pouvoir pour continuer à les exploiter.

LEURS LOIS, SPÉCIALES OU PAS, ON S'EN CRISS!

Sans surprise, on constate qu'une nouvelle échéance électorale s'annonce. Voilà une stratégie d'envergure de l'État pour récupérer la grève, parce qu'elle pourrait devenir de plus en plus féroce, voire révolutionnaire! On fait croire habilement à l'électorat que c'est lui qui choisira l'issue de la crise. C'est bien le moment pour les politiciens de ressortir leurs grands discours, de s'annoncer comme les sauveurs-gestionnaires de la crise et de gagner du capital politique. Ceux-là prétendent représenter les aspirations des gens en les dictant.



Soyons sincères : aucun politicien ne pourra jamais rendre même le centième de la liberté et de la solidarité vécues durant un mouvement de grève. Les compagnon.nes commencent à peine à se reconnaître, à partager la complicité qui leur permet enfin de se rencontrer et de se questionner pour devenir maîtres de leurs propres vies. Plusieurs camarades, refusant de se soumettre, ont choisi un destin qui ne s'accorde pas avec les désirs de richesse, de domination et de contrôle des ennemis. Comme d'habitude, les politiciens lancent des messages insécurisants et ils sèment le doute quant à la capacité des rêveurs à produire leur existence autrement, ou quant à l'habileté à créer d'autres formes d'éducation qui ne passeraient pas par l'État, par exemple.

C'EST DANS LA RUE QUE ÇA SE PASSE!

Brève sur la 100e manif nocturne du 1er août à Montréal

Le gouvernement a annoncé officiellement ce que tout l'monde savait déjà, mais c'est la rue qui a parlé en cette première journée du déclenchement du cirque électoral ; les politicailleries ne démobiliserons pas, au contraire…

7 voitures de flics vandalisées

D'après les médias d'abrutissement de masse, le 11 juillet dernier, un camarade aurait été arrêté après avoir vandalisé 7 voitures de flics du poste 35 dans Rosemont. Il aurait brisé les pare-brise et peint « ***fuck the police*** » en rouge.

G20: À Saint-Jérôme un camarade est condamné à 7 mois de prison

Nous apprenons aussi par leurs médias qu'à Saint-Jérôme, le juge Valmont Beaulieu a condamné un camarade à sept mois de prison ferme pour des accusations reliées au G20 à Toronto en 2010.

Charles Bicari a été condamné après avoir plaidé coupable à des accusations de méfaits, de vol, de port de masque avec intention criminelle, de nuisance publique et de mettre en danger la sécurité du public pour avoir fait voler en éclats les vitres de deux voitures de flic, deux vitrines de commerces et d'un guichet automatique avec un marteau.

Quelques déclarations du juge :

« Les tribunaux doivent faire preuve de sagesse et de prévoyance. Ils n'ont pas à attendre que des personnes décèdent ou soient blessées ou que des meubles ou immeubles soient détruits pour dénoncer la violence inacceptable des manifestants non pacifiques. »

« Ces crimes de cette nature ne peuvent être traités comme s'il s'agissait de banales incivilités, de simples désordres publics, absence de contrôle spontanée due aux actions des autres, ou une réponse exagérée à une injustice sociale que l'on veut dénoncer… Aucun tribunal n'a besoin d'une preuve d'expert pour comprendre que les casseurs appellent les policiers à intervenir en grand nombre dont le coût est payé une fois de plus par les travailleurs. À cause des délinquants, l'image de notre démocratie et du pays est déformée… »

On voit bien qu'à chaque fois que ceux d'en haut tentent de démobiliser les gens, à coups de matraque, de bombes et de balles de plastique, de règlements et de « lois spéciales », ou en les noyant dans le show médiatique comme avec ces nouvelles élections ; la rue revient toujours.

Dans une ambiance de fête, des milliers de personnes ont pris la rue mercredi soir pour la 100e manif de nuit consécutive, la plus grosse depuis le Grand Prix. Arrivant de plusieurs quartiers par petits groupes (plusieurs organisés à partir des Assemblées populaires autonomes), la foule est partie du parc Émilie-Gamelin vers 21h pour entamer une autre manif déjà déclarée illégale. La manif a pris de l'ampleur à mesure qu'elle avançait.

Comme d'habitude, les flics n'ont pas hésité à attaquer la foule avec matraques, gaz et bombes. Plusieurs personnes portaient des foulards malgré la chaleur et plusieurs personnes adoptant la tactique black bloc étaient visibles. Vers 22h30, les flics braillaient déjà dans un mégaphone pour que la manif prenne fin.

Pendant la soirée, le mobilier urbain s'est retrouvé dans la rue. Des voitures du SSPVM ont été vandalisées. Des confrontations avec les flics ont eu lieu, dont l'encerclement d'une escouade d'antiémeute par une foule gueulant « ***fuck the police!*** ». Des vitrines de l'édifice du bureau du premier ministre Charest ont été fracassées. Tout ce, au milieu de feux d'artifice et de slogans anti-flic et anti-gouvernement.

Selon la police, il y aurait eu 17 arrestations au cours de la soirée, dont 11 en vertu de règlements municipaux et 6 autres ont donné lieu à des accusations criminelles.

Nous avons aussi appris à travers les médias qu'au début de la soirée, une voiture a foncée sur un manifestant pour ensuite prendre la fuite. Le blessé a été transporté à l'hôpital.

En solidarité avec tou.te.s les arrêté.es et avec celles et ceux en confrontation avec le Pouvoir et leurs chiens ; la lutte continue!

Manifeste du CARRÉ NOIR

De la récupération et de l'infiltration

Nous sommes étudiant.e.s. Nous sommes travailleuses et travailleurs. Nous sommes chômeur.e.s. Nous sommes en colère. Nous ne récupérons pas une grève. Nous sommes dans le mouvement depuis le début. Une de ses formes au même titre qu'une autre. Nous ne sommes pas des extrémistes, nous avons une critique radicale de cette société qui est la nôtre. Nous n'infiltrons pas les manifestations, nous aidons à les organiser, nous les rendons vivantes. Nous ne sabotons pas la grève, nous en sommes partie intégrante, nous aidons à l'organiser, nous faisons battre son cœur.

Nous sommes organisé.e.s pour lutter contre ce système violent et oppressif. Nous croyons que la violence du système qui attaque des classes économiques et des populations entières justifie l'usage de la violence qui cible du matériel et des agents politiques que sont les flics. Nous nous drapons de noir pour tenter d'échapper à la répression d'un système qui a fait ses preuves d'intolérance à l'égard de la contestation (Toronto 2010, Montebello 2007, Québec 2001, 15 mars de tout temps, 7 mars 2012, etc). Nos drapeaux noirs s'opposent aux fleurdelisées dont les symboles – le roi et l'église – nous horrifient. Le black bloc n'est pas un groupe. C'est une tactique, une tactique qui oppose obéissance docile aux normes et aux lois, à la désobéissance civile et à l'action directe.

De l'opinion publique et du mythe de l'unité

Les radicaux.ales s'opposent dans la grève présente aux « imagistes » qui se revendiquent du pacifisme. L'opinion publique, qui oriente la façon dont ces derniers agissent, est une chimère. Notre champ de bataille se situe dans la rue, dans les assemblées générales, dans les bureaux occupés, dans les milieux libérés, pas au sein des médias. Nous dénonçons l'illusion que les choses peuvent être changées sans perturbation.

Nous opposons le principe de la solidarité au mythe de l'unité qui sévit dans l'imaginaire de nos contemporain.e.s – les intérêts des Québécois.e.s ne sont pas uniques et homogènes. L'unité d'un mouvement est-elle vraiment souhaitable? Ne prend-il pas sa force justement dans le fait qu'il soit diversifié, que certain.es soient prêt.es à prendre plus de risques et à se protéger en conséquence?

De la violence et de la non-violence

Nous croyons qu'il y a une gigantesque différence qualitative entre la violence envers des objets et celle envers des êtres humains. Au risque de nous répéter, nous nous attaquons à des objets. C'est un geste politique et symbolique. Ce faisant, nous nous exposons à une violence beaucoup plus grave : le matraquage, le gazage, la judiciarisation, le fichage par GAMMA et maintenant la répression interne. Par principe, nous rejetons l'utilisation de la violence contre des individus. Par contre, nous considérons que ce principe ne s'applique pas à un individu armuré, qui est prêt à frapper violemment d'autres personnes simplement parce qu'il en a reçu l'ordre.

Si on regarde un peu dans les livres d'histoire, il est plus que facile de voir que le vandalisme a toujours été une arme légitime utilisée par les mouvements sociaux, suffragettes, syndicats, minorités racisées, peuples autochtones, etc. Aucun gain social n'a été acquis sans perturbation. Malgré la part décroissante de l'économie réelle dans le total de « l'argent créé », la propriété privée est encore la base sur laquelle est érigé le château de cartes du capitalisme et du néolibéralisme qui attaquent présentement l'accessibilité aux études et notre vie au quotidien. C'est à elle que nous nous attaquons.

16 mars 2012, Montréal.

Actions et confrontations



Ce qui suit est une chronologie partielle du mois d'avril à Montréal et du soulèvement propulsé par la grève étudiante.

5 avril – Des centaines de criquets sont libérés dans le HEC, la plus importante école en entrepreneuriat à Montréal.

12 avril – Une foule d'environ 800 jeunes défonce et saccage l'Université de Montréal en réponse à une injonction accordé à l'université contre les étudiant.es en grève, causant des dizaines de milliers de dollars de dommages dans 32 salles de classe, incluant des câbles internet coupés, des caméras de vidéosurveillance détruites et plus de 20 litres de peinture blanche renversés sur l'amphithéâtre. Un bélier improvisé est utilisé par une foule pour tenter de briser la porte du bureau du recteur.

Le soir, au centre-ville, une foule défonce des vitrines de banques, vandalise une auto de flics et leur lancent des projectiles.

13 avril – Le bureau de la Ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, est saccagé. En plus de briser les vitres et de renverser le mobilier et les classeurs, les vandales trouvent du vin et s'en versent des verres. Le lendemain, une personne est arrêtée et gardée en détention avant d'être relâchée quelques jours plus tard avec assignation à domicile.

15 avril – Pendant la nuit, les fenêtres de quatre bureaux de ministres sont brisées et des graffitis y sont inscrits sur les murs. Il s'agit des bureaux du ministre de la Justice, Jean-Marc Fournier, de la ministre responsable des Aînés, Marguerite Blais, du ministre des Finances, Raymond Bachand et de la ministre du Travail, Lise Thériault.



16 avril – Des sacs de briques sont laissés sur les rails de 3 stations de métro, interrompant ainsi le service.

18 avril – Vers 7h30, une bombe fumigène dans le métro interrompt le service sur la ligne verte.

19 avril – La manif-action « Shutdown centre-ville » bloque les accès de l'hôtel Omni et de la tour CIBC, dans laquelle se trouvent les bureaux du Conseil du patronat du Québec, de l'Institut économique de Montréal et de la Jeune Chambre de commerce de Montréal. Des bombes de peinture rouge sont lancées sur des voitures de police. Du mobilier et des sacs d'ordures sont lancés dans la rue. Deux personnes sont arrêtées.

20 avril – Divers groupes, dont des étudiant.es en grève, perturbent le Salon de l'emploi du Plan Nord et une émeute éclate dans le centre-ville. D'intenses combats de rue avec les flics suivent et plusieurs vitres sont brisées, dont celles du Centre de Commerce Mondial de Montréal, du Palais des congrès (le principal centre de conférence), du monopole médiatique Québécor, de diverses banques et d'une douzaine de voitures de police. *(voir Plan Mort – Émeute dans le centre financier de Montréal, p.21)*

21 avril – Une autre perturbation du Salon de l'emploi du Plan Nord se termine avec l'arrestation massive d'une centaine de personnes. Le Salon est quand même annulé pour une deuxième journée de suite.

22 avril – En début de matinée, des bombes de peinture sont lancées contre la façade de SNC-Lavalin au 455 René-Lévesque Ouest (une énorme société d'ingénierie qui reçoit entre autres des contrats militaires, qui construit des prisons à travers le monde et qui a aussi construit la fameuse clôture de 10 millions de dollars qui servit pour le G20 à Toronto).

C'est déjà assez navrant de voir une foule de milliers de personnes rester impassible devant l'arrestation de camarades. Veut-on vraiment passer de la passivité à la collaboration pure et simple?

Des flics infiltrés, y'en a déjà pleins nos manifs. On a pas besoin de venir grossir leurs rangs!

C'est une posture valable de simplement faire partie de la foule qui protége les camarades. Les pacifistes sont pas-si-flics quand ils ne sont pas collabos.

Ne tombez pas dans le panneau, ne jouez pas le jeu de l'État, y'a moyen d'être pacifiste sans être paci-flic!



Québec: Revendication du sabotage sur une voie ferroviaire

Une voie ferrée d'importance a été sabotée ce mercredi 13 juin au soir, dans un secteur rural près de Farnham, Qc, en réponse à l'appel de la CLASSE pour des actions nationales contre la Conférence de Montréal, du « Forum Économique International des Amériques », un meeting de gros gangsters corporatistes.

Le système de signalisation a été déclenché en sabotant une boîte électrique contrôlant les signaux de train à une intersection, provoquant une éventuelle suspension de la circulation des trains sur cette voie durant quelques heures. Ce lieu a été soigneusement choisi, non seulement à cause de la facilité de la tâche, mais surtout l'importance de la marchandise qui y circule, notamment beaucoup de sale pétrole provenant des sables bitumineux de l'Ouest, avant que cette voie unique ne se sépare vers des destinations comme le techno-parc de Bromont, Sherbrooke et plus loin vers la Nouvelle-Angleterre.

Ce n'était qu'un début. Il y a de nombreux autres flux cruciaux au fonctionnement de ce système d'oppression et sa marchandise sacrée, et nous promettons de recommencer, et frapper des cibles qui feront toujours plus mal. Vu notre nombre indéterminé (ce n'est pas un « comité invisible » pour rien), il est fortement recommandé que chaque grév-iste et sympatisant.e s'y mette aussi la main à la pâte, seul.e ou en groupe, car nous ne croyons pas que des manifs bien gentilles seront suffisantes pour perturber le système des « osties de crosseurs » et créer un rapport de force suffisant pour faire plier le Pouvoir. Et la preuve est là… des mois de grève, et malgré nos bons coups et grandes réussites, surtout face au despotisme judiciaire-policier, le gouvernement se fout toujours autant de nos revendications, et les flics s'en prennent maintenant à des dissident.e.s comme à de dangereux criminels. Nous sommes sous une dictature, car ce qui est un haut crime, maintenant, c'est la liberté.

De laisser son train rouler – celui qui lui permet de tirer profit de son exploitation dévastatrice – c'est de collaborer dans le silence. Assez de cette soumission de merde! Ça ne peut plus continuer comme ça. La société techno-industrielle, parce qu'elle intoxique le vivant, doit être forcée à l'arrêt, sinon c'est elle qui nous forcera dans l'hécatombe. Fukushima n'a été que le premier signe de la catastrophe en cours. Nous voulons nous assurer que les capitalistes paient pour ces abus. Peut-être la facture n'a pas été assez salée pour eux, mais nous pouvons y ajouter notre grain de sel.

Le sabotage n'est pas une tactique avant-gardiste ou du vandalisme infantile, et ce n'est pas non plus de la provocation de la part de « casseurs étrangers au mouvement », comme ces sales flics nous crachent aux oreilles (qui est assez stupide pour encore les croire ?). Le sabotage a été par le passé un recours tout à fait rationnel et légitime, renforcissant toutes les grèves qui ont changé l'histoire. Face à une machine qui ne discute pas, qui impose ses conditions par le dictat, le sabotage est une des façons de communiquer sa révolte en la joignant à d'autres, tout en imposant ses propres conditions aux escrocs au pouvoir ; qu'ils marchent, ou que leur système crève!

Ce petit geste de résistance au train du capitalisme industriel – qui est maintenant devenu hors de contrôle – a été commis en solidarité avec tous-tes les arrêté.e.s en relation à la semaine du Grand Prix – où la Police se mit au service de Bernie Ecclestone, riche et fasciste notoire – en particulier pour Mathieu Girard, brutalement arrêté et détenu durant les funérailles de sa sœur (condoléances, camarade) et Andrea Pilote. Nous ne les connaissons pas, mais nous sentons profondément solidaires avec ces deux camarades victimes de violence policière. Comme avec les gens de la Fédération Anarchiste Informelle (FAI) d'Europe et d'Amérique du Sud, et les peuples autochtones de partout, en lutte pour le respect de leurs terres.

– Du Comité invisible pour la Fin de leur Histoire

DU PACIFISME...
Retour sur quelques idées reçues

« Le pacifisme, ça marche »

Les luttes pacifiques de Gandhi ou Luther King s'inscrivaient à l'intérieur de contextes où des actions plus radicales s'effectuaient et sans lesquelles rien n'aurait abouti. Quant à la prétendue 'Révolution Tranquille' du Québec, elle n'était pas tranquille du tout : c'est le pouvoir qui voudrait qu'on pense que le Québec progressiste est fondé sur une culture du changement social sans violence.

« La ministre négociera quand la paix sociale sera rétablie, lorsqu'elle trouvera des interlocuteurs sérieux, de bons élèves respectueux de l'État de droit et qui obéissent aux lois »

La ministre ne négocie pas par choix, mais parce qu'elle le doit, parce qu'un rapport de force l'y oblige, parce que nous persistons dans la lutte. Ses appels au calme trahissent simplement le fait que la situation est devenue, pour l'État, intenable. Il n'y a pas de paix sociale à rétablir, ni à maintenir, pas d'État pacifique lorsque la légitimité de ses décisions est remise en question. Notre mobilisation en est la preuve : nous répondons à une attaque à l'éducation, l'État nous envoie ses chiens de garde.

« L'opinion publique est le nerf de la guerre : l'objectif est de gagner à notre cause 'les gens à la maison', par l'entremise de médias neutres, pour faire flancher le gouvernement sous le poids des sondages. Pour cela, nous devons multiplier les actions créatives, considérer la manif parfaite comme celle où il ne se passe rien – et espérer que les médias en parlent. »

Mais voyez-vous le gouvernement flancher devant l'opposition générale aux gaz de schiste, au Plan Nord? Croyez-vous encore que Charest et ses ministres oeuvrent dans l'intérêt de la population plutôt que dans le sien et celui de ses « amis »? Quant aux médias, ce serait être naïf de croire qu'ils sont neutres et qu'ils cherchent avant tout à relayer fidèlement « notre message ». Il n'en restera toujours que ce qui, une fois traversé le filtre du bête sens commun, pourra aussi servir leurs objectifs de profit et de contrôle social. Et on voudrait remettre notre « victoire » entre leurs mains?

« Être gentil devant les flics « ça marche » : faire des signes de peace, scander « S'il vous plaît, tassez-vous » à une ligne antiémeute, leur dire « Bravo, merci, bonne nuit » après la manif, s'habiller en blanc et s'asseoir par terre pour ne pas être arrêté.e quand les boeufs nous rentrent dedans. »

Les dernières semaines nous ont rappelé que face à la foule, la police frappe sans discrimination : lorsqu'elle le décide, elle matraque, gaze et judiciarise sans égard à la soumission des personnes qu'elle rencontre sur son chemin. Si, par chance, le fait de s'asseoir par terre, de se vêtir de blanc ou d'huer devant les bureaux des Forces armées canadiennes aux vitres éclatées permet au pacifiste de sauver sa propre peau, elle mettra surtout en danger ceux et celles qui ne suivront pas son geste, que ce soit par conviction ou non.

« Si les flics interviennent, c'est la faute aux casseurs professionnels qui infiltrent les manifs »

D'abord, on ne gagne pas sa vie à faire partie d'un Black Bloc : il ne s'agit pas d'une profession, ni même d'un passé temps rigolo, mais bien d'une tactique qui s'accompagne d'une pensée politique. Ces « casseurs » sont bien souvent, d'ailleurs, des étudiants et des étudiantes avec qui vous partagez cours, jobs de merde, etc. Quoi qu'il en soit, qu'on soit d'accord ou non avec leurs actions, la police trouve toujours des raisons pour intervenir lorsqu'elle le souhaite, du moment où on représente une menace pour le projet politique auquel on s'oppose ou pour l'ordre normal des choses.

On ne dit pas que la seule bonne stratégie c'est de péter des vitres. Mais on avance que le pacifisme qui se manifeste généralement en ce moment représente surtout une posture morale superficielle et confortable. Elle n'est rien d'autre que la stratégie que le gouvernement désire qu'on adopte, pour bien que le mouvement se pacifie, se divise, se rende lui-même inopérant et contrôlable, cesse de représenter une menace réelle et se perde dans les marasmes de l'image, inoffensive.

LES PACI-FLICS
Veux-tu vraiment être...le Stool de la classe?

Il faut être naïfs et naïves pour ne pas se rendre compte de la stratégie ridiculement simple du gouvernement, celle de « diviser pour mieux régner », et céder à l'appel de l'Etat : « manifestant.es « pacifiques », super-citoyen.nes, faites preuve de civisme, dénoncez-vous entre vous! »

Ces derniers jours, on a vu des prétendu.es « pacifistes » tabasser une fille qui aurait brisé une vitre du bureau des forces armées, prendre des « casseurs » en photo pour les publier sur Facebook ou carrément pour les livrer aux flics.

Au nom de quel principe de non-violence frappe-t-on quelqu'un qui ne casse qu'une vitre, le livre-t-on à la police au risque non seulement de créer un climat de méfiance généralisée, mais, très concrètement, de mettre des camarades en cage?

Il faut prendre conscience que les arrestations mènent à la judiciarisation, qu'elles ont des conséquences désastreuses sur la vie des personnes que vous sacrifiez sur l'autel de votre bonne conscience.





Durant la nuit, neuf des dix fenêtres de l'édifice du *Journal de Montréal*, situé au 4545 Frontenac, sont brisées et « ***médias partout*** » est peint sur le bâtiment.

24 avril – Pendant que les « représentant.es » étudiant.e.s négociant avec le gouvernement appellent à ne pas faire « d'actions de perturbation », une manif a lieu pendant laquelle des voitures de police sont vandalisées et les vitres de la banque HSBC volent en éclats. Les manifestant.e.s crient « ***négocier, c'est se faire fourrer!*** ». Trois personnes sont arrêtées pour méfaits et « violation de conditions ».

25 avril – Vers 9h45, des bombes fumigènes interrompent le service une première fois sur deux lignes de métro et une deuxième fois, une heure plus tard sur une autre ligne.

Pendant une manif en après-midi, des bombes fumigènes sont lancées dans le Complexe Desjardins.

Le même soir, une émeute éclate dans le centre-ville pendant une manif massive de plusieur milliers de personnes. Plusieurs banques, un poste de police et un bureau des forces armées sont attaqués et plusieurs combats de rues ont lieu avec les flics. (voir *La révolution ne sera pas tranquille, p.27)*

Il est à noter qu'au cour de la journée, au Palais de Justice de Montréal, deux jeunes femmes comparaissaient devant un juge pour bris de conditions en lien avec les manifestations. Une d'entre elles, Emma, que les médias ont récemment lapidé, est relâchée avec promesse de comparaître. Elle est à nouveau arrêtée plus tard dans la journée alors qu'elle marche au centre-ville avec une amie en direction d'un bar. Des flics à vélo qui passaient par là la reconnaissent et décident de la harceler et de l'arrêter pour bris de condition. Elle n'est en train de briser aucune condition – elle n'a pas de condition disant qu'elle ne devrait pas être au centre-ville. C'est simplement l'État qui fait tout ce qu'il peut pour la faire chier. Le lendemain, elle comparait devant la juge et la couronne s'oppose à sa libération jusqu'à son enquête-caution. Elle est détenue à la prison pour femmes de Tanguay avant d'être relâchée et banie de Montréal le 30 avril.

27 avril – Avant 5h, dans le stationnement du poste de quartier 44 du SPVM, les pares-brise de six voitures de flics sont fracassés. Un graffiti est laissé sur un bâtiment administratif du SPVM non loin de là, ainsi qu'un autre sur une voiture de flic ; apparemment le mot « ***hausse*** ». Une personne est interrogée.

28 avril – Quelques 75 personnes se réunissent afin de dénoncer la répression politique et policière et en solidarité avec les détenu.es, défilant avec une banderole inscrite « ***pour un monde sans patrons, ni flics, ni prisons*** » jusqu'au centre de détention pour femmes de Tanguay. Des feux d'artifice sont lancés sur place avant que la manif se disperse.



Pour une excellente et complète chronologie de la grève, While the Iron is Hot, publié sur crimethinc.com



et la lutte continue...



Des foules bruyantes ont marché dans les rues du quartier des affaires en scandant des slogans anticapitalistes et antiflics. Une vitrine de l'UQÀM a été fracassée en soirée. Selon les policiers, deux personnes ont été arrêtées.

12 JUIN

D'autres otages de l'État remis en liberté conditionnelle

Au Palais de Justice de Montréal, Yalda, Zachary, Mathieu G. et Mathieu M. ont été remis en liberté sous conditions.

Yalda est accusée des saccages des bureaux de l'ex-ministre de l'Éducation Line Beauchamp et de l'Université de Montréal lors d'une occupation en avril dernier, ainsi que de voies de fait sur une photojournaliste du *Journal de Montréal* au Palais de Justice en mai. Zachary est accusé du saccage à l'Université de Montréal.

Yalda et Zachary ont été remis en liberté sous les conditions suivantes : verser un dépôt de 2000 $ et un engagement de 10 000 $, se rapporter à la police aux deux semaines, avoir en tout temps une copie de leur feuille de condition, s'abstenir de se trouver à moins de 300 mètres d'une institution gouvernementale, d'un cégep ou d'une université, respecter un couvre-feu de 22h à 6h, interdiction de se présenter au palais de justice à moins d'y avoir été convoqué et interdiction de participer à une manifestation déclarée illégale ou « non paisible ». Lors des manifestations « paisibles », ils ne pourront pas avoir de sac à dos ou se masquer. Dans le cas de Yalda, il lui sera en plus interdit de se trouver à moins de 500 mètres de la photojournaliste.

Mathieu G. et Mathieu M. sont accusés de méfait de plus de 5000 $, de complot et de déguisement dans le but de commettre un acte criminel en lien avec les sacs de briques lancées sur les rails de métro le 16 avril dernier.

Ils ont été remis en liberté sous diverses conditions. Entre autres, verser un dépôt de 2000 $, respecter un couvre-feu, interdiction de manifester, interdiction de s'approcher à moins de 300 mètres d'un métro, d'un cégep ou d'une université et interdiction d'entrer en contact avec quiconque possède un casier judiciaire ou fait actuellement face à la justice, sauf les membres de leur famille ou pour le travail.

Les accusé.es ont été applaudis à leur sortie et dehors, une foule s'était rassemblée pour les accueillir.

Solidarité avec tou.te.s les révolté.es dans la rue et dans les cages de l'État!
La lutte ne peut que continuer!



9 juin - jour 3 du Grand Prix

Les flics sont en grand nombre au centre-ville et dans le métro Berri. La ligne jaune menant aux courses de qualification de la F1 est bondée de flics, de deux à cinq par wagons, des dizaines sur les quais. Le profilage politique est systématique. On arrête, interroge et fouille les gens qui portent un carré rouge ou les personnes qui ont l'air moindrement jeune. Les hélicoptères bourdonnent toute la journée durant. Des agents sont postés sur des toits du centre-ville.

Quelques manifestations ont eu lieu pendant la journée, mais c'est la 47e manif de nuit qui a fait baver les flics. Malgré l'antiémeute qui bloquait systématiquement toutes les rues vers Crescent, plusieurs centaines de personnes ont réussi à se faufiler rapidement entre les véhicules sur Sainte-Catherine pour finalement atteindre Crescent où des affrontements finissent par éclater : les clôtures sont arrachées, les flics poivrent. La foule est dense au centre-ville et les centaines de flics armés de gaz, bombes et balles de plastiques du SPVM et de la SQ perdent rapidement le contrôle des groupes qui, se dispersant et se regroupant tout au long de la soirée, paraissent se muer constamment de touristes curieux en manifestant.e.s enragé.e.s et vice-versa.

L'air devient vite lourd de gaz et on peut voir les méchant.e.s-casseurs/casseuses-masque.é.s-plein.e.s d'intentions criminelles aider plusieurs personnes affectées par les gaz comme ça s'était vu dans les smogs de gaz de Victoriaville. Plus la soirée avance, plus les escadrons d'antiémeute semblent totalement désorganisés, se croisant en sens contraire, allant dans n'importe quel sens. Des panneaux, clôtures et conteneurs ont été renversés dans la rue. Plusieurs autopatrouilles ont été vandalisées et des vitrines ont été fracassées. Un hôtel a été attaqué après que les flics y ont trouvé refuge avec une personne arrêtée. Les affrontements ont duré jusqu'à environ 1h00 du matin. Le bilan des porcs est de vingt-huit arrestations dont quatorze avec charges criminelles.

10 juin - dernier jour du Grand Prix

L'intensification de l'État policier

Encore plus que la veille, les flics sont déployés (à pied, en cheval, à vélo, en auto, en hélicoptère et en bateau) au centre-ville, dans le métro et sur les îles Sainte-Hélène et Notre-Dame où se déroule la course de F1. Le profilage est encore plus intense et systématique que la veille. Sur les îles Sainte-Hélène et Notre-Dame, les gens sont fouillés de force à la sortie du métro et les gens se font expulser des parcs plus ou moins près de la piste et renvoyer vers le métro. Là, les personnes qui portent un carré rouge ou quelques vêtements noirs sont arrêtées, fouillées et interrogées, pour ensuite être expulsées ou gardées en détention sans accusation pendant des heures dans des autobus nolisés ou des cellules. Les flics désignent et arrêtent aléatoirement des personnes qu'ils disent avoir vues dans une manifestation ou qui leur semble avoir un « comportement suspect ». La Démocratie s'expose maintenant pleinement et sans scrupule en tant que ce que nous avons toujours sut qu'elle est : la même vieille merde qui étend son contrôle totalitaire au nom des intérêts immédiats d'une élite crasse par la doctrine de la sécurité.

Les flics ont déclaré que trente quatre personnes ont été arrêtées et qu'une quarantaine de personnes ont été expulsées des îles pendant la journée, mais, d'après les témoignages, le nombre est sans doute beaucoup plus élevé (on présume que peut-être des centaines de personnes ont été expulsées des îles et du métro ou détenues provisoirement sans recevoir d'accusation). Une femme rapporte qu'elle a été expulsée du métro pour avoir lu des passages du roman *1984* dans un wagon de métro et qu'elle a ensuite passé plusieurs heures dans une cellule sans accusation, pour avoir osé retourner prendre le métro.

Des manifestations ont encore une fois défilé dans les rues jusqu'en soirée. Des centaines de personnes se sont réunies pour la 48e manif de nuit consécutive. Pour une quatrième soirée de suite, des affrontements ont éclaté. Des balles de peinture ont été lancées sur des véhicules de flics et des vitrines ont été fracassées dont celle de la Caisse de dépôt et placement du Québec alors qu'une bande de déchets parasitaires, dont le gouverneur de la Banque du Canada et le président de la Banque de France, se trouvait à l'intérieur pour une réception.

Les flics rapportent 12 arrestations pendant la soirée dont trois avec des charges criminelles.

11 juin

Un jeune homme, Mathieu G. a été arrêté sur l'autoroute alors qu'il était en route avec sa famille pour les funérailles de sa sœur. Il a aussitôt été amené en détention ce qui l'a empêché de se rendre aux funérailles avec sa famille. Il a été arrêté en lien avec les arrestations du 6 juin.

Au Palais de Justice de Montréal, deux des arrêté.e.s du 6 juin, Simon et Xavier, ont été remis en liberté sous conditions.

Début du Forum économique international des Amériques

Plusieurs rassemblements sous haute surveillance policière (SPVM et SQ) ont eu lieu en marge du premier jour du Forum économique international des Amériques où se rencontrent quelques-unes des pires merdes de la planète pour parler de comment ils vont faire pour tou.te.s nous violer encore plus intensément.



Plan Mort - Perturbation du Salon de l'emploi du Plan Nord et émeute dans le centre financier

Aujourd'hui, le 20 avril, débutait le Salon de l'emploi du Plan Nord au Palais des congrès. Deux manifestations appelaient à perturber le déroulement de cette opération de propagande du gouvernement où, entre autre, le premier ministre Charest venait faire son petit numéro de promotion du mégaprojet industriel de destruction d'un des rares endroits de la planète où il reste encore des espaces sauvages.

Une manif appelée par la CLASSE a rassemblé au parc Émilie-Gamelin plus de 1000 personnes qui se sont ensuite dirigées vers le Palais des congrès. Vers midi, malgré tout le dispositif de répression déjà déployé, un groupe a réussi à entrer au rez-de-chaussée du Palais des congrès par un stationnement intérieur et a tenté d'atteindre le deuxième étage où se déroulait le Salon. Les flics ont poussé quelques manifestant.es dans les escaliers et une confrontation s'en suivi au moment où Charest devait faire son clown. Les flics ont finalement réussi à repousser les gens à l'extérieur. Plus tard, après avoir été retardé par les événements, Charest a fini par prononcer son discours avec une introduction qui fait maintenant les manchettes : « À ceux qui frappaient à notre porte ce matin on pourra offrir des emplois... dans le Nord... autant que possible. » Le voile de l'hypocrisie politicienne s'amincit, non pas à cause de la déjà plus qu'évidente farce plate qu'est la démocratie, mais parce que nous voyons assez clairement ce que le « Nord » représente dans l'esprit du porte-parole des rapaces : un endroit éloigné dont ils se sentent détaché, qu'ils s'en crissent ben de ceux et celles qui s'y trouvent et ce qui s'y passe, tant que ça continue de gonfler leurs comptes bancaires. On pourrait bien y construire des goulags tant qu'à y être.

Pendant ce temps, une autre manif appelée par plusieurs groupes sur des bases anticoloniales, anticapitalistes, écologistes et écoanarchistes rassemblait quelques centaines de personnes au carré Phillips et s'est arrêtée à plusieurs endroits impliqués dans le pillage et la destruction du Nord, notamment devant les bureaux d'Hydro-Québec où un groupe de femmes Innues s'était mobilisé pour rappeler l'assaut colonial de l'État et de ses institutions contre leurs communautés.

Lorsqu'on a su que ça brassait déjà au Palais des congrès, une partie de cette manif s'est scindée pour apporter du renfort. Là-bas, alors que des gens se trouvaient massés devant une des entrées du Palais des congrès, un jeune qui se trouvait près de la porte s'est fait gazer à bout portant, peu après, la foule répondait en lançant des bombes de peintures et en faisant éclater les portes. Une escouade antiémeute est arrivée pour disperser la foule et les batailles de rue ont commencé. Pour le reste de la journée des groupes mobiles (dont plusieurs étaient cagoulés) ont attaqué le Palais des congrès et le secteur économique de Montréal par vague et ont foutu la merde autour en érigeant des barricades avec tout ce qui se trouvait, bombardant les flics avec des pierres, les faisant reculé à plusieurs reprises, les flics tirant des balles de caoutchouc et lançant sans arrêt leurs nouvelles grenades assourdissantes. Le bilan officiel de la police fut dix-sept arrestations et six blessés dont quatre flics, mais nous croyons fortement que le nombre de personnes blessées est beaucoup plus haut vu le niveau d'armement et la force brutale utilisé toute la journée. Le Salon a finalement été annulé dans l'après-midi, mais déjà depuis midi personne ne pouvait y accéder. La perturbation fut un succès.

Pendant la journée, il eu des graffitis, des attaques sur une dizaine d'autos de flics et des médias, sur des caméras de surveillance dans les rues et plusieurs endroits ont vu leurs vitrines voler en éclats, notamment le Centre de commerce mondial de Montréal qui a été attaqué sur trois façades, ainsi que des banques et des hôtels de luxe. La foule se réjouissait quand les vitrines se faisaient péter et a scandé à quelques reprises ; « ***c'est pas des pacifistes qui vont changer l'histoire ! on pitche des pavés pis on brûle des chars !*** » L'esprit de combat était clair.

L'expérience du déchainement incontrôlable des foules dans les rues face à un ennemi aussi brutal que l'État, le Capital et leurs mercenaires, ce moment où nous reprenons nos propres vies, où nous nous libérons du moralisme, de la peur et des identités qu'on nous impose, ça ne s'arrête pas autour d'une table de négociations, ça n'est pas le début d'un mouvement ni ne meurt avec un mouvement : ***C'est être vivant, libre et sauvage !***

Il y a presque 40 ans que le slogan « No Future » devenait le porte-étendard d'une génération, maintenant c'est celui de la planète. Le monde qu'on nous impose est en déchéance, c'était pas fait pour durer, et pendant qu'ils accumulent ce qui reste, pendant leur dernière grande vente de liquidation, leur dernier grand pillage, pendant qu'on se fait acculer, enculer contre le mur, pendant qu'ils nous veulent paralysé.es par le traumatisme du viol généralisé qui se déroule, même après ces siècles de domestication imposés par la force partout sur le globe : ***Nous savons encore mordre !***







Perturbation du cocktail d'ouverture et des festivités du Grand Prix

Pendant toute la journée, le SPVM, la SQ ainsi que des services de sécurité privée ont été déployés massivement dans le centre-ville et dans le quartier Petite Bourgogne où se tenait le luxueux cocktail d'ouverture. Des rassemblements de plusieurs centaines de personnes se sont formés en fin de journée et ont successivement tenté de s'approcher afin de perturber les événements quadrillés par les flics. Cela s'est soldé en des affrontements près du cocktail d'ouverture et plus tard près de la rue Crescent au centre des festivités du Grand Prix. À un moment, un groupe a été pris en souricière et les flics ont procédé à des arrestations arbitraires sur la foule encerclée. Plusieurs manifestant.e.s ont formé une chaine humaine pour tenter d'empêcher les arrestations et finalement les flics ont laissé la foule se disperser.

S'affrontant au gaz, matraques et bombes assourdissantes, les perturbations ont continué jusque vers minuit, avec des feux d'artifice et des feux de détresse tirés sur la police. Il y a eu 37 arrestations selon les flics.

8 juin - jour 2 du Grand Prix

L'état de siège par les forces de l'ordre continue en s'intensifiant chaque jour. Chaque jour plus de flics et chaque jour plus de profilage. Les personnes arborant le carré rouge sont interdites d'accès aux sites des festivités du Grand Prix. D'autres rassemblements ont eu lieu pendant la journée dont un contre la répression policière et en solidarité avec le Bahreïn.

Au palais de leur justice

Au Palais de Justice de Montréal, des six personnes, deux femmes et quatre hommes, ciblées lors de l'opération policière de la veille, cinq se sont fait refuser leur remise en liberté et une des jeunes femmes, Andréa, fut libérée sous conditions.

Xavier, Yalda, Simon, Mathieu, Andréa et Zachary – que nous nommons ici pour faciliter la solidarité et la compréhension de la suite de leur affaire – font face à différentes chefs d'accusations dont introduction par effraction, méfait de plus de 5000 $, vol de moins de 5000 $, déguisement dans un dessein criminel, complot, agression d'une photographe dans les couloirs du Palais de Justice, intimidation d'un membre du Parlement, voies de fait sur un flic et faire craindre un acte terroriste (ce dernier auquel font face également celles et ceux concerné.e.s par l'affaire des fumigènes).

2e soirée de perturbations des festivités

Pendant la soirée, des foules de plusieurs centaines de personnes se sont déplacées dans le centre-ville et plusieurs affrontements ont encore eu lieu jusque dans la nuit autour de la rue Crescent. Les flics ont gazé et tiré des balles de plastique en la présence de milliers de touristes sur un fond de musique pop, de néons et de voitures de luxe. Un groupe a même réussi à entrer sur Crescent et à défiler avec des casseroles en scandant des slogans anticapitalistes et antisexistes entre les Lamborghini et les jeunes femmes sexualisées faisant la promotion de diverses cochonneries. Il y a aussi eu quelques affrontements entre manifestant.e.s et douchebags fans de F1 pendant la soirée. Il y aurait eu douze arrestations selon les sbires du pouvoir, quatre avec charges criminelles.





Le spectacle commence

6 juin

Depuis le 6 juin, plus d'une cinquantaine de lettres contenant de la poudre blanche et un communiqué signé par les « Forces Armées Révolutionnaires Québécoises » ont été reçues dans plusieurs bureaux de ministres, dont celui de Charest, et d'autres députés du parti Libéral et de la CAQ, les deux partis ayant fait adopter la Loi 78. Les bureaux de plusieurs médias, d'entreprises et d'institutions capitalistes ont été ciblés aussi, causant des évacuations partout au Québec. Jusqu'à maintenant, les tests faits sur le contenu des lettres dont le communiqué prétend qu'elles contiennent de l'Anthrax ont révélé qu'il s'agissait chaque fois de bicarbonate de soude.

Extraits du communiqué
consulter dans son intégralité à fr.canoe.ca/sections/fichier/frq-1339021546.pdf
« Un spectre hante l'occident : le spectre de sa jeunesse...Ces derniers mois, nous avons vu qu'une fois mobilisée, la jeunesse était prête à se conscrire soldate et mourir pour la cause…J'en appelle à vous, résistants de la liberté à peine dégourdis, à former des commandos, des cellules et des attentes. Inspirez-vous de la guérilla et du terrorisme révolutionnaire.... »[1]

7 juin - jour d'ouverture du Grand Prix

Les manifestations se sont poursuivies tous les jours même si le Pouvoir rapporte que le « mouvement étudiant » s'essoufle après chaque manif. Les mobilisations massives qui se concentraient à Montréal ont laissé place à des foules plus petites, mais plus fréquentes et diffuses. Des assemblées populaires ont eu lieu dans plusieurs quartiers et celles et ceux qui perpétuent la confrontation avec le Pouvoir apprennent à se connaître. Avec la venue du Grand Prix de F1 et les menaces de perturbation qui se sont intensifiées de nouveau, l'État policier voulait envoyer un message clair : « On vous a à l'oeil et on viendra vous chercher. »

Le spectacle commence : perquisitions et arrestations

Dès 6h00 le 7 juin, jour d'ouverture des festivités entourant le Grand Prix, les flics ont mené une série de perquisitions en lien avec les actions survenues dans le métro de Montréal, à l'Université de Montréal et au bureau de l'ex-ministre de l'Éducation Line Beauchamp. Onze personnes étaient visées par des mandats ayant été émis suite à l'enquête. Six personnes ont été arrêtées pendant la journée. Les médias, déjà parés pour le spectacle, ont mis l'accent sur l'une d'entre elles, Yalda, fille du député du parti gauchiste Québec Solidaire Amir Khadir, chez qui les flics cherchaient essentiellement des vêtements noirs.

[1] En tant qu'anarchistes, il devrait être clair que le discours usé de la guerre de partisans que scande la Gauche autoritaire appelant à l'avant-gardisme, à l'abnégation, au militarisme et la spécialisation, doit être évité et solidement critiqué, tout autant que le nationalisme qui l'accompagne souvent. Pour une critique classique de ces méthodes et idées, consulter *The Fullness of a Struggle Without Adjectives* ou *À couteaux tirés avec l'Existant, ses défenseurs et ses faux critiques*.

MON MEILLEUR 4/20!

COMPTE-RENDU DE LA PERTURBATION DE LEUR SALON

Tout le monde aime déclarer, chaque fois qu'un événement potentiellement intéressant s'est produit, qu'*un mouvement est né*. C'est un cliché qui ferme les yeux sur tout ce qui a mené à cet événement, sur les années de dur travail et de petites luttes qui ne frappent pas l'imagination autant que le verre brisé et les gaz lacrymogènes. Je suis donc un peu embarrassé d'avoir le sentiment, alors que j'écris ceci et que je suis à peine revenu à mon état d'esprit normal, que le vendredi 20 avril dernier a peut-être été le commencement d'un mouvement social *anticapitaliste* à Montréal d'une ampleur que je n'ai jamais vue depuis que j'habite ici.

Les questions de sémantique doivent être clarifiées tout de suite. Qu'est-ce qu'un mouvement social? Il n'est pas nécessaire de le définir précisément, mais un mouvement est une *force*. C'est dire qu'il a un impact. Un mouvement ne requiert pas d'unité idéologique. Ainsi, il est prudent d'affirmer que la différence clé entre un mouvement et toute autre chose, c'est son absence d'unité, ce qui peut (ou pas) être remplacé par la communication. C'est un mot que je remplace parfois par le mot *lutte*, probablement pour des raisons strictement esthétiques. Donc, quand je pense à Montréal, je pense au mouvement étudiant (ou à la lutte étudiante), à la lutte, souvent prometteuse, contre la police, aux mouvements en solidarité avec les Palestiniens et Palestiniennes, avec les peuples autochtones, avec Wikileaks, au mouvement pour le logement social et à bien d'autres. Par contre, aucun de ces mouvements, même lorsqu'il est rempli d'anticapitalistes (comme c'est le cas pour plusieurs d'entre eux) et même si leur rhétorique est anticapitaliste, ne répond aux critères d'un mouvement anticapitaliste – et ceci est tout aussi valable pour le mouvement qui émerge en opposition à l'austérité et aux coupures. Pour sa part, le mouvement étudiant en temps de grève est devenu une sorte de plateforme pour d'autres luttes, mais tout ceci n'aura été, à certains égards, qu'une occasion de nous écarter du vrai problème. Jusqu'à présent, chaque manif et chaque action étaient *à propos de* quelque chose. Le 20 avril, c'était à propos de tout.

Deux des trois manifestions qui ont débuté avant midi étaient *à propos du* Plan Nord, ce programme gouvernemental qui a pour objectif de transformer le territoire (encore vierge en grande partie, volé par les Britanniques aux autochtones et offert plus tard par le Canada au Québec) en un mégaprojet industriel d'une envergure comparable à celle des sables bitumineux albertains. Le Plan Nord est, avec le développement des gaz de schistes dans la vallée du Saint-Laurent, un plan pour rescaper l'économie capitaliste du Québec en évitant une crise du capitalisme pour au moins quelques décennies encore. Il représente la perpétuation et l'intensification du capitalisme industriel. C'est exactement le genre de perspectives d'avenir que nous devons combattre. Le fait que cette question soit tellement englobante, qu'elle affecte tous les aspects de notre société, n'est pas la raison pour laquelle les choses se sont passées de la façon dont elles se sont passées, mais ça explique pourquoi ce fut l'un des meilleurs combats que nous pouvions choisir pour intensifier la situation.

La manifestation endossée par la CLASSE, la plus combative des associations étudiantes nationales, fut la première à atteindre le Palais des Congrès, le grand centre de conférence qui accueillait le Salon du Plan Nord, foire d'emploi qui visait à mieux vendre les avantages économiques du projet au public et où le premier ministre lui-même était venu faire un discours. Il y eut plusieurs perturbations à l'extérieur. En fait, ce fut l'un des plus longs et féroces affrontements qu'on ait vu entre les « street fighters » (combattant.e.s de rue) et la police depuis longtemps. Le côté ouest du Palais, particulièrement à l'angle des rues Viger et Bleury, était l'endroit idéal pour permettre aux manifestant.e.s de reprendre et d'occuper les rues, causant par là un casse-tête pour la police. En allant vers l'ouest sur Viger à partir de cette intersection, la rue est bordée de chaque côté par un parc vide tout en béton avec une fontaine au sud et un stationnement sur une petite butte au nord. Chaque fois que la police est intervenue pour vider la rue, les gens se repliaient sur l'avenue Viger, mais aussi dans le parc ou dans le stationnement où les voitures offraient une bonne protection contre les balles de plastique. Il y avait trop peu de policiers antiémeutes et l'espace était trop vaste pour permettre un encerclement réussi. En tout et pour tout, ceci dura au moins deux heures.

À un moment, l'escouade antiémeute chargea pour nettoyer la rue, pour ce qui était probablement une troisième tentative, avant de se retrouver *elle-même* encerclée et bombardée par les manifestant.es qui lançaient tous les matériaux disponibles. Ce moment précis, où la police était entourée de toutes parts et visiblement effrayée, raffermit grandement notre moral, et ce même si nous n'étions ni assez nombreux-nombreuses ni suffisamment équipé.e.s pour les tenir captifs quand ils coururent désespérément se réfugier dans le Palais des congrès. Plus tard, alors que l'affrontement à cette intersection était terminé, une ligne



de flics sans armure et sans bouclier s'est enfuie du mieux qu'elle le put d'une foule enragée qui venait d'être aspergée de poivre de cayenne, gazée, attaquée à coup de balles de plastique et matraquée. Les flics se réfugièrent derrière une ligne d'antiémeute qui courait pour les rejoindre et repousser la foule. La manifestation se trouvait alors éloignée du Palais des Congrès, mais à proximité du quartier général de la police de Montréal. Des groupes de personnes ont rapidement réagi en se mettant à courir à travers le stationnement en brisant des vitres de voitures de police. Et tout cela à la vue de tous et toutes.

Il est en fait impossible de parler de tout ce qui s'y déroula, mais *Le Journal de Montréal* rapporte qu'au moins un cocktail molotov aurait été lancé aux forces de police, que plusieurs vitres de commerces auraient été brisées partout dans la ville, qu'il y aurait eu des graffitis et qu'au moins huit policiers auraient été blessés tout au long des événements de la journée. Au moins, une partie du vandalisme se produisit à quelques pâtés de maisons du Palais des congrès, avant que les affrontements ne deviennent vraiment intenses, dans une manifestation endossée par le groupe No One is Illegal contre l'apparition du ministre fédéral de l'immigration Jason Kenney à Montréal et l'intensification des contrôles frontaliers proposée par les conservateurs à Ottawa.

Il y a au moins deux importantes leçons stratégiques à retenir de ceci.

#1. Se cacher à travers les voitures dans un stationnement peut être une très bonne idée.

#2. Il n'est habituellement pas une bonne idée d'aller à ce genre d'événement la seconde journée. Même s'il n'y eut pas de destruction de propriété privée, l'intervention de la police contre les manifestant.e.s fut beaucoup plus intense durant la deuxième journée du Salon. La mauvaise température, tout comme l'intensité surprenante de la veille,



mencent, ce qui donne au SPVM (les flics locaux) et à la SQ (les flics provinciaux), le pouvoir d'utiliser des techniques de dispersion plus intenses, un niveau de force plus élevé et généralement plus tôt qu'auparavant.

Avant d'instaurer cette loi, ils ont éclaté des yeux, cassé des bras, brisé des mâchoires, et causé des comas mettant des vies en danger. Mais les gens sont encore dans la rue, jetant de l'asphalte aux policiers antiémeutes et construisant des barricades en feu…

LA GRÈVE

Pour contextualiser la situation, la grève – définie comme des étudiants refusant d'aller à l'école – a commencé au début de février alors que la plupart des cégeps de la province du Québec, ainsi que deux des plus grandes universités, ont voté cette grève. Grâce à une série d'assemblées générales massives, les syndicats étudiants et certaines facultés spécifiques de ces écoles ont maintenu leur décision de faire grève, chacune de ces organisations définissant leurs intentions et leurs objectifs. Pour certaines des associations étudiantes, la poursuite de la grève nécessita des renégociations semaines après semaine alors que d'autres ont voté dès le début leur participation à la grève générale illimitée et que d'autres encore ont voté la grève jusqu'à la gratuité scolaire.

Dans un premier temps, le gouvernement avait refusé de négocier avec les fédérations étudiantes, en insistant sur le fait que la décision avait déjà été prise. Il a fallu attendre jusqu'à la fin d'avril avant qu'un dialogue se produise, et ce, en grande partie suite à l'appel par le conseil exécutif de la CLASSE à une trêve unilatérale, sans consultation de ses membres. Cette trêve consistait à ce qu'aucune action ne prenne place au nom de la CLASSE alors que les négociations étaient en cours. Les négociations furent rompues lorsqu'une manifestation mouvementée qui n'était pas organisée par la CLASSE, prit la rue le 24 avril. Le gouvernement refusa de s'asseoir plus longtemps avec la CLASSE et les deux autres fédérations quittèrent aussi en solidarité. Qu'importe que le gouvernement ait agi en toute connaissance de cause et a voulu instrumentaliser la situation, ou bien qu'il ne s'y attendait pas et ait été stupide, il aurait dû être clair à ce moment que les fédérations de bureaucrates n'avaient plus aucun contrôle sur les gens dans les rues. La situation n'était plus simplement une affaire d'augmentation de frais de scolarité. Lorsque, deux semaines plus tard, les nouvelles négociations reprirent sur une proposition concrète en vue d'un accord, les membres des fédérations la rejetèrent. Il n'y a aucune raison de croire qu'il y aura d'autres négociations pour un certain temps. Cela laisse beaucoup moins de possibilités de récupération à la Gauche.



AUJOURD'HUI

Maintenant, le sentiment général dans la rue est que nous n'allons pas nous arrêter, nous ne nous ferons pas récupérer et nous ne voulons pas que cela finisse maintenant. Nous avons vu la situation se transformer à partir d'une grève limitée avec des objectifs réformistes à une révolte généralisée portant des aspirations révolutionnaires. La diversité des tactiques utilisées, les cris entendus pendant les manifestations et les types de cibles attaquées indiquent assez clairement que ce désordre dépasse largement la cause de l'augmentation des frais de scolarité. De nombreux moments ont été d'une beauté difficilement explicable. Nous n'abandonnerons pas à ce point.

Nous savons que vous ressentez quelque chose, mais nous désirons partager notre vécu avec vous. Nous savons qu'à chaque fois que l'un de nous va en prison, qu'un camarade perd son œil ou son oreille dans la rue parce qu'une grenade assourdissante lui éclate près du visage ou qu'il reçoit une balle de caoutchouc à la tête, il y en a tant d'autres qui éprouvent cette chaleur caractéristique de la vengeance prête à exploser. Connaissant la situation globale, sachant que les gens se rapprochent du point de rupture, non seulement ici, mais partout, il doit être mis de l'avant que ce qui se passe au Québec n'est pas exceptionnel. Ce qui s'est produit ici peut et doit arriver ailleurs. Tout ce que nous faisons a été inspiré par les révoltes et soulèvements qui ont pris place dans d'autres endroits. Si cette situation de révolte ne peut, d'elle-même, inspirer les perturbations sociales, alors elle s'éteindra rapidement.

C'est donc un appel à la solidarité, aussi sincère que notre espoir qu'un jour, vous vivrez aussi cela autour de vous. Ce besoin de propager l'expérience de Montréal, celle du Québec. Transportez-le dans vos villes et dans vos communautés comme il vous plaît, en utilisant toutes les méthodes et moyens à votre disposition.

Nos cœurs et nos têtes sont épuisés, mais nous continuons de sourire. Nous voulons voir cette grève se propager. Nous voulons voir ces bouleversements sociaux se généraliser. Quand les choses vont mal, il faut tout foutre en l'air.



La solidarité, c'est l'attaque

Appel à la solidarité avec le désordre social à Montréal

« Vous pouvez couper toutes les fleurs, mais vous ne pouvez pas arrêter le printemps »
- Une affiche qui circule en ce temps de grève

LES LOIS

Le vendredi 18 mai 2012, deux nouvelles lois sont entrées en vigueur à Montréal. Leur but est d'étouffer la révolte anti-capitaliste qui émerge de la grève étudiante qui débuta dans cette province il y a maintenant quinze semaines, pour rétablir l'ordre afin d'ouvrir la voie à la mise à l'œuvre de mesures d'austérité dans ce territoire.

La première loi est un règlement municipal. Celui-ci vise à décourager les gens de porter des masques durant les manifestations en les menaçant d'amendes allant de 1000 $ à 5000 $. Celui-ci intervient alors que le gouvernement fédéral envisage de faire passer une loi, qui serait éventuellement appliquée dans l'ensemble du territoire de l'État canadien et qui punirait avec un maximum de dix ans de prison, ceux qui dissimulent leur identité « tout en participant à une émeute ».

La seconde est la loi spéciale du gouvernement provincial qui exige que toute manifestation publique de contestation populaire se soumette à un contrôle minutieux par l'État. Toute manifestation, partout au Québec, doit présenter son heure de départ et sont trajet complet à la police locale, au moins huit heures à l'avance. Si cela n'est pas fait, la manifestation est illégale. La police peut aussi exiger à tout moment une modification du trajet. Il ne peut y avoir de manifestations sur les terrains d'institutions académiques, ni même à moins de cinquante mètres de celles-ci. Tout organisateur et organisatrice, porte-parole, ou membre d'une association étudiante qui bloque l'accès aux classes ou qui encourage d'autres à le faire sera soumise à une amende variant de 7000 $ à 35 000 $. Si une association étudiante est reconnue coupable d'encourager ou d'organiser des perturbations ou des blocages, elle sera soumise à une amende variant entre 25 000 $ et 125 000 $. Pour une deuxième offense, le montant d'une amende est doublé, et les associations étudiantes peuvent perdre la totalité des frais d'adhésion d'un semestre entier pour chaque jour où la loi est violée. Il est aussi illégal d'encourager toute autre personne à assister à une manifestation illégale, et il est potentiellement illégal de naviguer sur twitter en direct pour savoir ou se trouve une manifestation et ce qu'y s'y déroule à n'importe lequel moment.

Il y a maintenant trois jours que cette loi spéciale a été mise en place et son effet tangible sur le mouvement a été que la CLASSE, le syndicat étudiant le plus radical, a dû supprimer le calendrier d'événements listant toutes les actions prévues à Montréal et dans d'autres villes du Québec, de son site internet. Un nouveau site web anonyme a été créé.

En soi, ces deux nouvelles lois ne contribueront probablement pas tant à mettre plus de gens derrière les barreaux, comme le font les projets d'agrandissement des prisons et de révision de la justice pénale du gouvernement fédéral. Leur but est plutôt de détruire les finances des organisations qui se sont accommodées du système pour peut-être récupérer une part des énormes coûts encourus résultants du sabotage économique, du chaos de la circulation et des transports, et des heures supplémentaires de travail des policiers durant ces derniers mois. Soyons clair, les comptes bancaires bien graissés des associations étudiantes ont été une composante essentielle au commencement de cette situation. Comme ils pourraient être utiles à l'avenir, cela vaut la peine de les défendre. Cependant, soutenir la révolte nécessite plus de courage, de volonté et de créativité que d'argent. Nous obtiendrons ce dont nous avons besoin pour continuer à lutter, et cela même si ça devient plus difficile à faire.

Pourtant, ce qui s'est décidé dans les assemblées législatives et les réunions du Conseil municipal a eu et aura à long terme un impact dans la rue. Les manifestations sont déclarées illégales à partir du moment où elles com-



ont fait en sorte que peu de personnes sont venues, et il est clair que, cette fois, la police voulait montrer ce qu'elle était capable de faire. Tout cela semble suivre un modèle : après le samedi du sommet du G20 à Toronto ou, en remontant un peu plus loin, après le « N30 » pendant les affrontements de Seattle en 1999, la répression a été renforcée. Il vaut la peine de le garder en tête.

Il y a quelques semaines, l'ex porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, déclarait que l'éducation pourrait être financée avec les revenus générés par le Plan Nord. Ce fut, à juste titre, dénoncé par la plupart des anarchistes. Certain.e.s d'entre nous se sont empressé.e.s de déclarer que les militant.e.s de la CLASSE, incluant ceux et celles n'occupant pas des postes de leaders, avaient une analyse erronée de la situation. Les événements d'aujourd'hui pourraient nous amener à changer d'avis sur le sujet, mais nous ne devrions pas le faire trop vite. Pour plusieurs personnes, il s'agit d'un combat contre le gouvernement de Jean Charest et son plan d'exploitation des ressources du Nord dont le but est la redynamisation de l'économie capitaliste, mais il peut aussi s'agir d'un combat pour un gouvernement différent qui, en utilisant ces mêmes ressources *pour* sauver l'État-providence québécois, prolongerait l'existence du capitalisme. Que des individus utilisent des tactiques typiquement associées aux anarchistes fauteurs et fautrices de trouble que nous sommes ne signifie pas qu'ils et elles adoptent nos idées fondamentales, or cela signifie toutefois que nous (à Montréal ou partout ailleurs) avons été influent.e.s.



Pour ce qui est des tactiques, beaucoup d'idées restent encore à être diffusées. De manière générale, les gens doivent comprendre qu'il faut être préparé pour faire certaines choses, qu'il s'agisse de porter un masque pour vandaliser une voiture de police ou de s'assurer de lancer des projectiles du devant de la manif pour ne pas blesser des passants ou des camarades. À plusieurs moments, aujourd'hui en particulier, il aurait été utile d'avoir des boucliers et c'est dommage parce qu'il y a eu fréquemment des boucliers dans d'autres manifestations tout au long de la grève. Quand des passants en complets se prennent pour des héros et attaquent des manifestant.e.s, il est tout à fait approprié de faire tout notre possible pour que ceux-ci relâchent leur cible et ceci doit être mieux compris. L'idée qu'il ne faut pas toujours s'enfuir de la police est aussi quelque chose qui doit être diffusée et ces situations pourraient être plus souvent évitées si les gens se mettaient à traîner des choses plus lourdes que des tiges de bambou ou du plywood. Les anarchistes font souvent partie combattant.e.s les plus expérimenté.e.s d'une population donnée pour des raisons évidentes. La question est maintenant de savoir comment transmettre cette information pour que ces tactiques soient reprises par tout le monde.

Nous devons aussi envisager la question de la stratégie au milieu de moments mouvementés comme ceux-ci. Ce combat a duré assez longtemps et il a impliqué suffisamment de gens pour nous permettre d'appeler à un « spokescouncil » et de prendre un peu de temps pour élaborer quelques idées. Par exemple, l'intersection de la Gauchetière et Saint-Alexandre ne fut, à aucun moment, menacée par la police. C'était, en quelque sorte, un lieu de rencontre pour les manifestant.e.s repoussé.e.s par les offensives policières et un lieu pour retrouver ses ami.e.s. Étant donnée la durée de l'affrontement, il aurait pu être utile pour certaines personnes d'organiser une réunion et de déterminer ce que les gens auraient pu faire pour perturber la conférence intelligemment plutôt que de faire de leur mieux pour suivre l'état d'esprit et les penchants d'une foule encore très frivole. C'aurait été, par exemple, le lieu idéal pour décider d'entraîner à nouveau l'antiémeute hors de son repaire pour qu'ensuite une foule importante surgisse du stationnement et défonce les vitrines afin de

se glisser à l'intérieur du Palais. Nous aurions aussi pu évaluer si nous avions besoin de matériel, si nous pouvions tenir nos positions le temps de se procurer ce matériel, etc. Après quelques heures de combat, il était clair que plusieurs personnes avaient faim et étaient déshydratées et ce genre de « spokescouncil » aurait pu être l'endroit pour s'assurer que ces besoins soient comblés. En y repensant, nous avions tout notre temps : de toute évidence, l'escouade antiémeute était mobilisée au complet, et ce, des heures avant qu'elle ne puisse appeler la Sûreté du Québec en renfort. Un « spokescouncil », qui est en fait un autre moyen de dire « assemblée générale », aurait pu être plus utile que n'importe laquelle des assemblées générales tenues à ce jour durant la grève.

Pour ce qui est des idées, la chose à retenir, c'est qu'il y a souvent des contradictions entre ce que les gens font, ce que les gens désirent et ce que les gens pensent. Si une insurrection devait arriver dans cette ville, elle n'impliquerait pas seulement des gens qui pensent plus ou moins comme nous. Elle impliquerait aussi les gens qui composent la vaste majorité, c'est-à-dire des personnes qui sont embrouillées. Plusieurs des personnes qui lançaient des pavés hier pourraient souhaitent peut-être un Québec indépendant et social-démocrate, quelques-unes d'entre eux sont peut-être des marxistes-léninistes qui croient en une révolution autoritaire ou autres énergumènes qui pensent sérieusement que les attentats du 11 septembre étaient un complot intérieur. Aucun de ces discours n'est souhaitable, mais il n'est pas réaliste de penser qu'une véritable insurrection – cette fleur qui, si elle est bien entretenue et protégée de la peste de l'État, naîtra de la semence du mouvement anticapitaliste – se fera, dans cette ville, sans la participation de personnes qui arborent ces idées.

Les insurrections peuvent être bonnes ou mauvaises. Par exemple, l'insurrection contre Mouammar Kadhafi qui a conduit à des pogroms contre les personnes d'Afrique subsaharienne (c'est-à-dire les personnes noires) en Lybie fut très mauvaise. Dans un autre mesure, il est mauvais que les soulèvements en Afrique du Nord, parce qu'elles ont implanté la démocratie, aient été considérés comme des révolutions. Pour s'assurer que la fleur qui fleurit ici soit bonne, il est essentiel que nous continuions à diffuser les idées anarchistes. Même s'il semble que nous produisions déjà beaucoup de propagande, nous devons l'augmenter. Ceci est plus important que de faire semblant que nous pouvons mettre fin à tous les discours ennuyeux, stratégiquement et historiquement ratés qui polluent le mouvement anticapitaliste présentement. Nos idées accentuent l'importance de la liberté, de la lutte et de la résistance à l'oppression. Elles donnent même une chance à l'aventure et au bonheur dans un monde toujours plus misérable. Nous devrions avoir confiance qu'elles sont plus séduisantes que celles que nous côtoyons parfois dans la rue et ailleurs.

(Évidemment, il y a des idées que nous devons refuser et réduire au silence. Les fascistes, dont beaucoup se disent anticapitalistes de nos jours et qui ont repris certaines des causes que nous aimons, essaient de se joindre à ce mouvement. Nous devrions les déranger à chaque opportunité.)

Ça ne sert à rien d'essayer de conclure puisque nous sommes encore très loin de clôre quoi que ce soit. Il faudrait sans doute noter que, vers 16h, les gens se sont mis à marcher à travers le parc Jeanne-Mance sur le versant est de la montagne. Après tout, une journée comme celle-là mérite bien quelques joints pour couronner le tout.

– un anarchiste de plus, 21 avril 2012







506 personnes dans une arrestation massive à cause de « casseurs » imaginaires

Les médias de désinformation ont déclaré à l'unisson qu'avant l'arrestation de masse de 506 personnes le 23 mai, des « casseurs » avaient lancé des « projectiles enflammés, pierres et bouteilles » au bien méritant SPVM. Or bien malheureusement, ce n'est pas le cas. Nous nous réjouirions de pouvoir dire qu'il y avait autant de combativité dans la rue ce soir-là, mais la réalité est que l'arrestation de masse de 506 personnes qui a eu lieu a été exécutée sur une foule qui depuis des heures restait pacifique malgré toutes les provocations de la part des flics (arrestations arbitraires, blocages de rues, encadrement de la manif par l'antiémeute, etc.). Il y avait seulement une poignée de personnes cagoulé.es parmi les milliers qui marchaient dans la rue dans une ambiance festive. Beaucoup de slogans contre le gouvernement, contre la loi 78 et contre la police ont été scandés, l'hostilité c'est pas mal limité à ça. Même que, quelques minutes à peine avant que l'antiémeute charge sur la manif, une foule incluant des enfants, cognant sur des casseroles, venaient de se joindre (les flics ont confirmé eux-mêmes qu'il y avait trente mineur.e.s dans l'arrestation de masse). Le SPVM a aussi dit, et les médias ont répété, que des avis de dispersion avaient été donnés avant l'assault. Encore une fois, ce ne fut pas le cas : aucun avis de dispersion n'a été donné, comme c'est d'habitude le cas quand le SPVM fonce dans le tas. Ça n'a été qu'une question de secondes : la foule arrivait à l'intersection de Sherbrooke et St-Denis, les flics barraient la route sur St-Denis et l'antiémeute qui entourait la manif a foncé sur la foule. D'ailleurs, ces mêmes médias qui rapportent les projectiles lancés aux flics étaient bien présents, mais il n'y a aucun projectile ni débris au sol sur aucune de leurs photos ou de leurs vidéos.

En fait, cette arrestation s'explique plutôt par le désir de vengeance du SPVM qui a vu ses blocages de rues brisé par des foules survoltées à plusieurs reprises durant la soirée. Les flics ont voulu réimposer leur contrôle de la rue par une démonstration de force pour intimider les gens faisant l'expérience de la force que procure la confrontation du Pouvoir dans la rue. 176 personnes ont aussi été arrêtées le même soir à Québec dans des circonstances similaires.

Le 20 avril, pendant le Salon de l'emploi du Plan Nord, des émeutes avec d'intenses batailles de rues contre les flics ont éclaté. Il y a eu dix-sept arrestations. Le lendemain, pour la même occasion, une foule totalement pacifique s'est réunie : il y a eu une centaine d'arrestations. On remarquera aussi que le 23 avril, après que le gouvernement ait répété pendant des mois qu'il ne négocierait pas avec les « représentant.e.s » étudiant.e.s, ni ne se laisserait intimider par la « violence », trois jours après une des émeutes les plus combatives dans l'histoire de Montréal, le gouvernement entamait des négociations pour démobiliser les foules devenant de plus en plus radicales.

On dit toujours que les « casseurs » ne se font jamais arrêter. Il est vrai que des personnes prêtes à combattre leur oppresseur par tous les moyens disponibles se font rarement traiter comme le sont les foules entièrement pacifistes. C'est que les flics, qui sont en réalité des trouillards ayant besoin d'être armés pour se sentir en sécurité, devant la combativité, réagissent comme l'agresseur qui fait face à quelqu'un qui est prêt à se défendre : ils hésitent à attaquer ceux et celles qui n'acceptent pas le rôle de victime.



Ninjas versus pirates

le 24 mai,

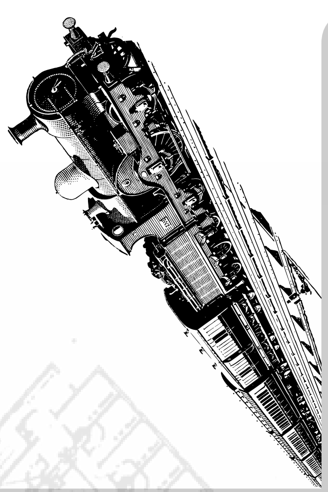
Défiant le nouveau règlement P-6 qui rend illégal le port du masque dans les manifs, quelques centaines de personnes ont manifesté au centre-ville vêtues de noir et masquées, comme des « ninjas ».

policière du mouvement étudiant là-bas. C'est d'ailleurs sous la dictature de Pinochet que le Chili a hérité de mesures similaires à celles implantées dernièrement par Charest et Tremblay afin d'encadrer les manifestations et le port du masque. Notons toutefois que cela n'a en rien empêché, là-bas, la tenue d'affrontements répétés entre la police et des centaines, parfois même des milliers, de cagoulé.e.s.

Vers 21h, la 29e manif nocturne s'est dirigée en direction ouest, mais a été brusquement attaquée à coups de matraques et de bombes assourdissantes. L'antiémeute a barré la rue sur St-Catherine et a rapidement chargé la foule, qui a été scindée en deux rue Peel. Les policiers ont lancé plusieurs bombes assourdissantes au niveau des têtes, en plein coeur de la foule. Une arrestation de masse de 25 à 30 personnes a été effectuée par la SQ, et d'autres sur Saint-Denis et Maisonneuve, sur Wolfe et Robin ainsi que René-Lévesque et Hôtel-de-Ville. Des groupes ont tout de même continué de lutter jusqu'à environ 1h du matin. En tout, 113 personnes ont été arrêtées selon les porcs, dont cetaines ont été accusées de méfaits et d'agression armée contre les flics, mais nous ne savons pas combien. Quatre manifestants ont été transportés à l'hôpital en ambulance, dont un qui s'est fait rentrer dedans par un enfoiré en Mercedes blanche. Deux flics ont aussi été blessés pendant la soirée.

Plusieurs sites internet du gouvernement ont été la cible d'Anonymous depuis le 19 mai.

www.deontologie-policiere.gouv.qc.ca
www.securitepublique.gouv.qc.ca
gdeaide.msp.gouv.qc.ca
sondages.securitepublique.gouv.qc.ca
www.citoyenaverti.gouv.qc.ca
www.coroner.gouv.qc.ca
www.cqlc.gouv.qc.ca
www.gangsderue.gouv.qc.ca
www.racj.gouv.qc.ca
www.securitecivile.gouv.qc.ca
www.afe.gouv.qc.ca
www.mels.gouv.qc.ca
...ainsi que trois autres sites reliés au Parti libéral.



Otage de l'État dans l'affaire des bombes fumigènes relâché sous conditions

François, le dernier accusé encore détenu dans l'affaire des fumigènes dans le métro le 10 mai dernier, a été libéré sous conditions (23 mai). Au total, il devra respecter pas moins de quinze conditions, dont l'interdiction de manifester, de s'approcher à moins de 300 mètres d'un métro ou d'une institution d'enseignement ou de parler avec les trois autres femmes accusées dans l'affaire (libérées sous caution le 18 mai dernier sous des conditions similaires). Il s'est également fait imposer un couvre-feu et il devra verser une caution de 5000$ alors qu'une tierce personne devra s'engager à raison de 10 000$. Lui et les trois autres femmes sont accusé.e.s de méfait, de complot et d'incitation à craindre le terrorisme. Quant à François, il fait aussi face à des accusations de méfaits suite à l'occupation du cégep du Vieux-Montréal en début de grève.

Un autre otage, détenu suite à l'émeute du 20 avril, a aussi été relâché, mais à condition de ne plus se trouver sur l'île de Montréal ou dans une manifestation illégale (toutes les manifestations en ce moment). Un autre arrêté de la nuit du samedi 19 mai s'est fait refuser sa libération. Il est accusé de possession et d'usage d'explosifs, de possession de matière incendiaire, d'agression armée et de complot.

Extraits d'un communiqué écrit par les rebelles de Os Cangaceiros en 1985 en réponse aux mensonges des médias concernant leurs actions de sabotage des métros et chemins de fer, laissé devant les locaux de l'imprimerie qui produit le journal le plus lu de la distribution parisienne, avec du sable dans les engrenages des presses.

LA VÉRITÉ SUR QUELQUES ACTIONS MENÉES EN FAVEUR DES MUTINERIES DANS LES PRISONS

«...Nos moyens d'action sont ceux qu'utilise n'importe quell prolétaire : sabotage et vandalisme. Nous ne faisons pas d'actions symboliques ; mais nous créons le désordre, comme savent le faire couramment des ouvriers en lutte qui barrent des routes ou des chemins de fer, sabotant du matériel, des relais TV, etc...

«... Ce qui a caractérisé le style d'actions menées pendant un mois, de la mi-juin à la mi-juillet 85, c'est *la simplicité.* Une quinzaine de personnes ont suffi à arrêter un train important [Trans-Europe-Express Paris-Bruxelles], tracer à la bombe de peinture les exigences des mutins de mai, briser les vitres pour y introduire des tracts....Ces exigences sont une offensive des détenus contre leur isolement, et un appel à ceux qui sont dehors pour qu'ils agissent pratiquement à *briser cet isolement.* Il s'agit d'exercer une pression contre la société, ***d'emmerder le monde avec ses prisons dont il voudrait bien ne pas entendre parler...***

«... Toutes les précautions ont à chaque fois été prises afin que la sécurité des voyageurs ne soit pas menacée...La malveillance des médias a été dès le départ *systématique*...Et qualifier d'« attentats » le barrage d'une voie ferrée ou le bris de signaux lumineux est non seulement une énormité monstrueuse, mais une manière d'appeler à la répression en assimilant toute action de solidarité pratique avec les mutins à du terrorisme. A fortiori, parler comme l'ont fait certains journaux de « voyageurs pris en otages » à la suite d'une action contre le Trans Europe Express (à propos d'otages, ils ne parlaient pourtant pas des 25 000 détenus en préventive ? !)... Après s'être d'abord demandé si nous étions des terroristes ou des mauvais plaisants, les menteurs spécialisés sont passés de l'insinuation à la délation : on ne s'en étonnera pas, dans un système social dont le maintien repose sur la police et le mensonge. »

La révolution ne sera pas tranquille
sur l'émeute du 25 avril

Mercredi soir, le 25 avril, des milliers de personnes (jusqu'à 10 000 selon les flics) ont pris la rue à partir de la Place Émilie-Gamelin. Après une heure de manif, les flics ont chargé au coin Peel et Sainte-Catherine en lançant des bombes assourdissantes, provoquant ainsi la formation de plusieurs noyaux parmi les manifestant.e.s.

Pendant la soirée, les vitrines de plusieurs banques et commerces ont volé en éclats, des graffitis et de la peinture rouge répandue partout et tout ce qui tombait sous la main s'est retrouvé dans la rue. Les flics ont bouffé des pierres durant des batailles de rue, laissant plusieurs blessés dans leurs rangs. Ils sont visiblement fatigués et le doute commence à s'installer. Ils ont encore appelé la SQ en renfort.

Plusieurs voitures de flics et un bâtiment des Forces armées canadiennes ont été vandalisés, Loto-Québec a reçu des balles de peinture et le Poste de quartier 21 du SPVM a eu ses fenêtres pétés pendant que les flics à l'intérieur se chiait dessus. Les médias de désinformation rapporte que des gens huaient les actions des « casseurs », mais ne rapportent pas qu'autant de personnes applaudissaient. Ils peuvent bien parler d'une « crise sociale », nous on appelle ça un soulèvement.

Selon les flics il y aurait eu un total de 85 arrestations sur plus de 10 000 manifestants.

Comme il faut s'y attendre dans toutes les manifestations massives, des citoyens-flics et de dogmatiques pseudos-pacifistes ont hués et même attaqués des personnes cagoulées qui contre-attaquent le système oppresseur, ayant compris que pour transformer le monde qui nous entoure ça prend bien plus que de simples marches santé, peu importe à quel point elles sont massives et pacifiques. Ceux qui n'ont aucun intérêt à ce que les choses changent réellement, les privilégiés de cette planète qui recueillent les bénéfices du monopole de la violence, défendent la logique de l'abuseur qui dit que la violence est toujours légitime lorsque c'est lui-même qui l'utilise. Les soi-disant « pacifistes », dans leur dogmatisme hypocrite, sont des collaborateurs de la violence qui est perpétrée chaque jour partout sur le globe contre les pauvres, contre les femmes, contre les enfants, contre les autochtones et les gens de couleur, contre les animaux et la nature au complet, aux mains de l'ordre mondial raciste, patriarcal, colonial, mercantiliste, totalitaire et génocidaire. Quand on mentionne ces choses à ces automates, on se fait systématiquement reprocher de faire l'apologie de la violence… Est-ce que ces mêmes « pacifistes » sautent sur les flics quand ceux-ci lancent des bombes, tirent du gaz et foncent avec leurs matraques sur des jeunes qui manifestent? Ou encore quand ils tuent des gens à coup de balle dans la rue ou dans le métro? Est-ce qu'ils attaquent les soldats qui reviennent d'une mission de bombardement dans un pays « lointain » parce que ceux qui ont le monopole de la violence veulent le pétrole qui s'y trouve? Non, jamais. Cette violence, ils la rationalisent. Dans le summum de l'absurdité, ces pacifistes perpétuent la violence systématique de cette société de merde en attaquant celles et ceux qui, détruisant les symboles du pouvoir et attaquant ceux et celles qui sont payés pour être violent, se mettent en danger et se révoltent de toutes les façons possibles en solidarité avec les opprimé.e.s de ce monde.



Les policiers qui se trouvaient à l'intérieur ont affirmé avoir eu peur de voir un cocktail molotov être lancé à travers les ouvertures de la vitre. – *La Presse*

Pendant que les médias de désinformation ont le piton collé sur la dénonciation de la violence depuis le premier pet lâché dans la première manif étudiante de la grève, mobilisant toute leur machine à bouffer des cerveaux pour faire leur truc qui est de manipuler, abrutir et diviser… que le gouvernement pense pouvoir laisser la jeunesse pourrir et la regarder disparaître sous le poids d'une population vieille et résignée… que les flics pensent n'avoir que quelques anecdotes de plus pour rire, autour d'une bière, des petit.e.s manifestant.e.s à qui ils ont foutu la trouille et cassé la gueule… ce mouvement continue de se radicaliser, de dépasser son identité étudiante cadrée et réductrice et est en train de rompre le monopole de la violence appartenant aux sociopathes d'en haut et leurs mercenaires. Parce que Freddy, Michel et Farshad se sont faits assassiner par les mêmes flics qui nous profilent socialement, racialement et politiquement, que notre famille, nos ami.e.s et nos amant.e.s se font déporter, qu'on se fait crisser dehors de tous les quartiers pendant que des condos en carton poussent partout pour le « vrai monde », que la jeunesse qui démontre sa conscience sociale se fait tabasser, poivrer, tirer des bombes à la tête et foutre en prison, que dans le Nitassinan les Innus et ce qui reste de vivants sur ce coin de la Terre dont nous dépendons se font passer sur le corps par une gang de parasites corrompus et leurs commanditaires, les mêmes salauds qui nous chient dessus chaque jour et qui trouvent ça drôle de nous regarder nous enfoncer de plus en plus dans leur merde…

…des raisons pour tout péter y'en a en masse!







Compte-rendu du 22 mai

L'image monolithique d'une paix sociale inébranlable en ce pays de merde est fracassée comme les vitres d'une auto de flics du SSPVM. L'expérience de la joie dans la défiance et la confrontation avec l'État qui panique, répétant chaque jour maintenant, sur toutes leurs tribunes, qu' « en démocratie ce sont les urnes qui décident, pas la rue ». Ils sont devant un feu qui se propage, qu'ils n'arrivent plus à contrôler et avec lequel ils sont en train de se brûler.

Le 22 mai, le 100e jour depuis le début de la grève étudiante devenue un soulèvement populaire, devant les menaces de l'État policier avec ses lois spéciales et ses flics sociopathes, ce sont des centaines de milliers de personnes qui ont pris la rue.

Cependant, quelques minutes avant le début de la manif, le président de la FÉCQ, Léo Bureau-Blouin, a lancé un appel à respecter le trajet remis aux flics pour manifester « en toute sécurité ». Prenant le soin de se dissocier de tou.te.s celles et ceux qui désobéissent en précisant qu'il n'était pas responsable de rien. Oui, t'as bien compris mon Léo, t'as rien à voir là-dedans, t'es depuis longtemps bien dépassé. La seule raison de ta présence ici c'est que t'es un p'tit opportuniste carriériste collabo.



La manifestation s'est divisée en trois groupes. Un regroupant les plus modérés ayant remis leurs trajets au flics, dont les syndicats étudiants de la FÉCQ et la FEUQ, des regroupements citoyennistes, des centrales syndicales de travailleur.e.s qui avaient amené avec elles leurs propres flics comme toujours, etc… Un autre avec la CLASSE qui n'avait pas donné de trajet, en défiance de la loi 78 tout comme le troisième groupe formant un Bloc Anticapitaliste où plusieurs étaient masqué.e.s, peu importe le nouveau règlement municipal. Le centre-ville de Montréal a été paralysé tout l'après-midi, et une vingtaine de routes d'autobus ont été affectées en même temps.

Pendant l'après-midi, des projectiles ont été lancés aux flics, les vitrines de quelques banques ont été fracassées et plusieurs voitures de flics ont été vandalisées. Les plus combatifs ont pu passer à l'action et ensuite se fondre dans la masse déambulant dans toutes les rues autour. Même s'il est clair dans ce cas qu'il n'y avait pas de complicité active et que la manœuvre est dangereuse avec le nombre de paciflics dans cette ville et la présence des syndicats, il vaut quand même la peine dans l'ébullition des idées révolutionnaires que nous voyons émerger chez certain.e.s, de mentionner que c'est un exemple de ce que peut être la diversité des tactiques pour ceux et celles qui comprennent que le pacifisme en tant que tactique est un guet-apens, et/ou qui sont écœuré.e.s de se faire matraquer, poivrer, gazer, tirer dessus, menotter et foutre dans des autobus pendants des heures, peu importe à quel point ils/elles sont pacifiques, mais qui ne peuvent pas combattre matériellement le système d'oppression qui nous encercle et qui maintient ce monde dégueulasse.

Le paternaliste Ian Lafrenière, porte-mensonge du SSPVM a déclaré a un média de masse quelconque : « Quand tu dis 'nous autres, on va faire une marche, mais on va défier les autorités', en partant, tu invites des pas gentils à venir avec toi. La preuve, c'est que les deux grandes marches du 22 mars et du 22 avril derniers, les itinéraires étaient connus et il n'y a eu zéro problème ». En d'autres mots, ce que le porcelet essaye de dire, c'est que si tu collabores, il y a zéro conséquence pour la gang de corrompus qui nous donnent des ordres et leurs flics de merde, d'être des enfoirés de déchets fascistes de première classe.

En début de journée le sinistre de la Sécurité publique, Robert Dutil déclarait que la loi 78 avait été adoptée à la demande de la Sûreté du Québec et de la police de Montréal.

« *Ils ont les outils qu'ils ont besoin qu'ils nous ont demandés, pour pouvoir intervenir plus tôt* »… « *Les policiers ont un outil de plus pour déclarer la manifestation illégale, ils ne sont pas obligés d'attendre qu'il y ait des tirs qui leur soient lancés ou qu'il y ait des agressions contre les policiers* »… « *Il pourrait y avoir d'autres ressources si nécessaire* ».

Après que les manifs se soient terminées au parc Lafontaine où des « représentant.e.s » se donnaient de l'importance avec leurs monologues, une manif de plusieurs centaines de personnes a quitté pour se diriger vers le pont Jaques-Cartier, mais comme les flics le bloquaient déjà pour elles/eux, la foule s'est dirigée vers le parc Émilie-Gamelin pour prendre part à la 29e manifestation nocturne en autant de soirs.

Vers 20h, les gens sont sortis en frappant bruyamment sur des casseroles pendant des heures prenant part à mouvement de manifestations bruyantes dans plusieurs quartiers de la ville depuis vendredi soir [le 18 mai], maintenant étendu au reste de la province. Ce mouvement est inspiré des « *cacerolazos* » qui ont émergé au Chili et en Argentine pendant l'époque de leurs dictatures respectives, et qui a resurgi au Chili en août 2011 en réponse à la répression

UNE PERSPECTIVE ANARCHISTE SUR LA LOI 78

Ceci est un tract d'une demi-page écrit à propos de la « loi spéciale », la Loi 78 anti-manifestation, adoptée au Québec dans le cadre de la répression déployée contre le mouvement étudiant. À l'origine, ce tract a été rédigé pour être distribué en Ontario dans les manifestations de casseroles, inspiré par et en solidarité avec la lutte au Québec.

« La loi, dans un grand souci d'égalité, interdit aux riches comme aux pauvres de coucher sous les ponts, de mendier dans les rues et de voler du pain. »
– Anatole France

« La violence était la loi, et avec les canons dans les mains des blancs, la loi était blanche. »
– Sunera Thobani

La lutte sociale au Québec, issue d'un mouvement étudiant contre les frais de scolarité, en a inspiré plusieurs. Mais peut-être que, concrètement, ce qui a amené les gens à prendre les rues avec des casseroles à travers le pays est la Loi 78, connue sous le nom de « loi spéciale ». Elle criminalise les manifestations dont le trajet n'a pas été au préalable approuvé par la police et impose de lourdes amendes pour des activités politiques sur les campus scolaires. Elle a été accompagnée par une vague de répression qui a fait plus d'arrestations que la crise du FLQ en 1970, soit plus de 2500 au dernier décompte.

Mais la loi spéciale n'est pas spéciale. Il s'agit d'une réaction prévisible face à une mobilisation spéciale, une lutte qui, par son ampleur, le soutien populaire reçu et sa férocité, est sans précédent dans l'histoire récente du Québec. En Ontario, nous avons eu un avant-goût de « loi spéciale » au Sommet du G20 en 2010, quand le gouvernement et la police ont collaboré pour créer une « zone no-go » autour de la barrière de sécurité protégeant les dirigeants du G20. Les droits ont été jetés par les fenêtres pendant que le centre-ville de Toronto était complètement contrôlé l'État policier. La classe moyenne blanche était particulièrement outrée et aura son jour au tribunal maintenant que la menace a disparu temporairement. Mais pour les personnes déjà criminalisées par ce système, tout cela représente simplement une intensification de l'expérience quotidienne du harcèlement ciblé. Nous voyons ce même processus se produire sur le long terme au niveau fédéral, notamment par l'instauration de lois abusives sur la criminalité et de lois spécifiques visant à prévenir la dissidence, comme la loi anti-masque le fait en menaçant de peines allant jusqu'à dix ans de prison.

Ce sont là les intérêts du gouvernement et du capital et non pas les complots diaboliques de Charest ou Harper.

Considérer la Loi 78 comme quelque chose d'exceptionnel, c'est ignorer le fait que la législation est précisément un ensemble d'outils et d'armes que les gouvernements utilisent pour consolider les intérêts des puissants, contrôler et réglementer la population en général, et mener la guerre contre les ingouvernables. L'État canadien est fondé sur la conquête génocidaire des nations autochtones et de leurs terres, et des concessions telles que la Charte sont des tentatives désespérées pour se fabriquer une légitimité là où il n'y a pourtant rien d'autre à déceler que cette violence impitoyable qui sous-tend le « Canada ». Nous ne devrions donc pas être choqué.e.s quand nous voyons ces mêmes droits s'évaporer instantanément en période de « crise ». Et en ces temps de bouleversements sociaux et d'austérité économique, nous nous rapprochons de la crise perpétuelle.

Se concentrer sur une loi particulière ou faire apppel à nos droits risque de nous mener vers l'adoption d'une position purement défensive et de nous entraîner dans une conversation avec nos ennemis. Cela peint le mouvement comme victime impuissante. Nous devrions être inspiré.e.s par l'action non seulement par des images de brutalité policière, mais aussi par des images de rebelles masqué.e.s chassant la police antiémeute. Il est maintenant temps de construire ce pouvoir de la base, de se préparer à la répression et d'organiser un support pour les personnes ciblées par l'État, mais surtout, il est temps de passer à l'offensive.

LA LOI SPÉCIALE - ON S'EN CÂLISSE!
PAS DE PRISONS - PAS DE FRONTIÈRES -
FUCK LA LOI ET L'ORDRE



Un compte-rendu du 1er mai anticapitaliste à Montréal

Une autre journée de confrontations avec les flics et d'attaques contre l'État et le Capital (banques TD et BMO, quelques boutiques, l'édifice de Loto-Québec et des voitures de flics) a pris place dans le soulèvement en cours à Montréal.

Des milliers d'anticapitalistes, beaucoup d'anarchistes, mais aussi plusieurs féministes, communistes, étudiant.e.s grévistes et divers groupes de justice sociale, se sont rejoints dans la rue. Une partie considérable de la foule était masquée et vêtue de noir.

Avant même que la manif commence, un membre du Parti communiste révolutionnaire fut arrêté. La manif est partie de Champ-de-Mars vers 17h15, rappelant le point de départ de la première manif du 1er mai dans l'histoire de Montréal. La foule applaudissait chaque fois qu'un feu d'artifice était lancé, mais est restée somme toute assez silencieuse pendant les premières quarante-cinq minutes. À part l'hélicoptère de la SQ qui fait maintenant partie du paysage, un escadron d'antiémeute marchait sur le trottoir à droite de la foule. On aurait pu couper la tension au couteau tellement elle était palpable. À un moment, ce qui paru être une fusée éclairante a été lancé dans leur direction et un groupe de personnes un peu plus tôt s'étaient mis à les narguer avec des beignes au bout de cannes à pêche improvisées.

Après environ quarante-cinq minutes, alors que la manifestation tournait vers le nord et se dirigeait vers la rue Sainte-Catherine, les flics l'ont déclarée illégale sur un mégaphone, la foule répliquant « ***on s'en crisse !*** » Peu après, au croisement de la rue Sainte-Catherine, une ligne d'antiémeute a chargé sur la foule après qu'une vitrine de banque aient été fracassées. Même s'ils tiraient des balles de caoutchouc et des gaz, la ligne de flics a vite dû reculé devant des volées de projectiles : pierres, bouteilles, feux d'artifice, etc… Il est clair que la milice du Capital voulait éviter à tout prix que la meute noire pénètre plus profondément dans le centre-ville, plus précisément la partie où sont étalés banques et boutiques multinationales dans le grand déploiement resplendissant du spectacle capitaliste. Devant les flics qui battaient en retraite, la foule a quand même décidé de poursuivre vers le nord pendant qu'une autre ligne de flics arrivait par le sud. La manif a tourné vers l'est et les flics en ont profité pour courir derrière en tirant des balles de caoutchouc, lançant des gaz lacrymos et des grenades assourdissantes dans la foule qui a répondu en lançant des pierres et en fracassant quelques vitrines, dont une de Loto-Québec.[1] Après plusieurs minutes de course, la foule a commencé à se disperser, mais s'est en partie reformée un peu plus tard au carré St-Louis pour marcher en direction du parc Émilie-Gamelin où une manif étudiante était appelée en soirée.

Les flics se sont déployés partout et ont commencé à sauter sur n'importe qui. Une centaine d'arrestations a eu lieu dont une arrestation de masse de 70 personnes un peu avant 19h. Plusieurs personnes ont réussi à converger au parc Émilie-Gamelin. Des voitures de flics ont été aspergées de peinture rouge et rose et un affrontement a eu lieu avec l'antiémeute pendant qu'elle procédait à des arrestations. Les flics se sont ensuite dispersés et ont restés en retraite pendant que se formait la foule étudiante plus pacifiée pour une huitième soirée de marche consécutive.

Chaque jour est un jour de lutte et partout la révolte est possible!

Solidarité avec les insurgé.e.s d'Oakland, de Seattle, de la Grèce, du Chili, de l'Espagne, de la Turquie, de l'Indonésie et avec tous les groupes et individus en confrontation avec le pouvoir et la domination!

La lutte continue sur tous les fronts!

Libération totale pour tou.te.s à l'intérieur comme à l'extérieur des murs!

---

1. Parmi plusieurs personnes blessées un homme est à l'hôpital avec de multiples fractures du crâne après avoir été sauvagement agressé par la police lors de la manifestation.











vue refusée sa libération et comparaitra de nouveau le 23 mai). Le propriétaire d'un restaurant a aussi été arrêté parce qu'il portait un carré rouge et parce qu'il a laissé les gens se réfugier dans son commerce pendant que les flics saccagaient tout. On a mentionné qu'il entendait poursuivre le SPVM pour avoir attaqué des gens sur la terasse de son bar.

Dimanche le 20 mai

Encore plusieurs milliers de personnes dans les rues de Montréal. La manif est déclarée illégale dès l'amorce. Encore une fois, plusieurs personnes sont masquées. Les flics tentent de disperser à plusieurs reprises, mais des foules s'éparpillent et se reforment pendant près de cinq heures, cinq heures pendant lesquelles s'érigent des barricades et ont lieu des batailles de rues intenses contre des flics enragés. Des vitrines commerciales sont fracassées (ce qui fera brailler les paciflics autoritaires encore une fois) et plusieurs attaques contre des voitures de police ont lieu dont une où le véhicule a été incendié, dû à un « bris » selon les flics. À un moment, une foule de jeunes, prise en souricière entre deux lignes d'antiémeute, décide de se regrouper et fonce sur une des lignes de flics armés, permettant par-là à plusieurs de s'échapper en brisant et désorganisant les lignes. Camarades, votre courage nous réchauffe le cœur et nous montre le chemin d'un monde nouveau.

Les porcs ont procédé à plusieurs arrestations de masse. Le bilan s'élève à quelques 300 arrestations. Parmi des dizaines de blessés, plusieurs personnes ont été retrouvées inconscientes après avoir été attaquées par les flics et un homme a été transporté à l'hôpital, inconscient, après avoir reçu une balle de plastique à la tête. Plusieurs flics de merde ont été blessés aussi.

---

1. Le slogan « *SSPVM, police politique* » a été utilisé dans les rues sur le tard et nous pensons qu'il lie de manière appropriée la démocratie capitaliste au facisme de l'État de domination, mais il est important de noter que quelques anarchistes ont été critiques par rapport à l'expression, en partie dû au fait qu'elle semble impliquer que la police doive être « fasciste » pour être attaquée de façon légitime.





Depuis vendredi le 18 mai des manifestations ont lieu dans plusieurs villes de la province, notamment à Québec, Sherbrooke et Trois-Rivières. À Montréal, des dizaines de milliers de personnes affrontent l'État policier en défiant la nouvelle loi 78 qui exige, entre autres, que tout attroupement de cinquante personnes et plus donne son trajet à la police huit heures à l'avance et le modifie selon les exigences des flics, sous peine d'amendes qui peuvent s'élever à des dizaines de milliers de dollars pour des individus et jusqu'à 125 000$ pour des groupes ou des organisations.

Vendredi le 18 mai

Après avoir donné un trajet aux flics et quitté la place Émilie-Gamelin vers 21h, la manif qui, à un certain point comptait plus de 10 000 personnes de tous âges, a dévié et improvisé sa route. La foule scandait « ***la loi spéciale, on s'en câlisse!*** » entre des slogans anti-gouvernement et anti-flics. Environ quarante minutes après le début de la manif, les flics ont chargé sur la foule sans avertissement en lançant des bombes assourdissantes à la hauteur des têtes, comme à leur habitude. C'est comme ça qu'on débuté les affrontements. La foule a répliqué avec des roches, des bombes fumigènes et des cocktails Molotov. Plusieurs noyaux se sont formés et les affrontements se sont poursuivis jusqu'à 3h30. Entre autres choses, des vitrines ont été fracassées et des voitures de flics vandalisées. Il y a eu une dizaine d'arrestations et un homme a été hospitalisé après avoir reçu une balle de plastique à bout portant dans le foie.



Samedi le 19 mai

Encore une fois, des milliers de personnes ont pris la rue pour la 26e manif nocturne et aucun trajet n'a été donné aux flics. La manif est partie de la Place Émilie-Gamelin vers 21h comme chaque soir. Le SSPVM[1] a déclaré la manif illégale quelques minutes après le départ et a répété le même avertissement en boucle à quoi la foule répondait en scandant : « La loi spéciale, on s'en câlisse! ». Un convoi de plusieurs camions d'antiémeute de la SQ suivait la manif par les rues parallèles. Plusieurs personnes étaient masquées, défiant le nouveau règlement municipal, entré en vigueur le matin même, interdisant le port du masque pendant une manif.

Un peu après 22h, les flics ont provoqué la foule en procédant à des arrestations arbitraires et en se mettant à gazer. Les affrontements ont commencé et des barricades ont été érigées, notamment à l'angle des rues Ontario et Saint-Denis où une barricade enflammée a été érigée et maintenue pendant plusieurs heures. Des voitures de flics et un autobus d'antiémeute ont été attaqués. La SQ a été appelée en renfort et, à un certain moment, les pompiers sont arrivés et se sont approchés du feu, mais ont finalement reçu l'ordre de quitter. Sans doute certains voulaient-ils que les photos de l'intervention de l'antiémeute sur fond de barricades enflammées soient utilisées afin de « légitimiser » le power-trip des flics qui attaquaient tout ce qui bougeait dans la rue et sur les terrasses des bars sur St-Denis. D'ailleurs, le lendemain, le maire Tremblay répondait à certains journalistes qui questionnaient l'intervention policière que les casseurs avaient mis le feu à Montréal.

Selon les flics, qui arrêtaient à peu près n'importe qui et n'importe quand, il y a eu quelques soixante-neuf arrestations ce jour-là. Neuf des soixante-neuf personnes sont accusées de voies de fait contre des policiers, d'agression armée et d'incendie criminelle. Trois personnes qui étaient toujours détenues dans les cages de l'État ont été relâchées sous caution le 22 mai (à noter qu'au même moment une autre personne, toujours détenue suite à des accusations de méfaits et de voies de fait contre un policier lors de l'émeute du 20 avril pendant le Salon du Plan Nord, s'est









La bataille de Victoriaville

le 4 mai,

Charest s'est sauvé à Victoriaville avec sa gang, la grande « Famille » Libérale comme ils aiment s'appeler eux-mêmes, mais ils se sont vite faits rattraper. Des milliers de personnes venant d'un peu partout à travers la province se sont réunies à Victoriaville lors de la première journée du conseil général du Parti libéral du Québec qui devait se tenir à Montréal, mais qui a été déplacé à la dernière minute en raison du soulèvement qui y fait rage.

Après plusieurs discours, la manif est arrivée vers 18h aux abords du Centre des congrès de l'hôtel Le Victorin – où les attendait l'antiémeute de la SQ avec tout son arsenal. Vers 18h30, les barrières de métal sont tombées et l'affrontement a commencé.

Les salauds de la SQ lançaient des grenades assourdissantes à profusion, tiraient des bombes lacrymos sur les gens à bout portant et visaient la tête des manifestant.e.s avec des balles de plastique. Les flics se sont fait lancer des pierres, des morceaux d'asphalte, des feux d'artifice, des bombes de peinture et, selon eux, quelques boules de billard aussi.

Des véhicules de la SQ ont été vandalisés avec des graffitis et des pierres et plusieurs fenêtres du Centre des congrès ont été fracassées faisant en sorte que le gigantesque smog de gaz lacrymogènes se faisait sentir jusqu'à l'intérieur.

Lorsqu'un flic s'est mis à brutaliser une personne qu'il venait d'arrêter, il s'est fait malmener par des camarades cagoulé.e.s qui ont réussit à libérer le/la camarade, alors qu'un SUV de la SQ fonçait sur elles/eux et qu'un flic leur tirait des bombes lacrymos à bout portant. Le SUV a reçu une pluie de projectiles qui a fracassé la plupart de ses vitres, le forçant à se battre en retraite avant d'avoir atteint le policier qui a finalement été rendu considérablement affaibli à ses pairs.

Parmi les dizaines de manifestant.e.s blessé.e.s, plusieurs sont parti.e.s en ambulance, dont un jeune homme qui souffre d'un traumatisme crânien, de fractures au visage et de contusion cérébrale et un autre qui souffre d'un traumatisme crânien, de lésions au visage et qui a perdu un œil.

Vers 21h30, après plusieurs heures d'affrontements, la plupart des gens avaient quitté les lieux, mais la vengeance des flics est venue peu après lorsqu'ils ont bloqué les routes 116 et 995, interceptant trois autobus qui transportaient des manifestant.e.s. Tous les passager.e.s ont été amené.e.s au poste de police de Victoriaville et aujourd'hui [5 avril] d'autres arrestations ont eu lieu portant le nombre de détenu.e.s à quelques cent dix selon les flics.

À Québec, les « représentant.e.s » étudiant.e.s ont appelé au calme pendant qu'ils négocient avec ceux et celles qui nous chient dessus, ajoutant que leurs « discussions » – autrement dit, leur collaboration à démobiliser quelque chose qui dépasse clairement leurs revendications spécifiques et leur contrôle – progressaient.

Pendant que l'État aiguise ses couteaux: affrontement avec les flics et attaques sur les banques



Mercredi le 16 mai,

Pendant que l'État aiguise ses couteaux, des manifs se déroulent dans plusieurs villes contre l'extension de l'État policier par l'annonce de la préparation d'une loi spéciale provinciale et de nouveaux règlements municipaux[1], dans une tentative désespérée pour reprendre le contrôle. À Montréal, des milliers de personnes (plus de 7000 selon certains médias fachos) ont pris la rue à 23h étant la troisième manif de la journée.

Après un peu plus de quarante-cinq minutes, un cave en cravate a commencé à insulter et provoquer la foule et s'est retrouvé entouré. Les flics ont commencé à poivrer et la foule a répliqué avec quelques pierres et des poubelles métalliques. Les flics se sont mis à lancer des bombes assourdissantes et à tirer des balles de plastique. Quelques minutes plus tard, les vitrines de plusieurs banques volaient en éclats.

Une personne qui brisait une vitrine s'est fait attaqué par-derrière, mais un camarade a vite agis pour la libérer.

Surveillez vos arrières et ceux de vos camarades, à part les infiltré.es, on dirait bien que d'autres déchets comme des pacifiics et probablement des fascistes aussi s'organisent.

Vers 1h il y a eu des arrestations de masses. 122 personnes ont été arrêtées selon les flics.

---

[1] Parmi une panoplie d'autres mesures, ils rendent illégales les manifestations qui refusent de donner leur trajet en avance aux flics et obligent à le modifier s'il ne fait pas leur affaire ainsi que le fait de porter un masque dans une manifestation.

Le nouveau règlement municipal de Montréal :

2.1 Au préalable de sa tenue, le lieu exact et l'itinéraire, le cas échéant, d'une assemblée, d'un défilé ou autre attroupement doit être communiqué au directeur du Service de police ou à l'officier responsable.
3.2 Il est interdit à quiconque participe ou est présent à une assemblée, un défilé ou un attroupement sur le domaine public d'avoir le visage couvert sans motif raisonnable, notamment par un foulard, une cagoule ou un masque.

Des campus évacués par des alertes à la bombe

Jeudi le 17 mai,

À Gatineau, les trois campus du Cégep de l'Outaouais ont été évacués pendant quelques heures en raison d'un appel à la bombe vers 8h. Il s'agissait finalement d'une fausse alerte.

À Laval, les cours ont été suspendus pour la journée au Collège Montmorency à cause d'une alerte à la bombe également.

La loi spéciale, on s’en câlisse!



Négocier c’est se faire fourrer!
Ne les laissons pas nous démobiliser!
Laissons-nous nous diriger seulement
par nos rêves et désirs!
Vive la révolte!





Un récit de la brutalité de la Sûreté du Québec le 4 mai à Victoriaville



Écrire son vécu, c'est un moyen d'exprimer. De le mettre à l'extérieur, et de pouvoir le comprendre, de reprendre le pouvoir. Si j'écris ce que j'ai vécu vendredi à Victoriaville, c'est donc pour mettre une distance avec ce que je ressens depuis, de le partager pour déconstruire le discours médiatique et la désinformation, pour que finalement ces événements, au lieu de nous diviser et de nous abattre, nous donnent plus de puissance collectivement.

Ce récit est un retour sur les événements qui entourent le manifestant blessé sévèrement la tête. J'ai été présente dans le cas d'Alexandre, du moment qu'il s'est retrouvé sur le sol, jusqu'à son départ en ambulance.

Peu de temps a séparé le moment où les barrières de contrôle de foule sont tombées et celui où les officiers de la Sureté du Québec ont fait usage de projectiles de lacrymogène. En plus ou moins 15 minutes, une partie de la foule qui n'avait pas de masques ou de foulard a dû rapidement se reculer et se réfugier pour éviter les vents de gaz irritants. N'ayant pas de lunettes de protection et à cause de l'effet intense des gazes, j'ai été forcée de me déplacer. À certains moments, j'étais complètement aveuglée et j'avais de la difficulté à trouver mon souffle, j'ai eu le réflexe de chercher le soutien de manifestants et manifestantes pour trouver un lieu sécuritaire. Je me suis ensuite nettoyée les yeux avec la solution de lait de magnésie et d'eau, puis avec une amie nous nous sommes redirigées où la masse, la foule la plus importante était située.

Il y avait facilement 300 à 400 personnes qui étaient près de l'hôtel, soit dans l'action , c'est-à-dire près des policiers, ou plus en retrait. Il y avait un climat de tension, de colère, mais de solidarité. Le fil conducteur de la contestation du pouvoir du parti libéral tissait une cohésion dans la foule et un support de la diversité des tactiques utilisées.

Tout ça a duré probablement 10 à 15 minutes.

Ainsi nous étions sur la rue Steve, près de la station d'essence Sonic, nous avons redirigé des personnes incommodées pour qu'elles soient soignées, puis nous avons traversé la rue, et sommes passées derrières des commerces de la rue Arthabaska Est. Puis, nous sommes arrivées sur un terrain gazonné derrière le rang Naud. Il y avait beaucoup de vent de gazs, mais vu qu'il se dispersait rapidement, les gens n'étaient pas incommodés. À ce moment, il n'y avait pas d'agents sur le terrain. Nous nous sommes dit que c'était un endroit bien placé pour observer les événements et décider de la suite. Du point où j'étais, il était possible de voir qu'il y avait des affrontements avec les agents de la SQ sur Arthabaska, encore une fois j'insiste sur la quantité de gaz qui étaient lancés pour faire fuir la foule.

Puis, j'ai entendu des gens crier qu'il y avait un blessé, de faire de l'espace. J'ai vu un groupe de personnes qui transportait le corps d'un homme âgé d'une vingtaine d'années. Il a été déposé sur le sol et je me suis agenouillée à côté de lui. Je n'avais pas de trousse de premiers soins avec moi, mais j'ai une formation de premiers secours alors j'ai procédé : j'ai vérifié son état de conscience, je me suis assurée qu'il soit stable et de préserver sa position, j'ai ensuite regardé s'il avait des blessures. Toutes ses étapes se sont passées très rapidement. Il était d'abord visiblement inconscient, avait de l'écume qui lui sortait de la bouche, il semblait être entrain d'étouffer. Je lui ai ouvert la bouche et j'ai tassé sa langue, il a toussé et a commencer à respirer de façon plus régulière. Puis j'ai remarqué que sur le côté de sa tête un quantité importante de sang coulait. J'ai tourné, déplacé ses cheveux et j'ai vu l'état de son oreille.

À ce moment, j'ai eu peur. Vraiment peur, quelque chose de grave était entrain de se passer devant moi qui me dépassait. Les gens se sont reculés, en voyant la blessure, j'ai eu l'impression qu'il allait mourir. Mais je me suis mis dans un mode « intervention ». En sachant qu'il était légèrement conscient, constamment je lui parlais pour le maintenir éveillé. Je me suis présentée, puis je me suis adressée à une des nombreuses personnes qui regardaient la scène et qui avait un téléphone cellulaire, je lui ai dit que c'était sérieux, qu'il fallait une ambulance immédiatement, que le blessé était en danger. La personne a appelé. Plusieurs personnes ont tenté de rejoindre les secours pendant cet événement, et cela a été extrêmement complexe d'avoir de

Manifestation de bruit à la prison de Tanguay en solidarité avec les camarades arrêté.es

Le mercredi 16 mai, vers 21h30, une centaine de personnes se sont rendues au centre de détention pour femmes de Tanguay, sur Henri-Bourassa à Montréal où sont détenues les trois jeunes femmes accusées d'avoir lancé une des bombes fumigène qui ont paralysé le métro de Montréal, jeudi dernier.[1] La canaille de la SQ se trouvait déjà sur les lieux.

La manifestation fut appelée « …afin de briser l'isolement de nos camarades et montrer à celles-ci que nous les supportons. Cette manifestation se veut contre la répression politique et policière qui prévaut depuis le début de la grève, contre la judiciarisation de nos camarades ainsi qu'un appel à la solidarité avec celles et ceux qui sont détenu.e.s dans les cages de l'État. »

La foule s'est approchée des portes et s'est adressée aux prisonnières en utilisant des porte-voix. Plusieurs feux d'artifice ont été allumés et une bombe fumigène a été lancée aux flics. La foule s'est dispersée vers 22h30.

Le texte du tract:

Depuis le début de la grève, il y a eu plus de 1000 arrestations, de nombreux éclopé.e.s (deux individus ont perdu un œil, deux manifestant.e.s sont tombés dans le coma), et les nombreuses personnes judiciarisées subissent des conditions de plus en plus répressives (couvre-feu et atteintes à la liberté d'association). Plusieurs de nos camarades sont en exil politique (ils et elles ont l'interdiction d'être sur l'île de Montréal, et donc d'être en compagnie de leurs proches) et d'autres sont présentement en prison. Cela se produit dans un contexte où l'État devient de plus en plus répressif, dévoilant ainsi son vrai visage autoritaire, lui qui n'a comme fonction que de maintenir avec violence la société actuelle. Un exemple récent parmi tant d'autres : le gouvernement veux faire adopter une loi fédérale criminalisant le port du masque durant les manifestations, un crime qui pourra mener à une peine de 10 ans de prison.

Dès son commencement, la grève a timidement perturbé la paix sociale tant nécessaire à la routine capitaliste. Dernièrement, la lutte s'est radicalisée à mesure que la situation perdure et s'intensifie, révélant les contradictions qui maintiennent le pouvoir de l'ordre et de la matraque de la classe dominante. Dans ce système, on augmente les frais de scolarité, on coupe dans les services sociaux pour maintenir la richesse du patronat et de ses acolytes : parallèlement, l'État subventionne les compagnies d'extraction de ressources naturelles qui exploitent et détruisent les territoires nordiques des peuples autochtones tout en investissant dans la mise en place de nouvelles mesures de sécurités. Des millions de dollars serviront à la construction et à l'expansion de plus d'une trentaine de prisons : il s'agit d'une priorité pour l'État de préserver et de renforcer son monopole de la violence à l'heure où ses politiques sont de plus en plus contestées, et ce ici comme partout ailleurs.

Notre avis ? Peu leur importe. La police, la justice, les prisons et tout l'appareil répressif soutiennent l'ordre social. Celles et ceux qui lancent des lacrymos et des balles de plastique sans se poser de questions dès qu'une manifestation échappe à leur contrôle, qui soutiennent les patrons à chaque grève, qui s'interposent entre les affamé.es et les tablettes d'épiceries pleines à craquer de bouffe, entre les sans-abris et les édifices inoccupés ou entre les immigrant.es et leurs familles, voudraient tant qu'on les disculpent et qu'on les oublient. Leur violence n'est pourtant pas accidentelle : elle est routinière et se vit au quotidien. Les bourreaux de ce système usent d'intimidation et élaborent l'isolement nécessaire afin de briser toute tentative de résistance réelle. La liberté tient entre les mains des juges qui hésitent entre caution, conditions, charges criminelles et incarcération.

Nous devons briser les murs de l'isolement, détruire ces prisons qui sont pour l'État un ultime recours pour nous asservir à son contrôle social. Solidarité avec les prisonnières, les arrêté.e.s, les blessé.e.s et longue vie aux mouvements de lutte sociale qui s'opposent à ce système répressif !

Le vrai criminel, c'est l'État, cette société, sa prison.

[1] Elles ont été relâchées le matin du 18 mai sous plusieurs conditions.

Ne nous laissons pas déconcentrer par la loupe médiatique au service de l'idéologie dominante. En symbiose avec le pouvoir, les médias délateurs sont des cibles de choix pour les actions à venir.

tique, elle-même au service d'intérêts autrement supérieurs. Nous revendiquons le droit à la résistance pour toutes celles et tous ceux qui en ont ras le bol de cette société étouffée par la désinformation continuelle des médias de masse, qui ne sont plus capables d'endurer les politiques antisociales du gouvernement. Pour tout le monde écœuré de se faire agresser, blesser et insulter par les forces de police – qui laissent entre la vie et la mort des manifestantes et manifestants dont on ne daigne même plus, par la suite, s'interroger sur leur sort – pour toute cette masse de gens qui, partout dans le monde, luttent contre toutes les violences imposées par la restructuration capitaliste, pour toutes ces personnes-là, nous revendiquons le droit à la juste colère, à l'action directe et à la révolte contre un système politique, économique et social qui abrutit les consciences et détruit des vies.

À vouloir criminaliser toutes formes de protestations, à vouloir terrifier les contestataires pour mieux alimenter les fantasmes de bûcher d'une « opinion publique » contrôlée, l'État, dans un élan totalitaire, consolide son austérité à coups de violences dites légitimes. Il ne recule pas, ne discute pas, ne s'ébranle pas outre-mesure face aux répercussions de son intransigeance. Il consacre plutôt toutes les ressources dont il dispose à faire taire une bonne fois pour toute un mouvement social qui a mainte fois fait ses preuves. Il espère qu'une fois qu'il en aura fini de marginaliser, de diviser et de ridiculiser les critiques qui s'élèvent à l'égard de ses politiques tarifaires – ce en quoi consiste le projet néolibéral – il aura champ libre pour poursuivre la purge des services sociaux que l'on voudrait libres du privé, de qualité et accessibles… Nous ne nous laisserons pas prendre dans les mailles du filet.

L'unité dans le déchirement

Nous nous adressons au mouvement en lutte. Ne nous laissons pas déconcentrer par la loupe médiatique au service de l'idéologie dominante. En symbiose avec le pouvoir, les médias délateurs sont des cibles de choix pour les actions à venir. L'État cherchera désespérément des responsables et il s'en prendra aux plus combatifs et combatives d'entre nous : sa répression est politique et il trouvera tous les prétextes nécessaires pour tenter de mettre au pas celles et ceux qui, de plus en plus, osent le confronter, que ce soit dans la rue, dans les assemblées générales, dans les comités d'action et de mobilisation ou par la simple plume. On tente de présenter comme plus légitime les tendances qui exigent le moins possible, qui sont les moins dangereuses pour le maintien d'un semblant de statu quo afin de diviser le mouvement et d'isoler les tendances plus radicales de celles plus réformistes. Ne cédons rien. C'est seulement par la continuité du mouvement, l'expansion et l'intensification de celui-ci que nous pourrons aspirer à une société plus juste.

The show must go down. La lutte continue.

forceetudiantecritique.org



l'aide dans les délais humains et nécessaires pour la survie de cette personne.

Une première personne qui avait une trousse de premiers soins a essayé d'éponger l'hémorragie avec des gazes de coton, mais il n'avait pas assez de matériel. Une autre personne de l'équipe médicale de la manifestation a pris le relai, un ami du blessé s'est aussi rapproché, nous sommes restées ensemble jusqu'à l'arrivée des ambulanciers.

Le blessé a eu des épisodes de reprises de conscience, il était agité, manifestait de la douleur, de la panique. Autour de nous, il y avait énormément de bruits, de cris, d'action. J'essayais de le rassurer verbalement, je lui disais qu'il avait du courage, de rester avec nous, de se concentrer sur sa respiration, qu'il avait besoin d'aide, qu'il était blessé à une oreille, que je comprenais sa peur, que nous faisions notre possible pour le garder en sécurité. Je lui parlais de son ami qui était avec lui, son ami s'adressait à lui, et aidait à le garder allongé.

Cela devait faire une dizaine de minutes que nous étions au sol. J'ai entendu des tirs très rapprochés, et lorsque j'ai relevé la tête j'ai constaté que les agents de la SQ étaient sur le terrain, qu'ils s'approchaient de nous en nous lançant des gaz lacrymogènes. Des manifestants et manifestantes ont fait un périmètre de sécurité autour de nous, en criant qu'il y avait un blessé. Des gens s'adressaient directement aux agents pour leur faire comprendre qu'il y avait une personne au sol en état grave. Malgré ma méfiance envers les policiers, mes critiques sur leurs actions et leurs comportements, sur leur fondements, leur idéologie, j'ai quand même naïvement cru, dans l'urgence, qu'ils allaient avoir suffisamment de jugement pour nous donner un minimum de sécurité. Ils nous ont tiré des cannes de lacrymogènes à quelques mètre à peine. Nous avons été obligé de déplacer Alexandre deux fois à cause de l'incompétence de la SQ, plus grave encore, de ce comportement militaire qui reflète de l'intensification de la violence utilisée par le bras armé de l'État. Au travers de cette situation chaotique, les agents ont continué à appliquer les ordres, ils nous ont laissé délibérément la responsabilité de leurs actes et la gestion de la situation alors qu'il nous était impossible de donner les soins nécessaires.

À un certain moment, lorsque nous avons déplacé Alexandre la première fois, il a essayé de nous parler. Il était incapable de prononcer un mot, il répétait des sons, cherchait du regard un point de repère. Son ami lui parlait, d'autres se sont approchés. Je leur ai dit de s'occuper d'avertir ceux ou celles qui étaient avec lui, pour qu'il ait du support rendu à l'hôpital. Au deuxième déplacement, nous sommes allés sur le rang Naud, il y avait plus de personnes de l'équipe médicale de la manifestation qui s'occupait de lui. L'ambulance est finalement arrivée, escortée par des agents de la Sureté du Québec. Cela a pris un certain temps pour qu'elle nous atteigne, puis Alexandre a été mis sur une civière, son ami est monté avec lui.

Je n'entrerai pas dans les détails descriptifs de la blessure qu'il a eue, mais il s'agissait de lacérations, qui n'ont pu être le résultat de balle de plastique ou de boule de billard, même de roches. Alexandre n'avait pas de masque, pas de cagoule, il était en t-shirt. Mon hypothèse est qu'il aurait été incommodé par les gaz lacrymogènes, c'est retrouvé aveuglé et désorienté. Des tirs des deux côtés se sont faits, et il aurait reçu une grenade à ce moment. Il faut rappeler que tout cela c'est passé au début de la dite « Émeute », les manifestants et manifestantes avaient peu de projectiles. Par contre, les grenades que lancent les agents sont des objets métalliques qui se déploient au contact avec une surface, le déclenchement de la grenade est une explosion du contenant et donc peut causer des coupures graves. C'est ce que je crois qui est arrivé à Alexandre.

Ce que j'ai vécu est une confrontation à une violence qui se rapproche de l'esthétique de la guerre. Depuis deux jours, j'explique les images qui me traversent, je pense à l'intervention policière, à l'odeur des lacrymogènes. J'ai été perturbée de voir par la suite l'état de santé d'Alexandre dans les médias, de constater que ce que j'ai ressenti correspondait réellement, proportionnellement à la gravité de la blessure. Qu'il ne s'agissait pas simplement d'une trame dramatique que je me suis construite. Je suis aussi en colère, de voir qu'encore une fois, les médias servent les intérêts de ceux qui gouvernent et qui détiennent le monopole de la violence. On a dit que nous avions été infiltrés par une minorité de casseurs, qu'il n'y avait pas eu de brutalité policière, que la réponse répressive était normale puisque nous avions traversé une « limite symbolique » qui avait été tracée autour de l'hôtel. On nous a montré un tas de roches, de bouts de bois et de tie-wraps, de toute évidence ramassés au hasard, pour démontrer l'agitation des manifestants et des manifestantes. On nous a monté de toutes pièces un récit pour justifier une intervention militaire afin de protéger les représentants et représentantes du gouvernement.

On essaie de nous faire avaler qu'Alexandre ait été blessé par d'autres manifestants ou manifestantes, que finalement c'est « de notre faute ». S'il y a une enquête de la Sureté du Québec dans cet événement, ce sera encore une fois pour conclure qu'ils n'en sont pas responsables. Déjà, les points de presse nous le montrent : revendiquer une « limite symbolique » ne permet aucunement l'ampleur des attaques physiques sur des personnes aucunement équipée pour combattre à armes égales.

Bref, peu importe où se retrouvera ce récit, je veux qu'il puisse résonner avec ceux d'autres personnes qui ont vu, qui ont entendu, qu'il contribue au discours critique. Pour que notre mémoire collective permette de dire que nous n'oublierons pas, qu'il n'y a pas de pardon pour ceux et celles qui prétendent défendre la justice de l'élite sociale.

Bombes fumigènes dans le métro : qui sont les terroristes?



Le 10 mai au matin, des bombes fumigènes dans trois stations de métro ont paralysé le réseau au complet pendant plus de deux heures et demie en pleine heure de pointe.

La police de Montréal a appelée à la délation et les médias, entre autres *La Presse*, ont diffusé des photos de quatre personnes prises par des citoyens-rats, ainsi que leurs identités et leurs coordonnées.

Le lendemain matin les flics ont fait un raid dans un appart dans Hochelag. Plus tard, quatre personnes se sont livrées à la police. Les trois femmes et un homme ont été arrêté.e.s et demeurent détenu.e.s. Ils ont comparu le samedi 12 mai, en après-midi par vidéo-conférence au palais de l'injustice de Montréal.

Ils/Elles sont accusé.e.s « d'incitation à craindre des activités terroristes » de complot et de méfaits de plus de 5000$. Après avoir comparu.e.s le lundi 14 mai, sous les ovations du publique qui se trouvait dans la salle d'audience, elles/ils resteront otages de l'État au moins jusqu'au 23 mai. À noter qu'une vigile d'appui avait lieu à l'extérieur pendant la comparution où les médias ont été confrontés et dénoncés pour les merdes qu'ils sont.

Des accusations de terrorisme quand personne n'a été blessé ni aucune vie n'a été mise en danger, venant de ceux dont le bras armé vise la tête des gens avec des balles de plastique et des grenades assourdissante, laissant des gens hospitalisés avec des yeux en moins, des lésions graves, des contusions cérébrales, des fractures crâniennes, etc… etc… ajoutons à ça un projet de règlement municipal qui vise à rendre illégale toute manifestation qui ne donne pas de trajectoire, donc toute manifestation spontanée, improvisée, qui n'est pas dirigée, organisée et encadrée par un groupe qui collabore avec les flics en plus d'un règlement anti-masque dans une ville qui a foutu des caméras partout, qui comporte une police politique dédiée au profilage politique des « anarchistes » et « marginaux », et où pendant les manifs on se fait filmer et prendre en photos par des flics, des hélicos, des « journalistes », et les services de renseignements, pour ne pas mentionner Facebook… et finalement des médias qui rendraient fier Joseph Goebbels.

Celles et ceux qui n'enterrent pas leur tête dans le fond de leur propre cul voient bien que ce qui se cache derrière le voile de plus en plus mince de la démocratie c'est le totalitarisme. Comme tous les États totalitaires qui comme celui-ci ont appliqués les mêmes mesures pour écraser toute dissension, ils ne réussiront rien d'autre que d'amplifier et radicaliser la révolte.

Solidarité active avec les otages de l'État!

The show must go down

L'escouade médiatique, avec aux avant-postes le journal *La Presse* et ses journalistes Gabrielle Duchaine, Vincent Larouche et Daphné Cameron, est parvenue à cerner le bouc-émissaire depuis longtemps recherché. Dans la tempête sécuritaire délirante qui souffle sur Montréal depuis la paralysie matinale du service de métro, notre groupe, Force Étudiante Critique, par ces médiocres journalistes comme l'épouvantail de service, le repère de radicaux et de radicales en pleine révolte, une poule pas de tête qui s'agite dans tous les sens en ayant pour objectif la perturbation maximale de tout ce que cette société compte de ponts, de tunnels, de chemins de fer, et quoi d'autre encore ?

Les règles du jeu : les nôtres

Nous ne nous livrerons pas en pâture aux journalistes, qui cherchent désespérément à nous contacter pour obtenir nos commentaires, car nous refusons de participer au cirque médiatique. Les informations que ceux-ci et celles-ci recherchent à notre sujet se trouvent déjà sur notre site et elles sont accessibles à quiconque daigne s'intéresser un minimum à notre projet. Nous n'avons rien à dire de plus que ce qui y est déjà écrit, et l'ensemble de nos textes déjà parus nous semblent de nature à satisfaire toute curiosité à notre égard.

Nous appelons plutôt à la solidarité active sans dissociation ni condamnation avec toutes les personnes criminalisées par l'État dans le cadre du mouvement de grève actuel, que ce soit en raison d'actions de perturbation, de manifestations ou dans les situations d'injonction. Cette solidarité s'exprime par une responsabilité collective vis-à-vis du sort de chacune et chacun. Dénoncer la criminalisation par des manifestations ou des vigiles, s'opposer aux arrestations ciblées et à la délation, apporter un soutien légal, financier et moral aux arrêté.e.s et exiger l'abolition de leurs chefs d'accusation, surveiller les pratiques de la police, soigner les blessé.e.s, se serrer les coudes. Tout ceci constitue les bases d'une culture de lutte qu'il faut entretenir et développer. La répression policière et ses conséquences à court, moyen et long terme est une attaque sans commune mesure avec les actions qui ont ponctué le mouvement en cours. Nous nageons toutes et tous dans le même bassin de marde. Nous ne laisserons personne s'y noyer.

La mise en scène d'un show de boucane

Nous réagissons ainsi au traitement médiatique et policier qui prévaut actuellement. Nous constatons qu'avant même que des accusations formelles ne soient portées par le Service de Police de la Ville de Montréal, les personnes soupçonnées d'être à l'origine de l'action de jeudi matin dans le métro de Montréal ont eu droit à une inquiétante présomption de culpabilité, relayée sans gêne par les médias. Leurs adresses personnelles ont été dévoilées, leur vie privée scrutée à la loupe, les commentaires désobligeants de faux amis ont été publiés comme une vérité indiscutable. Leurs opinions politiques ont été ostracisées, en dépit de la présomption d'innocence qui, dans un pays où les élites politiques et le consortium médiatique s'empressent à tout bout de champs d'en vanter les mérites démocratiques, semble ici avoir été curieusement balayée du revers de la main par les piètres enquêteur.e.s et chroniqueur.e.s bas de gamme.

Le désir pervers des journalistes et de leurs boss est de diaboliser des militantes et militants en premier lieu, puis un groupe politique en second, et par extension l'ensemble des groupes qui se positionnent à la gauche de la CLASSE et des fédérations étudiantes. Il s'agit, hors de tout doute, d'une attaque politique en règle. La dénonciation et la stigmatisation font partie intégrante du processus de répression, car elles apportent une caution à celle-ci. En choisissant cette voie, *La Presse* et ses suiveux nous démontrent, encore une fois, de quel côté de la barricade ils se dressent : celui de la matraque, des arrestations, des gaz, du poivre et des balles de plastique. Les petits chefs de pupitre appuient l'érosion de nos libertés tel que prévu dans les projets de lois sur le port du masque et l'obligation de fournir un trajet pour les manifestations. Est-il étonnant, dans ce contexte, de constater que Jean Charest lui-même profite des largesses du propriétaire de ce torchon, en séjournant à plusieurs reprises dans son somptueux domaine de Sagard?

Nous condamnons avec force les méthodes fascisantes qui se multiplient présentement au Québec lorsqu'il s'agit de traiter des événements de perturbation sociale. Nous estimons qu'en regard de la brutalité de l'État contre ceux et celles qui osent contester son autorité, le mouvement social actuel est davantage docile que perturbateur. Les minorités agissantes qui commettent des actes pour lesquels elles s'exposent à des peines criminelles sont sans surprise traînées dans la boue par les faiseurs ou faiseuses d'opinions à la sauvette, les laquais de l'industrie média-